

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix-Travail-Patrie

CAMEROON POSTAL SERVICES



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-Work-Fatherland

CAMEROON POSTAL SERVICES

MAÎTRE D'OUVRAGE
LE DIRECTEUR GENERAL DE LA CAMPOST

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES
AU SEIN DE LA CAMEROON POSTAL SERVICES
(CAMPOST)

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N°000025/AONO/CAMPOST/CIPM/2026 DU 30 JUIN 2026
POUR LA FOURNITURE, L'INSTALLATION ET LA MISE EN SERVICE
D'EQUIPEMENTS RESEAUX A LA CAMEROON POSTAL SERVICES (CAMPOST)

FINANCEMENT : BUDGET DE LA CAMPOST, EXERCICE 2026

IMPUTATION BUDGETAIRE : 244400000000 « ACHAT DE TRAVAUX, MATERIELS ET EQUIPEMENTS »

DOSSIER TYPE D'APPEL D'OFFRES PASSATION DES
MARCHES DE FOURNITURE ET INSTALLATION DES
SYSTEMES D'INFORMATIONS

JUIN 2026

TABLE DES SIGLES

ARMP : Agence de Régulation des Marchés Publics

BPU : Bordereau des Prix Unitaires

CIPM : Commission Interne de Passation des Marchés

DQE : Devis Quantitatif et Estimatif

DTAO : Dossier Type d'Appel d'Offres

MINMAP : Ministère des Marchés Publics

MO/MOD : Maître d'Ouvrage/Maître d'Ouvrage Délégué

SDPU : Sous-Détail des Prix Unitaires

SIGAM : Structure Interne de Gestion Administrative des Marchés

TABLE DES MATIERES

Pièce N° 1 : Avis d'Appel d'Offres en Français et en Anglais (AAO)

Pièce N° 2 : Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO)

Pièce N° 3 : Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO)

Pièce N° 4 : Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Pièce N° 5 : Cahier des Spécifications techniques de la fourniture (CST)

Pièce N° 6 : Cadre du Bordereau des Prix Unitaires

Pièce N° 7 : Cadre du Détail Quantitatif et Estimatif

Pièce N° 8 : Cadre du Sous Détail des Prix Unitaires

Pièce N° 9 : Modèle de marché

Pièce N°10 : Formulaire et modèles à utiliser par les soumissionnaires

Pièce N°11 : Formulaire des études préalables

Pièce N°12 : Liste des Etablissements bancaires et Organismes financiers autorisés à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics

Pièce N°13 : Grille d'évaluation

- Pièce n°1 : l'Avis d'Appel d'Offres rédigé en français et en anglais (AAO)
- Pièce n°2: le Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO)
- Pièce n°3: le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO)
- Pièce n° 4: le cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Pièce n° 5: le Cahier des Spécifications Techniques de la fourniture qui comprend la liste des fournitures et services connexes le cas échéant, ou les spécifications techniques le cas échéant (CST).
- Pièce n° 6: le Cadre du Bordereau des prix unitaires et forfaitaires
- Pièce n° 7: le Cadre du détail estimatif
- Pièce n° 8: le Cadre des sous-détails des prix unitaires et/ou de la décomposition des prix le cas échéant
- Pièce n° 9: le Modèle de marché
- Pièce n° 10 : Les Modèles ou formulaires types à utiliser par les Soumissionnaires, notamment :
 - a. Le Modèle de lettre de soumission;
 - b. Le Modèle de cautionnement de soumission ;
 - c. Le Modèle de cautionnement définitif ;

- d. Le cautionnement d'avance de démarrage ;
 - e. Le Modèle de cautionnement de bonne exécution en remplacement de la retenue de garantie ;
 - f. Le modèle d'autorisation du fabricant ;
 - g. Les Modèles de fiches de présentation du matériel, personnel et références ;
 - h. Le cadre du planning d'exécution ;
 - i. Le Modèle de fiches de prestations susceptibles d'être sous-traitées ;
- Pièce n° 11 : le formulaire de la charte d'intégrité.
 - Pièce n° 12 : le formulaire de la déclaration d'engagement au respect des clauses sociales et environnementales.
 - Pièce n° 13 : le Visa de maturité ou tout autre justificatif des études préalables à remplir par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué, la disponibilité du financement ou l'inscription budgétaire.
 - Pièce n° 14 : La liste des établissements bancaires et organismes financiers habilités par le Ministre en charge des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics.

pièce n° 1 :

AVIS D'APPEL D'OFFRES (AAO)



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N°000025/AONO/CAMPOST/CIPM/2026 DU 30 JUIN 2026
POUR LA FOURNITURE, L'INSTALLATION ET LA MISE EN SERVICE
D'EQUIPEMENTS RESEAUX A LA CAMEROON POSTAL SERVICES (CAMPOST)
FINANCEMENT : BUDGET DE LA CAMPOST, EXERCICE 2026

1. Objet de l'Appel d'Offres

Le Directeur Général de la Cameroon Postal Services (CAMPOST), lance un Appel d'Offres National Ouvert **pour la fourniture, l'installation et la mise en service d'équipements réseaux à la CAMPOST** suivant les caractéristiques définies dans le Cahier des Spécifications Techniques (CST).

2. Consistance des prestations

Les prestations du présent Appel d'Offres consistent en la fourniture, l'installation et la mise en service de Quatre (04) routeurs, Treize (13) NG Firewall de catégorie 1, Deux (02) NG Firewall de catégorie 2, Six (06) NG Firewall de catégorie 3, Quatre (04) Switches d'agrégation, Dix-huit (18) Switches LAN, Seize (16) module SFP|SFP+, Quarante-huit (48) module SFP|RJ45, Trois (03) licences Switch Manager-VM d'un (01) an, Deux (02) licences Firewall & Router Manager-VM d'un (01) an, Une (01) licence Analyzer-VM d'un (01) an. Ces prestations sont détaillées dans le Cahier des Spécifications Techniques (CST) joint au Dossier d'Appel d'Offres.

3. Délai prévisionnel et lieu de livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour **la fourniture, l'installation et la mise en service d'équipements réseaux** objet du présent Appel d'Offres, est de trois (03) mois. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations. Il revient au soumissionnaire de proposer dans son offre un calendrier d'exécution entrant dans le délai sus-indiqué. Le lieu de livraison est la Direction Générale de la CAMPOST à Yaoundé, Boulevard du 20 Mai.

4. Tranches/Allotissement

Le présent Appel d'Offres est en lot unique.

5. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel TTC à l'issue des études préalables est de **deux cent millions (200.000.000) de FCFA**.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres, est ouverte à toute entreprise de droit camerounais exerçant dans le domaine de la fourniture de matériels informatiques ou des télécommunications et n'ayant pas abandonné un marché.

7. Financement

Le marché sera financé dans le cadre du BUDGET DE LA CAMPOST, Exercice 2026, imputation budgétaire : 244400000000 « Achat de Travaux, Matériels et équipements ».

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est hors ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, un cautionnement de soumission timbré, acquitté à la main, délivré par un organisme ou une institution financière agréé par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO, d'un montant égal à **quatre millions (4 000 000) de FCFA TTC**, accompagné du récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôts et de Consignations (CDEC), valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite, mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire sans récépissé de CDEC est considérée comme absente.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'offres

Le dossier physique peut être consulté dans les services du Maître d'Ouvrage aux heures ouvrables à la Cellule de la Gestion des Marchés (SIGAM) de la Cameroon Postal Services (CAMPOST) sise au 3ème étage de l'immeuble siège, 94 Boulevard du 20 Mai, porte 317 (Tél : 222507263, e-mail : edward.eta@campost.cm), dès publication du présent avis.

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'Appel d'Offres National Ouvert peut être obtenue à la Cellule de la Gestion des Marchés (SIGAM) de la Cameroon Postal Services (CAMPOST) sise au 3ème étage de l'immeuble siège, 94 Boulevard du 20 Mai, porte 317 (Tél : 222507263) e-mail : edward.eta@campost.cm, dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO de **200.000 FCFA (deux cent mille francs)**, dans le compte spécial CAS-ARMP. Il est également possible d'obtenir la version électronique. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

Pour la soumission hors ligne, l'offre en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tel, devra parvenir à la Cameroon Postal services (CAMPOST), Cellule de la Gestion des Marchés (SIGAM) sise au 3^{ème} étage de l'immeuble siège, 94 Boulevard du 20 Mai, porte 317 (Tél : 222507263), e-mail : edward.eta@campost.cm, au plus tard le **31 juillet 2026 à 13 heures**, heure locale et porter la mention :

**« AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N°000025/AONO/CAMPOST/CIPM/2026 DU 30 JUIN 2026
POUR LA FOURNITURE, L'INSTALLATION ET LA MISE EN SERVICE
D'EQUIPEMENTS RESEAUX A LA CAMEROON POSTAL SERVICES (CAMPOST)
A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »**

13. Recevabilité des offres

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé. Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;

- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission ;
- Les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment, l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréé par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire sans récépissé de CDEC est considérée comme absente.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un temps et aura lieu le **31 juillet 2026 à 14 heures**, par la Commission Interne de Passation des Marchés auprès de la Cameroon Postal Services (CAMPOST), dans la salle de réunion de ladite Commission sise à l'immeuble siège, 94 Boulevard du 20 mai, 4ème étage, porte 414.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix, dûment mandatée, même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'Appel d'Offres.

En cas d'absence ou de non conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

a. Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires sont les suivants :

- L'absence du cautionnement de soumission timbré avec récépissé de la CDEC ;
- L'absence ou non conformité persistante d'une pièce du Dossier Administratif 48 heures après l'ouverture des plis (excepté le cautionnement de soumission) ;
- La fausse déclaration, substitution ou pièce falsifiée ;
- La non production d'une déclaration sur l'honneur attestant le non abandon d'un (01) marché au cours des trois (03) dernières années 2023, 2024 et 2025 ;
- L'absence de justificatif de l'agrément du fabricant ou d'un partenariat avec le fabricant pour la commercialisation des équipements proposés ;
- La non conformité des profils des experts sollicités ;
- L'absence des preuves d'exécution d'au moins deux (02) marchés sur la fourniture et l'intégration des équipements réseaux similaires au cours des cinq (05) dernières années (2021, 2022, 2023, 2024 et 2025) par le soumissionnaire ;
- L'absence des fiches techniques des équipements proposés ;
- L'absence d'une capacité financière d'au moins 30% du montant du coût prévisionnel, soit au moins 67 millions de Francs CFA ;
- L'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;

- L'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- L'absence d'un document du constructeur ou de son représentant justifiant de 05 ans de supports et garantie pour les routeurs, firewall et switch ;
- La non satisfaction d'au moins 80% des spécifications techniques des équipements (172 Oui /215) ;
- Le non respect de 80 % des critères et sous critères essentiels (180 Oui/224).

b. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des candidats porteront sur :

- la présentation de l'offre ;
- le chiffre d'affaires moyen des cinq (05) dernières années $\geq$ trois cent millions ;
- la conformité des fournitures aux spécifications techniques ;
- le respect du délai de livraison de trois (03) mois ;
- la disponibilité du service après-vente ;
- le CCAP paraphé page par page, signé et cacheté à la dernière page avec le nom du signataire ;
- le CST paraphé page par page, signé et cacheté à la dernière page avec le nom du signataire.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requis et dont l'offre sera évaluée la moins-disante.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Cameroon Postal Services (CAMPOST), Cellule de la Gestion des Marchés (SIGAM) sise au 3^{ème} étage de l'immeuble siège, 94 Boulevard du 20 Mai, porte 317 (Tél : 222507263), e-mail : edward.eta@campost.cm, dès publication du présent avis.

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517.

Yaoundé, le **30 juin 2026**
LE DIRECTEUR GENERAL
Pierre KALDADAK

Ampliations :

- PCA CAMPOST
- ARMP (pour publication)
- Président CIPM CAMPOST (pour information)
- Service courrier (pour affichage)
- CGM (pour archivage)



**OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER
N°000025/AONO/CAMPOST/CIPM/2026 OF 30TH JUNE 2026
FOR THE SUPPLY, INSTALLATION AND COMMISSIONING OF NETWORK
EQUIPMENT AT THE CAMEROON POSTAL SERVICES (CAMPOST)**

FINANCING: CAMPOST BUDGET, 2026 FINANCIAL YEAR

1. Subject of the invitation to tender

the General Manager of the Cameroon Postal Services (CAMPOST), hereby launches an Open National Invitation to Tender **for the supply, installation and commissioning of network equipment at CAMPOST** in accordance with the characteristics defined in the Special Technical Conditions (STC).

2. Nature of services

The services that constitute the substance of this Invitation to tender include the supply, installation and commissioning of Four (04) routers, thirteen (13) Category 1 NG firewalls, two (02) Category 2 NG firewalls, six (06) Category 3 NG firewalls, four (04) aggregation switches, Eighteen (18) LAN switches, sixteen (16) SFP|SFP+ modules, forty-eight (48) SFP|RJ45 modules, Three (03) one (01)-year Switch Manager-VM licences, Two (02) one (01)-year Firewall & Router Manager-VM licences, One (01) one (01)-year Analyzer-VM licence. These services are detailed in the Special Technical Conditions (STC) attached to the Tender File.

3. Provisional deadline and place of delivery

The maximum deadline, as provided for by the Project Owner **the supply, installation and commissioning of network equipment**, subject of this Invitation to tender, is three (03) months. This deadline shall run from the date of notification of the administrative order to commence services. The bidder shall include in his/her bid a time schedule that falls within the aforementioned period. The delivery place shall be CAMPOST Head office in Yaounde, Boulevard du 20 Mai.

4. Tranches/Allotment

This invitation to tender comprises one single lot.

5. Estimated cost

The estimated cost (all taxes included) following preliminary studies is **two hundred million (200,000,000) CFA francs**.

6. Participation and origin

Participation in this Invitation to Tender is open to any company incorporated under Cameroonian law operating in the field of the supply of IT or telecommunications equipment. They must not have given up a contract.

7. Financing

The contract shall be financed under CAMPOST BUDGET, 2026 Financial Year, budget head: 244400000000 "Procurement of Works, Materials and Equipment".

8. Submission method

The submission method chosen for this consultation is: offline.

9. Bid bond

Each bidder shall include in his administrative documents, a hand-endorsed bid bond issued by a first-rate banking institution authorised to issue bonds for contracts of public enterprises, approved by the Ministry in charge of Finance and whose list is found in document No. 14 of the Tender File, of an amount of **four million (4,000,000) CFA francs, including VAT**, accompanied by the consignment receipts issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC) and valid for thirty (30) days beyond the date of validity of bids. Failure to produce a bid bond issued by a first-rate banking institution or financial body authorised to issue bonds for public contracts, approved by the Ministry in charge of Finance shall result in the bid being rejected. A bid bond not related to the consultation concerned shall be considered absent. No bid bond submitted by a bidder during the bid opening sessions shall be admissible. A bid bond submitted by a bidder without a CDEC receipt shall be considered as absent.

10. Consultation of tender file

From publication of this notice, the hard copy may be consulted during working hours at the Cameroon Postal Services (CAMPOST), Contract Management Unit (SIGAM), located on the 3rd floor of CAMPOST Headquarters building, 94 Boulevard du 20 Mai, door 317 (Tel : 222507263, e-mail: edward.eta@campost.cm).

11. Acquisition of tender file

The hard copy of the tender file may be obtained during working hours at the Cameroon Postal Services (CAMPOST), Contract Management Unit (SIGAM), located on the 3rd floor of CAMPOST Headquarters building, 94 Boulevard du 20 Mai, door 317 (Tel : 222507263), e-mail: edward.eta@campost.cm, as soon as this notice is published against presentation of receipt of payment or any other proof of payment of a non-refundable sum of **200,000 FCFA (two hundred thousand francs)**, in the CAS-ARMP Special Account. It is also possible to obtain the electronic version of the file. However, hard copy as well as electronic submission shall be subject to the payment of TF purchase fees.

12. Submission of bids

For offline submission, the offer in seven (7) copies, including the original and six (6) copies marked as such, must be submitted at Cameroon Postal services (CAMPOST) Contract Management Unit (SIGAM), located on the 3rd floor of CAMPOST Headquarters building, 94 Boulevard du 20 Mai, door 317 (Tel: 222507263), e-mail: edward.eta@campost.cm, no later than **31st July 2026 at 1 p.m.**, local time and must be marked:

**“OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER
N°000025/AONO/CAMPOST/CIPM/2026 OF 30th JUNE 2026
FOR THE SUPPLY, INSTALLATION AND COMMISSIONING OF NETWORK
EQUIPMENT AT THE CAMEROON POSTAL SERVICES (CAMPOST)
TO BE OPENED ONLY DURING THE BID-OPENING SESSION”**

13. Admissibility of bids

Administrative documents, the technical offer and the financial offer must be inserted in different separate sealed envelopes and submitted in sealed envelope. The following shall be inadmissible by the Project Owner:

- Bids revealing the identity of the bidders;
- Bids submitted after the deadline for submission ;
- Bids non-compliant with the bidding method;
- Bids without indications on the identity of the invitation to tender;
- Failure to produce the number of copies specified in the Special Regulations or offer only in copies.

Any incomplete tender in accordance with the requirements of the tender file shall be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a first- category body or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds for public contracts or failure to comply with the model documents in the tender file shall result in the outright rejection of the tender without any other procedure. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned shall be considered as absent. No bid bond submitted by a bidder during the bid opening sessions shall be admissible. A bid bond submitted by a tenderer without a CDEC receipt shall considered as absent.

14. Opening of bids

Bids shall be opened in one phase on **31st July 2026 at 2 p.m.** local time by the Internal Public Contracts Commission of the Cameroon Postal Services (CAMPOST), in the meeting room of the Commission at CAMPOST Headquarters building, 94 Boulevard du 20 Mai, 4th floor, door 414.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a single duly authorised person of their choice, even in case of a group of enterprises.

Under pain of rejection, the documents required in the administrative file must be produced in originals or in copies certified as true by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the stipulations of the Special Regulations. They must not be older than three (03) months preceding the date of submission of bids or must have been produced after the date of signature of the tender notice.

In case of the absence or non-conformity of any document in the administrative file at the bids opening session, after a period of 48 hours allowed by the Commission, the bid shall be rejected.

15. Evaluation criteria

c. Eliminary criteria

Eliminary criteria are:

- Absence of the stamped bid bond with a CDEC receipt;
- Absence of an administrative file item or its non-compliance 48 hours after the opening of the bids (except bid bond) ;
- False declaration(s), substitution or falsified document(s);
- Failure to provide a sworn statement certifying the non-abandonment of a contract during the last three (03) years 2023, 2024 and 2025 ;
- absence of evidence of the manufacturer's approval or of a partnership with the manufacturer for the marketing of the equipment proposed;
- Non-compliance of the profiles of the experts approached;
- absence of evidence that the bidder has carried out at least two (02) contracts for the supply and integration of similar network equipment over the last five (05) years (2021, 2022, 2023, 2024 and 2025);
- absence of technical data sheets for the equipment proposed;
- lack of financial capacity amounting to at least 30% of the estimated cost, i.e. at least 67 million CFA francs;
- Absence of the integrity charter, dated and signed;
- Absence of a commitment statement to comply with environmental and social clauses, dated and signed ;
- Absence of a document from the manufacturer or its representative confirming five years' support and warranty for routers, firewalls and switches;
- Failure to meet at least 80 per cent of the technical specifications for the equipment (172 Yes /215) ;
- Non-compliance with 80 per cent of the essential criteria and sub-criteria (180 Yes/224).

d. Essential criteria

Essential criteria for the qualification of bidders shall include:

- Presentation of the bid;
- average turnover over the last five (5) years $\geq$ three hundred million;
- compliance of supplies with the technical specifications for the supply;
- compliance with the three (03) months delivery deadline;
- availability of the after-sales service;
- SCC initialled page by page and signed on the last page with the name of the signatory;
- STC initialled page by page, signed and stamped on the last page with the name of the signatory.

16. Award

The Project Owner shall award the contract to the bidder who has submitted a bid meeting the required technical and financial qualification criteria and whose bid is evaluated as the lowest.

17. Period of validity of bids

Bidders shall remain committed by their bids for a period of ninety (90) days from the initial deadline set for the submission of bids.

18. Further information

Additional information can be obtained during working hours at the Cameroon Postal Services (CAMPOST), Contract Management Unit (SIGAM), located on the 3rd floor of CAMPOST Headquarters building, 94 Boulevard du 20 Mai, door 317 (Tel : 222507263), e-mail : edward.eta@campost.cm, from publication of this notice.

19. Fight against corruption and malpractices

To report corrupt practices, facts or acts, please call CONAC on 1517.

Yaounde, on **30 June 2026**
THE GENERAL MANAGER
Pierre KALDADAK

Copies:

- PCA CAMPOST
- ARMP (for publication)
- CIPM CAMPOST President (for information)
- Mail Service (for billposting)
- CMU (for archives)

pièce n° 2 :

REGLEMENT GENERAL
DE L'APPEL D'OFFRES (RGAO)

Note relative au Règlement Général de l'Appel d'Offres

La Pièce n°2 a pour objet de donner aux soumissionnaires, les renseignements dont ils ont besoin pour préparer des offres conformes aux conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Elle fournit également des renseignements sur la remise des offres, l'ouverture des plis, l'évaluation des offres et l'attribution du marché.

Cette pièce contient des articles types à ne pas modifier.

Compte tenu de l'importance des termes contractuels normalisés dans l'établissement des prix des fournitures, l'Incoterm pour tous les modes de transport est DAP (Delivered at Place, le fournisseur livre les marchandises au lieu convenu).

Les articles du RGAO repris dans le RPAO doivent garder les mêmes numéros.

Table des matières

A-Généralités

Article 1	:Objet de la consultation.....
Article 2	: Financement.....
Article 3	: Principes éthiques.....
Article 4	: Candidats admis à concourir.....
Article 5	: Fournitures et/ou services quantifiables.....
Article 6	: Documents établissant la qualification du Soumissionnaire.....
Article 7	: Visite du site des travaux.....

B-Dossier d'Appel d'Offres.....

Article 8	: Contenu du Dossier d'appel d'offres.....
Article 9	: Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres et recours.....
Article 10	: Modification du Dossier d'Appel d'Offres.....

C-Préparation des offres.....

Article 11	: Frais de soumission.....
Article 12	: Langue de l'offre.....
Article 13	: Documents constituant l'offre.....
Article 14	: Montant de l'offre.....
Article 15	: Monnaies de soumission et de règlement.....
Article 16	: Documents attestant l'admissibilité du Soumissionnaire.....
Article 17	: Documents attestant l'admissibilité des fournitures.....
Article 18	: Documents attestant de la conformité des fournitures.....
Article 19	: Validité des offres.....
Article 20	: Cautionnement de soumission.....
Article 21	: Forme, format et signature de l'offre.....

D-Dépôt des offres. .

Article 22	: Cachetage et marquage des offres.....
Article 23	: Date et heure limite de dépôt des offres.....
Article 24	: Mode de soumission.....
Article 25	: Offres hors délai.....
Article 26	: Modification, substitution et retrait des offres.....

E-Ouverture des plis et évaluation des offres

Article 27	: Ouverture des plis et recours.....
------------	--------------------------------------

Article 28	: Caractère confidentiel de la procédure.....
Article 29	: Eclaircissements sur les offres et contacts avec le Maître d’Ouvrage ou le Maître d’Ouvrage Délégué.....
Article 30	: Détermination de la conformité des offres.....
Article 31	: Critères d’évaluation et de qualification du soumissionnaire.....
Article 32	: Correction des erreurs.....
Article 33	: Conversion en une seule monnaie
Article 34	: Comparaison des offres.....
Article 35	: Préférence accordée aux soumissionnaires nationaux

F-Attribution du Marché.....

Article 36	: Attribution.....
Article 37	: Droit du Maître d’Ouvrage ou du Maître d’Ouvrage Délégué de déclarer un Appel d’Offres infructueux ou d’annuler une procédure
Article 38	: Notification de l’attribution du marché.....
Article 39	: Publication des résultats d’attribution du marché et recours.....
Article 40	: Signature du marché.....
Article 41	: Cautionnement définitif.....

REGLEMENT GENERAL DE L'APPEL D'OFFRES

A- Généralités

Article 1: Objet de la consultation

1.1. Le Maître d’Ouvrage ou le Maître d’Ouvrage Délégué tel que précisé dans le Règlement Particulier de l’Appel d’Offres (RPAO), lance un Appel d’Offres pour l’acquisition des fournitures **et/ou** des services **quantifiables** [disponibles sur le marché local] décrits dans le présent Dossier d’Appel d’Offres et brièvement définis dans le RPAO.

Le nom, le numéro d’identification et le nombre de lots faisant l’objet de l’appel d’offres figurent dans le RPAO.

1.2. Le Soumissionnaire retenu ou attributaire, doit livrer les fournitures et services quantifiables dans le délai prévisionnel indiqué dans le RPAO, et qui court sauf stipulation contraire du CCAP, à compter de la date de notification de l’ordre de service de démarrage des prestations.

1.3. Dans le présent Dossier d’Appel d’Offres, le terme “jour” désigne un jour calendaire, à l’exception des jours ouvrables expressément spécifiés dans le code des marchés publics.

Article 2: Financement

La source de financement des fournitures et/ou services connexes objet du présent appel d’offres est précisée dans le RPAO.

Article 3: Principes éthiques

3.1. Les agents relevant du service public, les soumissionnaires et les titulaires de marché, ainsi que toute personne intervenant à quelque titre que ce soit dans la chaîne de passation, d’exécution, de contrôle et de régulation des marchés, sont soumis aux dispositions des lois et règlements interdisant les actes de corruption, les manœuvres frauduleuses, les pratiques collusoires, coercitives ou obstructives, les conflits d’intérêts, les délits d’initiés et les complicités.

A cet égard, ils souscrivent la charte d’intégrité dont le modèle est joint en annexe du présent Dossier d’Appel d’Offres (pièce 10).

En vertu de ces principes, le Maître d’ouvrage ou le Maître d’Ouvrage Délégué a défini, aux fins de cette clause, les expressions de la manière suivante :

- i. Est convaincu d’acte de "corruption" quiconque offre, donne, sollicite ou accepte un quelconque avantage en vue d’influencer l’action d’un agent public au cours de l’attribution ou de l’exécution d’un marché ;
- ii. Se livre à des « manœuvres frauduleuses » quiconque déforme ou dénature des faits afin d’influencer l’attribution ou l’exécution d’un marché ;
- iii. Sont convaincus de « pratiques collusoires » deux ou plusieurs soumissionnaires qui s’entendent dans le but de maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu de la concurrence ;
- iv. Se livre à des « pratiques coercitives », quiconque porte atteinte aux personnes ou à leurs biens ou profère des menaces à leur encontre de manière directe ou indirecte, afin d’influencer leurs actions au cours de l’attribution ou de l’exécution d’un marché ;
- v-Se livre aux « pratiques obstructives », quiconque commet des actes visant à la destruction, la falsification, l’altération ou la dissimulation des preuves sur lesquelles se fonde une enquête ou toutes fausses déclarations faites aux enquêteurs ou bien toute

menace, harcèlement ou intimidation à l'encontre d'une personne aux fins de l'empêcher de révéler des informations relatives à une enquête, ou bien de poursuivre celle-ci :

vi. Le « conflit d'intérêt » désigne toute situation dans laquelle le titulaire d'un marché ou surveillant des procédures de passation et /ou de l'exécution du marché pourrait tirer des profits directs ou indirects d'un marché conclu par le Maître d'ouvrage ou Maître d'ouvrage Délégué, d'une affectation ou toute situation dans laquelle il a des intérêts personnels ou financiers suffisant pour compromettre son impartialité dans l'accomplissement de ses fonctions ou de nature à affecter défavorablement son jugement.

vii -Les Présidents, membres, secrétaires et experts des commissions des marchés publics, sous-commission d'analyse et responsables chargés des marchés sont astreints à l'obligation de réserve et de discrétion.

Ils doivent s'abstenir de toute action de nature à compromettre leur objectivité et, dans tous les cas, ne disposer d'aucun intérêt financier, personnel ou autre lié au marché en examen.

viii- En cas de conflit d'intérêt, les Présidents, les Experts et les membres des Commission de Passation des Marchés et des Commission de Contrôle des Marchés et ceux des sous commissions d'analyse, ainsi que les Observateurs indépendants doivent le signaler par écrit au Maître d'Ouvrage, ou au Président de la Commission de passation des marchés publics sous peine des sanctions prévues par la réglementation en vigueur. Dans ce cas, il est alors pourvu à leur remplacement pour les marchés concernés.

ix. La complicité s'entend de :

- L'omission ou la négligence d'effectuer les contrôles ou de donner les avis techniques prescrits ;
- L'abstention volontaire de porter à la connaissance du Maître d'ouvrage ou de l'autorité compétente, les irrégularités constatées lors de la réalisation de ses missions.

b. rejettera toute proposition d'attribution, s'il est prouvé que l'attributaire proposé est directement ou par l'intermédiaire d'un agent, coupable de corruption, de conflit d'intérêt, de complicité ou s'est livré à des manœuvres frauduleuses, des pratiques collusoires, coercitives ou obstructives pour l'attribution de ce marché.

3.2. L'Autorité chargée des marchés publics peut à titre conservatoire, prendre une décision d'interdiction de soumissionner pendant une période n'excédant pas deux (02) ans, à l'encontre de tout soumissionnaire ou cocontractant de l'Administration pour trafic d'influence, de conflits d'intérêts, de délit d'initiés, de complicité, de fraude, de corruption ou de production de documents non authentiques dans son offre, sans préjudice des poursuites pénales qui pourraient être engagées contre lui.

3.3. L'Autorité chargée des Marchés Publics, peut prendre à l'encontre des acteurs publics reconnus coupables de violation des dispositions du Code des Marchés Publics, une décision d'interdiction d'intervenir dans la passation et le suivi de l'exécution des Marchés Publics pendant une période n'excédant pas deux (2) ans.

Article 4: Candidats admis à concourir

4.1. **En règle générale**, l'appel d'offres s'adresse à tous les soumissionnaires, sous réserve qu'ils remplissent les conditions d'éligibilité ci-après :

a. Un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) doit être d'un pays éligible, conformément à la convention

de financement, **le cas échéant** ;

b. Un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) ne doit pas se trouver en situation de conflit d'intérêt sous peine de disqualification de toutes les offres auxquelles il aura participé. Un soumissionnaire peut être jugé comme étant en situation de conflit d'intérêt dans les conditions ci-après :

- i. est associé ou a été associé dans le passé, à une entreprise (ou à une filiale de cette entreprise) qui a fourni des services de consultant pour la conception, la préparation des spécifications et autres documents utilisés dans le cadre des marchés passés au titre du présent appel d'offres ;
 - ii. est dans le cadre d'un même appel d'offres, représentant légal d'un autre soumissionnaire ; au présent appel d'offres ;
 - iii. participe à plus d'une offre dans le cadre d'un même appel d'offres notamment, soit à titre individuel ou en tant que membre d'un groupement d'entreprises, soit en tant que sous-traitant dans une offre tout en étant soumissionnaire à titre individuel ou membre d'un groupement d'entreprises. Un fournisseur peut figurer en tant que sous-traitant dans plusieurs offres, mais en cette qualité de sous-traitant seulement.
 - iv. est affilié à un groupe ou entité que le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué a recruté ou envisage de recruter pour participer au contrôle ;
 - v. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué participe au capital du soumissionnaire de nature à compromettre la transparence des procédures de passation des marchés publics ;
- c. Une personne morale de droit public si elle démontre qu'elle est (i) juridiquement et financièrement autonome, (ii) gérée selon les règles de la comptabilité privée et (iii) n'est pas sous la tutelle du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué sauf autorisation expresse de l'Autorité chargée des marchés publics.
- d. Les organisations de la société civile et les Etablissements publics à condition que les prix proposés soient concurrentiels, c'est-à-dire, qu'ils aient été déterminés(i) en prenant en compte l'ensemble des coûts directs et indirects concourant à la formation du prix de la prestation objet du contrat et(ii) qu'ils n'ont pas bénéficié, dans la détermination de ce prix, des avantages découlant des ressources qui leurs sont attribuées au titre de leurs missions de service public.

4.2. L'appel d'offres est ouvert selon les spécifications du RPAO à tous les soumissionnaires qui remplissent les conditions ci-après :

- a. ne pas être en état de liquidation judiciaire ou en faillite;
- b. ne pas être frappé de l'une des interdictions ou déchéances prévues par les lois et règlements en vigueur, aussi bien au plan national qu'international;
- c. souscrire aux déclarations prévues par les lois et règlements en vigueur.

4.3 Pour soumissionner par voie électronique via COLEPS ou tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage, le candidat ou soumissionnaire doit être enregistré sur ladite plateforme et disposer d'un certificat électronique valide.

4.5 Pour soumissionner en ligne via COLEPS, le candidat ou soumissionnaire doit être enregistré sur ladite plateforme et disposer d'un certificat électronique valide.

Article 5: Fournitures et/ou services quantifiables

5.1. Le terme « fournitures » désigne tous les produits, matières premières, machines, équipements et tous autres matériaux; déjà importées aux fins de fabrication ou d'assemblage au Cameroun que le Fournisseur est tenu de livrer en exécution du Marché

5.2. Le terme « services quantifiable » désigne notamment les prestations de services concernant entre autres, le gardiennage, le nettoyage ou l'entretien des édifices publics ou des espaces verts, l'entretien ou la maintenance des matériels et équipements de bureau ou d'informatique, l'assurance, à l'exclusion de l'assurance maladie etc. ;

Article 6: Documents établissant la qualification du Soumissionnaire

6.1. Les soumissionnaires doivent, comme partie intégrante de leur offre :

- a. Produire un pouvoir habilitant le signataire de la soumission à engager le Soumissionnaire ;
- b. Fournir les documents permettant d'établir la qualification du soumissionnaire selon la liste prévue dans le RPAO et comprenant notamment, toutes les informations qui leur sont demandées dans le RPAO toutes les informations demandées aux soumissionnaires, dans le RPAO, afin d'établir leur qualification pour exécuter le marché.

Les informations relatives aux points suivants sont exigées le cas échéant:

- i. La production de l'extrait des bilans certifiés faisant ressortir le chiffre d'affaires et les résultats ;
- ii. l'accès à une ligne de crédit ou disposition d'autres ressources financières;
- iii. Les marchés exécutés ;
- iv. La disponibilité du matériel indispensable.
- v. Le certificat de catégorisation pour les prestataires de fourniture et services quantifiable, le cas échéant.

6.2. Les soumissions présentées par deux ou plusieurs fournisseurs groupés (co-traitance) doivent satisfaire aux conditions suivantes:

a. L'offre devra inclure pour chacun des fournisseurs, tous les renseignements énumérés à l'Article 6.1 ci-dessus. Le RPAO devra préciser les informations à fournir par le groupement et celles à fournir par chaque membre du groupement;

b. L'offre et le marché doivent être signés de façon à obliger tous les membres du groupement;

c. La nature du groupement (conjoint ou solidaire tel que requis dans le RPAO) doit être précisée et justifiée par la production d'une copie de l'accord de groupement en bonne et due forme;

d. Le membre du groupement désigné comme mandataire, représentera l'ensemble des entreprises vis à vis du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué pour l'exécution du marché;

e. En cas de groupement solidaire, les co-traitants se répartissent les paiements qui sont effectués par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dans un compte unique. En cas de groupement conjoint, les tâches de chaque membre doivent être précisées et chaque entreprise est payée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dans son propre compte.

6.3. Les soumissionnaires doivent également présenter des propositions suffisamment détaillées pour démontrer qu'elles sont conformes aux spécifications techniques et aux délais d'exécution visés dans le RPAO.

6.4. Les soumissionnaires qui sollicitent le bénéfice d'une marge de préférence, doivent fournir tous les renseignements nécessaires pour prouver qu'ils satisfont aux critères d'éligibilité décrits à l'article 33 du RGAO.

Article 7 : Visite du site des travaux

7.1. Il est conseillé au soumissionnaire de visiter et d'inspecter le site des travaux et ses environs et d'obtenir par lui-même, et sous sa propre responsabilité, tous les renseignements qui peuvent être nécessaires pour la préparation de l'offre et l'exécution des travaux. Cette

visite lorsqu'elle est exigée dans le RPAO, doit être sanctionnée par une attestation de visite du site signée sur l'honneur par le soumissionnaire, faisant ressortir une description du site ainsi que les observations sur les conditions d'exécution des travaux. Les coûts liés à la visite du site sont à la charge du Soumissionnaire.

7.2. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué est tenu d'autoriser le Soumissionnaire qui en fait la demande et ses employés ou agents, à pénétrer dans ses locaux et sur ses terrains aux fins de ladite visite, mais seulement à la condition expresse que le Soumissionnaire, ses employés et agents dégagent le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué, de toute responsabilité pouvant en résulter.

Le soumissionnaire demeure responsable des accidents mortels ou corporels, des pertes ou dommages matériels, coûts et frais encourus du fait de cette visite.

7.3. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué peut organiser une visite du site des prestations au moment de la réunion préparatoire à l'établissement des offres mentionnées à l'article 19 du RGAO.

B. Dossier d'Appel d'Offres

Article 8: Contenu du Dossier d'Appel d'Offres

8.1. Le Dossier d'Appel d'Offres décrit les fournitures et /ou services quantifiable faisant l'objet du marché, fixe les procédures de consultation des entreprises et précise les conditions du marché. Outre-le (s) additif (s) publié(s) conformément à l'article 10 du RGAO. Il comprend les documents énumérés ci-après :

- Pièce n° 0 : La lettre d'invitation à soumissionner (en cas d'Appels d'Offres Restreints) ;
- Pièce n°1 : l'Avis d'Appel d'Offres rédigé en français et en anglais (AAO) ;
- Pièce n°2: le Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO) ;
- Pièce n°3: le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO) ;
- Pièce n° 4: le cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Pièce n° 5: le Cahier des Spécifications techniques de la fourniture qui comprend la liste des fournitures et services connexes le cas échéant, ou les spécifications techniques le cas échéant ;
- Pièce n° 6: le Cadre du Bordereau des prix unitaires et forfaitaires ;
- Pièce n° 7: le Cadre du détail estimatif ;
- Pièce n° 8: le Cadre des sous-détails des prix unitaires et/ou de la décomposition des prix le cas échéant ;
- Pièce n° 9: le Modèle de marché ;
- Pièce n° 10 : Les Modèles ou formulaires types à utiliser par les Soumissionnaires ; notamment :
 - j. Le Modèle de lettre de soumission ;
 - k. Le Modèle de cautionnement de soumission ;
 - l. Le Modèle de cautionnement définitif ;
 - m. Le cautionnement d'avance de démarrage ;
 - n. Le Modèle de cautionnement de bonne exécution en remplacement de la retenue de garantie ;

- o. Le modèle d'autorisation du fabricant ;
 - p. Les Modèles de fiches de présentation du matériel, personnel et références ;
 - q. Le cadre du planning d'exécution ;
 - r. Le Modèle de fiches de prestations susceptibles d'être sous-traitées ;
- Pièce n° 11 : le formulaire de la charte d'intégrité ;
 - Pièce n° 12 : le formulaire de la déclaration d'engagement au respect des clauses sociales et environnementales ;
 - Pièce n° 13 : le Visa de maturité ou tout autre justificatif des études préalables à remplir par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué, la disponibilité du financement ou l'inscription budgétaire ;
 - Pièce n° 14 : La liste des établissements bancaires et organismes financiers habilités par le Ministre en charge des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics.

8.2. Le Soumissionnaire doit examiner l'ensemble des règlements, formulaires, conditions et spécifications contenus dans le DAO. Il lui appartient de fournir tous les renseignements demandés et de préparer une offre conforme à tous égards audit dossier.

Article 9: Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres et recours

9.1. a) Tout soumissionnaire désirant obtenir des éclaircissements sur le Dossier d'Appel d'Offres peut en faire la demande à **l'Autorité Contractante** par écrit ou par courrier électronique (télécopie ou e-mail) à l'adresse du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué indiquée dans le RPAO **ou via COLEPS. Cependant, l'Autorité Contractante répondra par écrit ou par courrier électronique ou via COLEPS ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué dans le DAO à toute demande d'éclaircissement reçue au moins quatorze (14) jours avant la date limite de dépôt des offres.**

9.1.b). Une copie de la réponse de **l'Autorité Contractante**, indiquant la question posée mais ne mentionnant pas son auteur, est adressée à tous les soumissionnaires ayant acheté le Dossier d'Appel d'Offres dans un délai maximal de cinq (05) jours.

9. 2. Tout soumissionnaire qui s'estime lésé peut introduire une requête auprès du Maître d'ouvrage ou du Maître d'ouvrage Délégué.

En cas d'appel d'offres restreint, le recours doit :

a) à la phase de préqualification, porter sur des demandes de réexamen des conditions de sollicitation, de préqualification ou sur des demandes de réexamen des décisions ou actes pris par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué lors de la procédure de préqualification.

b) Les candidats disposent de cinq (05) jours ouvrables avant la date de dépôt des candidatures et cinq (05) jours ouvrables après la publication des résultats de la préqualification pour introduire leur recours auprès du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué, avec copie à l'Autorité chargée des marchés publics et à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

c) Ce recours n'est pas suspensif.

9.3. Lorsque l'appel d'offres ouvert est la procédure retenue, le recours doit être adressé, entre la publication de l'Avis d'appel d'offres et l'ouverture des plis :

a) au Maître d'ouvrage ou au Maître d'ouvrage Délégué avec copie à l'Autorité chargée des Marchés Publics et à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ;

b) il doit parvenir au Maître d'ouvrage ou au Maître d'ouvrage Délégué au plus tard quatorze

(14) jours ouvrables avant la date d'ouverture des offres ;

c) le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dispose de cinq (05) jours ouvrables pour réagir. La copie de la réaction est transmise à l'Autorité chargée des Marchés Publics et à l'Organisme Chargé de la Régulation des Marchés Publics ;

d) en cas de désaccord entre le requérant et le Maître d'ouvrage ou le Maître d'ouvrage Délégué, le recours est porté par le requérant au Comité chargé de l'examen des recours.

d) ce recours n'est pas suspensif.

Article 10: Modification du Dossier d'Appel d'Offres

10.1 Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué peut, à tout moment avant la date limite de dépôt des offres et pour tout motif, que ce soit à son initiative ou consécutivement à une saisine d'un soumissionnaire modifier le Dossier d'Appel d'Offres en publiant un additif.

10.2. Tout additif ainsi publié fera partie intégrante du Dossier d'Appel d'Offres conformément à l'Article 8.1 du RGAO et doit être communiqué par écrit ou signifié par tout moyen laissant trace écrite à tous les soumissionnaires ayant acheté le Dossier d'Appel d'Offres **ou via COLEPS ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage dans le DAO.**

10.3. Afin de donner aux soumissionnaires suffisamment de temps pour tenir compte de l'additif dans la préparation de leurs offres, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué devra reporter, autant que nécessaire, la date limite de dépôt des offres, conformément aux dispositions de l'Article 23.2 du RGAO.

C. Préparation des offres

Article 11 : Frais de soumission

Le Soumissionnaire supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son offre. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué n'est en aucun cas responsable de ces frais, ni tenu de les régler, quel que soit le déroulement ou l'issue de la procédure d'appel d'offres.

Article 12 : Langue de l'offre

L'offre ainsi que toute correspondance et tout document, échangé entre le Soumissionnaire et le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué seront rédigés en français ou en anglais. Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le soumissionnaire peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d'être accompagnés d'une traduction précise en français ou en anglais ; auquel cas et aux fins d'interprétation de l'offre, la traduction fera foi.

Article 13 : Documents constituant l'offre

13.1. L'offre présentée par le soumissionnaire comprendra les documents détaillés au RPAO, dûment remplis et regroupés en trois volumes:

a. Volume 1 : Dossier administratif

Il comprend notamment :

a.1. Tous les documents attestant que le soumissionnaire:

- a souscrit les déclarations prévues par les lois et règlements en vigueur;
- s'est acquitté des droits, taxes, impôts, cotisations, contributions, redevances ou prélèvements de quelque nature que ce soit;
- n'est pas en état de liquidation judiciaire ou en faillite;
- n'est pas frappé de l'une des interdictions ou d'échéances prévues par les lois et règlements en vigueur, aussi bien au plan national qu'international.

a.2. Le cautionnement de soumission établi conformément aux dispositions de l'Article 20

du RGAO;

a.3.L'acte écrit donnant pouvoir au signataire de l'offre d'engager la personne morale soumissionnaire, le cas échéant conformément aux dispositions de l'article 6.1 du RGAO;

b. Volume2: Offre technique

Il comprend notamment :

b.1.Les renseignements sur la qualification

Le RPAO précise la liste des documents à fournir attestant de la qualification des soumissionnaires et conformément à l'Article 6.1 du RGAO, notamment les spécifications techniques, les références de l'entreprise (prestations similaires), le service après-vente, le matériel et le personnel.

b.2.Les propositions techniques

Le RPAO précise les éléments constitutifs de la proposition technique des soumissionnaires, notamment:

- une description détaillée des caractéristiques techniques, les performances, les marques, les modèles et les références des matériels proposés, accompagnés de prospectus et fiches techniques conformément à l'article 18 du RGAO ;
- le calendrier, le planning et le délai de livraison des prestations.

b.3. Les preuves d'acceptation des conditions du marché

Le soumissionnaire remettra les copies dûment paraphées, renseignées et signées des documents à caractères administratif et technique régissant le marché, à savoir:

- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières(CCAP);
- Les spécifications techniques ou clauses techniques Particulières.

b .4. Commentaires CCAP et CCTP

Les soumissionnaires formuleront un commentaire sur les spécifications techniques des fournitures, assorti d'éventuelles propositions.

b .5. la charte d'intégrité

b-6- la ***déclaration d'engagement au respect des clauses sociales et environnementales***

Volume 3: Offre financière

Le RPAO précise les éléments permettant de justifier le coût des prestations, à savoir:

- la soumission proprement dite, en original rédigée selon le modèle ou formulaire type joint, timbrée au tarif en vigueur, signée et datée;
- le bordereau des Prix Unitaires et/ou forfaitaires dûment rempli;
- le détail quantitatif et estimatif dûment rempli;
- le Sous-détails des prix et/ou la décomposition des prix forfaitaires.
- L'échéancier prévisionnel de paiements, le cas échéant

Les soumissionnaires devront utiliser à cet effet les pièces et modèles ou formulaires prévus dans le Dossier d'appel d'offres, sous réserve des dispositions de l'Article 20.2 du RGAO concernant les autres formes possibles de Cautionnement de Soumission.

13.2. Le RPAO indique combien de temps les propositions doivent demeurer valides à compter de la date de soumission. Pendant cette période, les soumissionnaires doivent garder à disposition le personnel spécialisé proposé pour la mission. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué fait tout son possible pour mener à bien les négociations dans ces délais. Si celui-ci souhaite prolonger la durée de validité des propositions, les Candidats qui n'y consentent pas sont en droit de refuser une telle prolongation.

Article 14 : Montant de l'offre

14.1. Sauf indication contraire figurant dans le Dossier d'Appel d'Offres, le montant du marché couvrira l'ensemble des fournitures et services connexes décrits à l'article 1.1 du RPAO, sur la base du Bordereau des Prix et du Détail Quantitatif et Estimatif chiffrés,

ainsi que du sous-détail des prix unitaires et de la décomposition des prix forfaitaires présentés par le soumissionnaire le cas échéant.

14.2. Le soumissionnaire remplira les prix unitaires et totaux de tous les postes du bordereau de prix et du Détail quantitatif et estimatif.

14.2 Sous réserve des dispositions contraires prévues dans le RPAO et le CCAP, les prix proposés dans le cadre du sous-détail des prix pour les Fournitures et Services quantifiables, seront présentés de la manière suivante :

a. Pour les fournitures fabriquées au Cameroun :

- i. le prix des fournitures EXW (sortie usine, fabrique, magasin d'exposition, entrepôt ou magasin de ventes, suivant le cas), y compris tous les droits de douane, taxes sur les ventes ou autres déjà payés ou à payer sur les composants ou matières premières utilisés dans la fabrication ou l'assemblage des fournitures ;
- ii. les taxes sur les ventes et autres taxes perçues sur les fournitures qui seront dues si le Marché est attribué ;
- iii. le prix des transports intérieurs, assurance et autres services locaux afférents à la livraison des fournitures jusqu'à leur destination finale (site du Projet) spécifiée dans le RPAO.

b. Pour les fournitures à importer :

- i. le prix des fournitures DAP-lieu de destination, tel que stipulé au RPAO ;
- ii. le prix des transports intérieurs, assurance et autres services locaux afférents à la livraison des fournitures du lieu de destination indiqué (CIP) à leur destination finale (site du Projet) spécifiée au RPAO ; et
- iii. le prix des fournitures à importer doit être indiqué DAP lieu de destination, si le RPAO le stipule; à la place du prix DAP indiqué en (b)(i) ci-dessus.
- iv. le fournisseur est libre, en indiquant le prix, de recourir à un transporteur et d'obtenir des prestations d'assurance en provenance de tout pays, sous réserve des conditions d'éligibilité liées à la Convention de financement.
- v. les conditions générales types des prix sont régies par les règles prescrites dans la dernière édition d'Incoterms publiée par la Chambre de commerce internationale à la date de l'appel d'offres ou à la date spécifiée dans le RPAO.

c. Pour les fournitures déjà importées, le prix indiqué sera différent de la valeur originelle d'importation de ces fournitures déclarées en douane, et devra inclure toute réduction ou toute marge de l'agent ou du représentant local, ainsi que les coûts locaux y afférents, à l'exclusion des droits de douanes et taxes d'importation déjà payés et/ou restant à payer par le Fournisseur. Par souci de clarté, il est demandé aux soumissionnaires d'indiquer : (a) leur prix comprenant les droits de douanes et d'importation initiaux, (b) le montant de ces mêmes droits de douanes et d'importation, et (c) leur prix, hors taxes d'importation qui est la différence entre les montants (a) et (b).

- i. le prix des fournitures, incluant leur valeur d'importation initiale et la marge (ou réduction) éventuelle, ainsi que les autres coûts, droits de douanes et autres taxes d'importation déjà payés ou à payer sur ces fournitures ;
- ii. les droits de douanes et autres taxes d'importation déjà payés (justifiés par des documents) ou à payer sur les fournitures déjà importées ;
- iii. le prix des fournitures obtenu par différence de (i) et (ii) ci avant ;
- iv. les taxes sur les ventes et autres taxes perçues sur les fournitures qui seront dues

au Cameroun si le Marché est attribué ;

- v. le prix des transports intérieurs, assurance et autres services locaux afférents à la livraison des fournitures jusqu'à leur destination finale (site du projet) spécifiée dans le RPAO.
- d. Pour les services connexes, autres que transports intérieurs et autres services nécessaires pour acheminer les fournitures à leur lieu de destination finale, lorsque de tels services connexes sont requis :
- i. le prix de chaque élément faisant partie des services connexes y compris ;
 - ii. tous les droits de douane, taxes sur les ventes et autres taxes similaires perçues sur les services connexes au Cameroun si le marché est attribué.
- 14.3. Les prix offerts par le soumissionnaire seront fermes pendant toute la durée d'exécution du Marché et ne pourront varier en aucune manière, sauf disposition contraire du RPAO. Une offre assortie d'une clause de révision des prix sera considérée comme non conforme et sera écartée, en application de l'article 29 du RGAO.
- 14.4. Si les clauses de révision et/ou d'actualisation des prix sont prévues au marché, la date d'établissement des prix initiaux, ainsi que les modalités de révision et/ou d'actualisation desdits prix doivent être précisées. Tout Marché dont la durée d'exécution est au plus égale à un (1) an ne peut faire l'objet de révision de prix.
- 14.5. Si les clauses de révision et/ou d'actualisation des prix sont prévues au marché, la date d'établissement des prix initiaux, ainsi que les modalités de révision et/ou d'actualisation desdits prix doivent être précisées. Tout Marché dont la durée d'exécution est au plus égale à un (1) an ne peut faire l'objet de révision de prix.
- 14.5. Tous les prix unitaires assortis des quantités doivent être justifiés par des sous-détails établis conformément au cadre proposé à la pièce N° 8 du DAO.
- 14.4. Au cas où l'appel d'offres comprend plusieurs lots, les prix indiqués pour un lot donné devront correspondre à la totalité des articles de ce lot, et à la totalité de la quantité indiquée pour chaque article.
- 14.5. Les soumissionnaires indiqueront les rabais consentis dans leurs offres. Par ailleurs, ils préciseront les conditions d'application de ce rabais.

Article 15: Monnaies de soumission et de règlement :

15.1. En cas d'Appels d'Offres Internationaux, les monnaies de l'offre doivent suivre les dispositions soit de l'Option A ou de l'Option B ci-dessous; l'option applicable étant celle retenue dans le RPAO.

15.2. Option A : le montant de la soumission est libellé entièrement en monnaie nationale

Le montant de la soumission, les prix unitaires du bordereau des prix et les prix du détail quantitatif et estimatif sont libellés entièrement en francs CFA de la manière suivante:

a. Les prix seront entièrement libellés dans la monnaie nationale. Le soumissionnaire qui compte engager des dépenses dans d'autres monnaies pour la réalisation des Travaux, indiquera en annexe à la soumission le ou les pourcentages du montant de l'offre nécessaires pour couvrir les besoins en monnaies étrangères, sans excéder un maximum de trois monnaies de pays membres de l'institution de financement du marché.

b. Les taux de change utilisés par le Soumissionnaire pour convertir son offre en monnaie nationale seront spécifiés par le soumissionnaire en annexe à la soumission conformément aux précisions du RPAO. Ils seront appliqués pour tout paiement au titre du Marché, pour qu'aucun risque de change ne soit supporté par le Soumissionnaire retenu.

15.3. Option B : Le montant de la soumission est directement libellé en monnaie nationale et étrangère.

Le soumissionnaire libellera les prix unitaires du bordereau des prix et les prix du Détail quantitatif et estimatif de la manière suivante :

a. Les prix des intrants nécessaires aux fournitures et services quantifiables que le Soumissionnaire compte se procurer dans le pays du Maître d’Ouvrage ou du Maître d’Ouvrage Délégué seront libellés en francs CFA tels que spécifié au RPAO et dénommée “monnaie nationale”.

b. Les prix des intrants nécessaires aux fournitures et services quantifiables que le soumissionnaire compte se procurer en dehors du pays du Maître d’Ouvrage ou du Maître d’Ouvrage Délégué seront libellés dans la monnaie du pays du soumissionnaire ou de celle d’un pays membre éligible largement utilisée dans le commerce international.

15.4. Le Maître d’Ouvrage ou le Maître d’Ouvrage Délégué peut demander aux soumissionnaires d’exprimer leurs besoins en monnaies nationale et étrangère et de justifier que les montants inclus dans les prix unitaires et totaux, et indiqués en annexe à la soumission, sont raisonnables ; à cette fin, un état détaillé de ses besoins en monnaies étrangères sera fourni par le soumissionnaire.

15.5. Durant l’exécution des fournitures et services quantifiables, la plupart des monnaies étrangères restant à payer sur le montant du marché peut être révisée d’un commun accord par le Maître d’Ouvrage ou le Maître d’Ouvrage Délégué et l’entreprise de façon à tenir compte de toute modification survenue dans les besoins en devises au titre du marché.

Article 16: Documents attestant de l’admissibilité du Soumissionnaire

Le Soumissionnaire fournira, en tant que partie intégrante de son offre, des documents attestant qu’il satisfait aux dispositions de l’article 4 du RGAO.

Article 17 : Documents attestant de l’admissibilité des fournitures

17.1. En application des dispositions de l'article 5 du RGAO, le Soumissionnaire fournira, en tant que partie intégrante de son offre, les documents attestant que l’ensemble des fournitures et services qu’il se propose de fournir en exécution du Marché satisfont aux clauses techniques particulières.

17.2. S’agissant des fournitures importées, les documents y afférant consisteront en une déclaration sur le pays d’origine des fournitures et services proposés dans le Bordereau des prix, déclaration à confirmer par un certificat d’origine délivré au moment de l’embarquement, entre autres.

Article 18 : Documents attestant de la conformité des fournitures

18.1. Pour établir la conformité des fournitures et /ou services quantifiables au Dossier d’Appel d’Offres, le Soumissionnaire fournira dans le cadre de son offre les preuves écrites que les fournitures ou services se conforment aux spécifications et clauses techniques ainsi qu’aux normes spécifiées (le cas échéant) dans le Descriptif de fourniture.

18.2. Ces preuves peuvent revêtir la forme de prospectus, dessins ou données et comprendront une description détaillée des principales caractéristiques techniques et de performance des fournitures, démontrant qu’ils correspondent pour l’essentiel aux dites spécifications.

18.3. Le Soumissionnaire fournira également une liste donnant tous les détails, y compris les sources d’approvisionnement disponibles et les prix courants des pièces de rechange, outils spéciaux, consommables, etc., nécessaires au fonctionnement correct et continu des fournitures depuis le début de leur utilisation par le Maître d’Ouvrage ou le Maître d’Ouvrage Délégué et pendant la période précisée au RPAO.

18.4. Les normes qui s'appliquent aux modes d'exécution, procédés de fabrication, équipements et matériels, ainsi que les références à des noms de marque ou à des numéros de catalogue spécifiés par (le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué) sur le Bordereau des quantités, calendrier de livraison, et spécifications techniques ne sont mentionnés qu'à titre indicatif et n'ont nullement un caractère restrictif.

18.5 Le Soumissionnaire peut leur substituer d'autres normes de qualité, noms de marque et/ou d'autres numéros de catalogue, pourvu qu'il établisse à la satisfaction de Maître d'Ouvrage que les normes, marques et numéros ainsi substitués sont substantiellement équivalents ou supérieurs aux spécifications du Bordereau des prix et les spécifications techniques.

18.5. Propositions variantes des soumissionnaires

- a. Excepté dans le cas mentionné à l'Article 18.6 ci-dessous, les soumissionnaires souhaitant offrir des variantes techniques doivent d'abord chiffrer la solution de base du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué telle que décrite dans le Dossier d'Appel d'Offres, et fournir en outre tous les renseignements dont le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué a besoin pour procéder à l'évaluation complète de la variante proposée, y compris les plans, spécifications techniques, sous-détails de prix et tous autres détails utiles. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué n'examinera que les variantes techniques, le cas échéant, du soumissionnaire dont l'offre conforme à la solution de base a été évaluée la moins-disante.
- b. Quand les soumissionnaires sont autorisés, suivant le RPAO, à soumettre directement des variantes techniques pour certaines parties des fournitures complexes, ces parties de fournitures doivent être décrites dans les Spécifications techniques. Le dossier d'appel d'offres doit préciser de manière claire, la façon dont les variantes doivent être prises en considération pour l'évaluation des offres.

Article 19 : validité des offres

19.1. Les offres doivent demeurer valables pendant la période spécifiée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres pour compter de la date de remise des offres fixée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué, en application de l'Article 23 du RGAO. Une offre valable pour une période plus courte, sera considérée par la Commission de passation des marchés comme non conforme, sauf si le délai de validité du cautionnement de soumission est conforme. Dans ce cas, un délai de quarante-huit (48) heures est accordé au soumissionnaire pour produire une lettre d'invitation à soumissionner.

19.2. Dans des circonstances exceptionnelles, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué peut solliciter le consentement du soumissionnaire à une prolongation du délai de validité. La demande et les réponses qui lui seront faites le seront par écrit (ou par télécopie). La validité du cautionnement de soumission prévu à l'Article 20 du RGAO sera de même prolongée pour une durée correspondante. Un Soumissionnaire peut refuser de prolonger la validité de son offre sans perdre son cautionnement de soumission. Un soumissionnaire qui consent à une prolongation ne se verra pas demander de modifier son offre, ni ne sera autorisé à le faire.

19.3. Lorsque le marché ne comporte pas d'article de révision de prix et que la période de validité des offres est prorogée de plus de soixante (60) jours, les montants payables au soumissionnaire retenu, seront actualisés par application de la formule y relative figurant à la demande de prorogation que le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué adressera au(x) soumissionnaire(s).

18.4 La période d'actualisation ira de la date de dépassement des soixante (60) jours à la date de notification du marché ou de l'ordre de service de démarrage des travaux au soumissionnaire retenu, tel que prévu par le CCAP. L'effet de l'actualisation n'est pas pris en considération aux fins de l'évaluation des offres.

Article 20. Réunion préparatoire à l'établissement des offres

20.1. A moins que le RPAO n'en dispose autrement, et en cas de fournitures complexes, le Soumissionnaire peut être invité à assister à une réunion préparatoire qui se tiendra aux lieux et date indiqués dans le RPAO.

20.2. La réunion préparatoire aura pour objet de fournir des éclaircissements et réponses à toute question qui pourrait être soulevée à ce stade.

20.3. Il est demandé au Soumissionnaire, autant que possible, de soumettre toute question par écrit de façon qu'elle parvienne au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué au moins une semaine avant la réunion préparatoire. Il est possible que le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué ne puisse répondre au cours de la réunion aux questions reçues trop tard. Dans ce cas, les questions et réponses seront transmises selon les modalités de l'article 19.4 ci-dessous.

20.4. Le procès-verbal de la réunion auquel est joint la feuille de présence, incluant le texte des questions posées et des réponses données, y compris les réponses préparées après la réunion, sera transmis sans délai à tous ceux qui ont acheté le Dossier d'Appel d'Offres. Toute modification des documents d'appel d'offres énumérés à l'Article 8 du RGAO qui pourrait s'avérer nécessaire à l'issue de la réunion préparatoire sera faite par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué en publiant un additif conformément aux dispositions de l'article 10 du RGAO, le procès-verbal de la réunion préparatoire ne pouvant en tenir lieu.

20.5. Le fait qu'un soumissionnaire n'assiste pas à la réunion préparatoire à l'établissement des offres ne sera pas un motif de disqualification.

Article 21 Cautionnement de soumission

21.1. En application de l'article 13 du RGAO, le soumissionnaire fournira un cautionnement de soumission du montant spécifié dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres, qui fera partie intégrante de son offre.

21.2. Le cautionnement de soumission sera conforme au modèle présenté dans le Dossier d'Appel d'Offres ; d'autres modèles peuvent être autorisés, par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué. Le cautionnement de soumission demeurera valide pendant trente (30) jours au-delà de la date limite initiale de validité des offres, ou de toute nouvelle date limite de validité demandée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué et acceptée par le soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'Article 19.2 du RGAO.

Pour les prestations relevant des lettres commandes, les chèques certifiés et les chèques-banques sont admis au titre du cautionnement de soumission.

21.3. Toute offre non accompagnée d'un cautionnement de Soumission acceptable sera rejetée par la Commission de Passation des Marchés comme incomplète. Le Cautionnement de soumission d'un groupement d'entreprises doit être établi au nom du mandataire soumettant l'offre.

21.4. Les offres des soumissionnaires non retenues (à l'exception de l'exemplaire destiné à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics) seront restituées dans un délai de quinze (15) jours ouvrables dès publication des résultats de l'attribution. Les offres non retirées dans ce délai peuvent être détruites, sans qu'il y ait lieu à réclamation.

21.5. Les cautionnements de soumission des soumissionnaires non retenus sont restitués dès publication des résultats d'attribution.

21.6. Le cautionnement de soumission de l'attributaire du Marché sera libéré dès que ce dernier aura fourni le Cautionnement définitif requis.

21.7. Le cautionnement de soumission peut être saisi :

a. Si le soumissionnaire :

i. retire son offre durant la période de validité, ou ;

- ii. n'accepte pas la correction des erreurs en application de l'Article 31 du RGAO ; ou
- b. Si, le soumissionnaire retenu :
 - i. Manque à son obligation de souscrire le marché en application de l'Article 39 du RGAO ;
 - ii. Manque à son obligation de fournir le cautionnement définitif en application de l'Article 40 du RGAO ;
 - iii. Refuse de recevoir notification du marché.

Article 22 : Forme, format et signature de l'offre

22.1. Pour la soumission hors ligne :

- a. Le Soumissionnaire préparera dans chaque volume un original des documents constitutifs de l'offre décrit à l'Article 13 du RGAO, portant clairement l'indication "ORIGINAL" et des copies en nombre requis par le RPAO, portant l'indication "COPIE". En cas de divergence entre l'original et les copies, l'original fera foi.
- b. L'original et toutes les copies de l'offre devront être dactylographiés ou écrits à l'encre indélébile (dans le cas des copies, des photocopies y compris sous la forme scannée sont également acceptables) et seront signés par la ou les personnes dûment habilitées à signer au nom du Soumissionnaire, conformément à l'Article 6.1(a) ou 6.2(c) du RGAO, selon le cas. Toutes les pages de l'offre comprenant des surcharges ou des changements seront paraphées par le ou les signataires de l'offre.
- c. L'offre ne doit comporter aucune modification, suppression ni surcharge, à moins que de telles corrections ne soient paraphées par le ou les signataires de la soumission.

22.2. Pour la soumission en ligne :

- a. L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage dans le DAO. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD doit être déposée dans les services du MO/MOD ou AC concerné sous pli scellé avec la mention claire et lisible « copie de sauvegarde » et les références de l'appel d'offres dans les délais impartis.
- b. Les offres, accompagnées des pièces et documents exigés, sont rassemblées dans des fichiers électroniques et regroupées suivant leur nature administrative, technique et financière. Toutefois, s'agissant des pièces administratives elles sont introduites dans COLEPS par les structures émettrices.
- c. Les formats de fichiers choisis pour le dépôt des offres via COLEPS doivent être des formats courants dont l'usage est répandu dans le secteur professionnel comprenant les opérateurs susceptibles d'être intéressés par la consultation, pour une meilleure exploitation.
- d. Les documents et pièces transmis dans la plateforme COLEPS sont revêtus d'une signature électronique à travers l'usage du certificat.

D. Dépôt des offres

Article 23 : Cachetage et marquage des offres

23.1. Les Soumissionnaires doivent placer l'original et toutes les copies des pièces administratives énumérées dans le RPAO, dans une enveloppe portant la mention "DOSSIER ADMINISTRATIF ", l'original et toutes les copies de la proposition technique dans une enveloppe portant clairement la mention "PROPOSITION TECHNIQUE", et l'original et toutes les copies de la Proposition financière, dans une enveloppe scellée portant clairement la mention " PROPOSITION FINANCIERE "

Les différentes pièces de chaque volume seront numérotées dans l'ordre du RPAO et séparées par un intercalaire de couleur.

23.2. Les enveloppes intérieures et extérieures :

a. Seront adressées au Maître d’Ouvrage ou au Maître d’Ouvrage Délégué à l’adresse indiquée dans le Règlement Particulier de l’Appel d’Offres;

b. Porteront le nom du projet ainsi que l’objet et le numéro de l’Avis d’Appel d’Offres indiqués dans le RPAO, et la mention “A N’OUVRIR QU’EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT”.

23.3. Les enveloppes intérieures porteront également le nom et l’adresse du Soumissionnaire de façon à permettre au Maître d’Ouvrage ou au Maître d’Ouvrage Délégué de renvoyer l’offre scellée si elle a été déclarée hors délai conformément aux dispositions des Articles 24 et 25 du RGAO.

23.4. Si l’enveloppe extérieure n’est pas scellée et marquée comme indiqué aux Articles 22.1 et 22.2 susvisés, le Maître d’Ouvrage ou le Maître d’Ouvrage Délégué ne sera nullement responsable si l’offre est égarée ou ouverte prématurément.

23.5 Dans le cadre de la soumission en ligne, l’offre à fournir par le soumissionnaire comprend trois fichiers électroniques correspondant aux trois volumes administratifs, techniques et financiers.

Chaque fichier doit explicitement porter un nom qui renvoie à la nature de son contenu (Offre Administrative, Offre Technique, Offre Financière).

23.6- Parallèlement à l’envoi électronique, les soumissionnaires doivent faire parvenir à l’Autorité Contractante ou au MO/MOD dans les mêmes délais impartis, une copie de sauvegarde de leur offre sur support physique électronique (CD, DVD, Clé USB...). Cette copie est transmise sous pli par voie postale ou par dépôt chez l’Autorité Contractante ou le MO/MOD. Ce pli, fermé, doit porter la mention « copie de sauvegarde » de manière claire et lisible, ainsi que les références de la consultation.

23.7 Les éléments constitutifs de l’Offre en ligne ou hors ligne du soumissionnaire doivent être les mêmes pour une consultation donnée.

23.8 Lorsque l’appel d’offres fait l’objet d’une ouverture en deux (02) temps, l’enveloppe contenant l’offre financière témoin, marquée comme telle, doit être paraphée par le Président de la commission et transmise à l’organisme chargé de la régulation des marchés publics séance tenante.

Article 24 : Date et heure limite de dépôt des offres

a. Les offres doivent être reçues par le Maître d’Ouvrage ou le Maître d’Ouvrage Délégué par l’entremise de leur structure interne de gestion administrative des marchés publics à l’adresse spécifiée à l’article 22.2 du RPAO au plus tard à la date et à l’heure spécifiées dans le Règlement Particulier de l’Appel d’Offres.

b La date et l’heure de réception des soumissions en ligne sont automatiquement enregistrées par la plateforme de dématérialisation à travers un mécanisme d’horodatage. Seules la date et l’heure de COLEPS ou de tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d’Ouvrage font foi.

c. Pour l’horodatage, le fuseau horaire de référence est l’heure locale (GMT/UTC + 1). Cette heure est visible sur la page de soumission.

d. Le Maître d’Ouvrage ou le Maître d’Ouvrage Délégué peut, à son gré, reporter la date limite fixée pour le dépôt des offres en publiant un additif conformément aux dispositions de l’article 10 du RGAO. Dans ce cas, tous les droits et obligations du Maître d’Ouvrage ou du Maître d’Ouvrage Délégué et des soumissionnaires précédemment régis par la date limite initiale seront régis par la nouvelle date limite.

e Les offres transmises par voie électronique donnent lieu à un accusé de réception mentionnant la date et l’heure de réception ainsi que les références de la consultation.

f. Trois modes de soumissions sont possibles :

- En ligne (online) : seules les soumissions en ligne sont acceptées pour cette consultation par l'Autorité Contractante et font foi.
- Hors ligne (offline) : seules les soumissions hors ligne sont acceptées pour cette consultation par l'Autorité Contractante et font foi.
- En ligne ou hors ligne (on/offline). Les deux modes de soumission sont possibles. Toutefois, il n'est pas possible de soumissionner en ligne et hors ligne pour une même consultation.

Le mode de soumission retenu est précisé dans le RPAO.

NB : Au moment de la soumission en ligne, les plis des soumissionnaires sont automatiquement chiffrés ou cryptés c'est-à-dire que leur contenu est rendu illisible.

Article 25: Offres hors délai

Quel que soit le mode de soumission toute offre parvenue hors délais dans les services du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué après les dates et heure limites fixées pour le dépôt des offres conformément à l'Article 24 du RGAO sera déclarée irrecevable par la commission de passation des marchés publics.

Article 26: Modification, substitution et retrait des offres

Pour les soumissions hors ligne,

26.1. Un Soumissionnaire peut modifier, remplacer ou retirer son offre après l'avoir déposé, à condition que la notification écrite de la modification ou du retrait, soit reçue par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué avant l'achèvement du délai prescrit pour le dépôt des offres. Ladite notification doit être signée par un représentant habilité en application de l'Article 21.2 du RGAO. La modification ou l'offre de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Les enveloppes doivent porter clairement selon le cas, la mention « RETRAIT » et « OFFRE DE REMPLACEMENT » ou « MODIFICATION ».

26.2. La notification de modification, de remplacement ou de retrait de l'offre par le Soumissionnaire sera préparée, cachetée, marquée et envoyée conformément aux dispositions de l'Article 22 du RGAO. Le retrait peut également être notifié par télécopie ou e-mail, mais devra dans ce cas être confirmé par une notification écrite dûment signée, et dont la date, le cachet postal faisant foi, ne sera pas postérieure à la date limite fixée pour le dépôt des offres.

26.3. Les offres dont les Soumissionnaires demandent le retrait en application de l'Article 26.1 leur seront retournées sans avoir été ouvertes.

26.4. Aucune offre ne peut être retirée dans l'intervalle compris entre la date limite de dépôt des offres et l'expiration de la période de validité de l'offre spécifiée par le modèle de soumission. Tout retrait par un Soumissionnaire de son offre pendant cet intervalle entraîne la confiscation du cautionnement de soumission conformément aux dispositions de l'Article 20.6 du RGAO.

26.5 Pour les soumissions en ligne, plusieurs offres peuvent valablement être transmises par un même soumissionnaire avant la date et l'heure limite de réception des offres. Dans ce cas, seule la dernière arrivée et sa copie de sauvegarde correspondante le cas échéant, sera prise en compte lors de l'évaluation, les autres copies de sauvegarde éventuelles devant être retournées sans être ouvertes.

26.6 La modification, le remplacement ou le retrait de la copie de sauvegarde se fait conformément aux dispositions de l'article 26 alinéas 1 à 4.

E. Ouverture des plis et évaluation des offres

Article 27: Ouverture des plis et recours

27.1 Préalablement à l'ouverture des plis, les offres déposées par voie électronique sont déchiffrées par l'autorité contractante. Le déchiffrement consiste à rendre les offres lisibles et accessibles uniquement pour la Commission de passation des Marchés.

27.2. L'ouverture de tous les plis se fait en un temps, y compris pour les fournitures et services quantifiables de grande importance ou complexes ayant fait l'objet d'une procédure de préqualification.

Dans un premier temps, les enveloppes marquées « Retrait » seront ouvertes et leur contenu annoncé à haute voix, tandis que l'enveloppe contenant l'offre ou la copie de sauvegarde correspondante sera retournée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte. Le retrait d'une offre ou la copie de sauvegarde ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le retrait et si cette notification est lue à haute voix. Ensuite, les enveloppes marquées « Offre de Remplacement ou la copie de sauvegarde » seront ouvertes et annoncées à haute voix et la nouvelle offre correspondante substituée à la précédente qui sera retournée au Soumissionnaire concerné sans avoir été ouverte. Le remplacement d'offre ou de la copie de sauvegarde ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le remplacement et est lue à haute voix. Enfin, les enveloppes marquées « modification » seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec l'offre correspondante. La modification d'offre ou de la copie de sauvegarde ne sera autorisée que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander la modification et est lue à haute voix. Seules les offres ou les copies de sauvegarde qui ont été ouvertes et annoncées à haute voix lors de l'ouverture des plis seront ensuite évaluées

27.3. Toutes les enveloppes seront ouvertes l'une après l'autre et le nom du soumissionnaire annoncé à haute voix ainsi que la mention éventuelle d'une modification, le prix de l'offre, y compris tout rabais et toute variante le cas échéant, l'existence d'une garantie d'offre si elle est exigée, et tout autre détail que la commission de passation des marchés compétente peut juger utile de mentionner. Tous les rabais et variantes de l'offre annoncés lors de l'ouverture des plis seront soumis à évaluation.

27.4. Etant donné qu'une offre ou une copie de sauvegarde qui n'a pas été ouverte et lue à haute voix durant la séance d'ouverture des plis, ne peut pas être soumise à évaluation, la commission s'assurera systématiquement que toutes les offres reçues ont bel et bien été examinées.

27.5. Il est établi, séance tenante un procès-verbal d'ouverture des plis qui mentionne la recevabilité des offres, leur régularité administrative, leurs prix, leurs rabais, et leurs délais ainsi que la composition de la sous-commission d'analyse le cas échéant. Toutefois les informations relatives à ladite composition demeurent internes à la commission. Un extrait du procès-verbal à laquelle est annexée la feuille de présence signée par tous les participants est remis à chaque soumissionnaire à sa demande. Enfin seules les offres financières des soumissionnaires ayant atteint la note technique minimale requise sont ouvertes en présence des soumissionnaires concernés

27.6. A la fin de chaque séance d'ouverture des plis, le Président de la commission de passation des marchés met à la disposition du point focal désigné par l'organisme chargé de la régulation des marchés publics un exemplaire de l'offre de chaque soumissionnaire paraphé par ses soins.

27.7. En cas de recours, le soumissionnaire doit adresser sa requête au Comité d'Examen et des Arbitrage des Recours avec copie au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué le cas échéant, au président de la commission de passation des marchés concerné à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics et à l'Autorité chargée des Marchés Publics.

Il doit parvenir dans un délai maximum de trois (03) jours ouvrables après l'ouverture des plis, sous la forme d'une lettre dûment signée par le requérant.

Ce recours qui ne peut porter que sur le déroulement de cette étape, notamment le respect des procédures et la régularité des pièces vérifiées, n'est pas suspensif.

Le cas échéant, l'Observateur Indépendant annexe à son rapport, le feuillet du registre de recours qui lui a été remis, assorti des commentaires ou des observations y afférents.

27.8. L'ouverture des plis transmis par voie électronique et ceux présentés sur support papier se fait au cours de la même séance. L'ouverture et l'examen des offres transmises par voie électronique sont soumis aux règles applicables au traitement des offres physiques.

Article 28 : Caractère confidentiel de la procédure

28.1. Aucune information relative à l'examen, à l'évaluation, à la comparaison des offres, à la vérification de la qualification des soumissionnaires et à la proposition d'attribution du Marché ne sera donnée aux soumissionnaires ni à toute autre personne non concernée par ladite procédure tant que l'attribution du Marché n'aura pas été rendue publique, sous peine de disqualification de l'offre du Soumissionnaire et de la suspension des auteurs de toutes activités dans le domaine des Marchés publics.

28.2. Toute tentative faite par un soumissionnaire pour influencer la Sous-commission d'analyse dans l'évaluation des offres, la Commission de Passation des Marchés dans la proposition d'attribution, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dans la décision d'attribution peut entraîner le rejet de son offre.

28.3. Nonobstant les dispositions de l'alinéa 28.2, entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché, si un soumissionnaire souhaite entrer en contact avec le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué pour des motifs ayant trait à son offre, il devra le faire par écrit.

Article 29: Eclaircissements sur les offres et contacts avec le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué

29.1. Pour faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison des offres, le Président de la Commission de Passation des Marchés peut, sur proposition de la sous-commission d'analyse, demander aux soumissionnaires, aux administrations ou organismes compétents de donner des éclaircissements sur les offres.

29.2 La demande d'éclaircissements et la réponse sont formulées par écrit ou via COLEPS ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'ouvrage dans le DAO, avec copie à l'organisme en charge de la régulation, mais aucun changement du montant ou du contenu de la soumission en vue de la rendre plus compétitive n'est recherché, offert ou autorisé. La demande d'éclaircissement doit avoir pour but notamment de retrouver une information contenue dans l'offre, de vérifier l'exactitude des informations fournies par un candidat, le cas échéant, auprès des administrations émettrices, de demander à un soumissionnaire de confirmer la correction d'erreur de calcul ou d'omission découverte, d'apporter des précisions sur les aspects techniques non compris par la sous-commission d'analyse ou sur le contenu du sous-détail des prix, ou, de justifier les prix des offres jugées anormalement basses.

29.3. Le délai de réponse accordé aux demandes d'éclaircissement ne saurait excéder sept (07) jours ouvrables.

29.4. Sous réserve des dispositions de l'alinéa 1 susvisé, les soumissionnaires ne contacteront pas les membres de la Commission de Passation des Marchés et de la sous-commission d'analyse pour des questions ayant trait à leurs offres, entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché.

Article 30 : Détermination de la Conformité des offres

30.1. La Sous-commission d'analyse au préalable procèdera à la vérification de l'éligibilité des soumissionnaires et à un examen détaillé des offres pour déterminer si elles sont complètes, si les garanties exigées ont été fournies, si les documents ont été correctement signés, et si les offres sont d'une façon générale en bon ordre.

30.2. La Sous-commission d'analyse déterminera ensuite si l'offre est conforme pour l'essentiel aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres en se basant sur son contenu sans avoir recours à des éléments de preuve extrinsèques. A ce titre, la Sous-commission d'Analyse :

- examinera l'offre pour confirmer que toutes les conditions spécifiées dans le RPAO et le CCAP ont été acceptées par le Soumissionnaire sans divergence ou réserve substantielle ;
- évaluera les aspects techniques de l'offre présentée conformément à la clause 12.1.b du RGAO afin de s'assurer que toutes les stipulations du Bordereau des prix, sont respectées sans divergence ou réserve substantielle.

30.3. Une offre conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres est une offre qui respecte tous les termes, conditions, et spécifications du Dossier d'Appel d'Offres, sans divergence ni réserve importante. Une divergence ou réserve importante est celle qui:

i. limite de manière substantielle la portée ou l'étendue, la qualité ou les performances des fournitures et services connexes spécifiées dans le marché;

ii. limite de manière substantielle, en contradiction au Dossier d'Appel d'Offres, les droits du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué ou ses obligations au titre du Marché;

iii. est telle que son acceptation ou sa correction affecterait injustement la compétitivité des autres soumissionnaires qui ont présenté des offres conformes pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres.

30.4. Si une offre n'est pas conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres, elle sera écartée par la Commission des Marchés Compétente et ne pourra être par la suite rendue conforme.

30.5. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute modification, divergence ou réserve. Les modifications, divergences, variantes et autres facteurs qui dépassent les exigences du Dossier d'Appel d'Offres ne doivent pas être pris en compte lors de l'évaluation des offres.

Article 31 : Critères d'évaluation et de qualification du soumissionnaire

La Sous-commission s'assurera que le Soumissionnaire retenu pour avoir soumis l'offre substantiellement conforme aux dispositions du Dossier d'appel d'offres, satisfait aux critères d'évaluation et de qualification stipulés dans le RPAO. Il est essentiel d'éviter tout arbitraire dans la fixation de ces critères.

Article 32: Correction des erreurs

32.1. La Sous-commission d'analyse vérifiera les offres reconnues conformes pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres pour en rectifier les erreurs de calcul éventuelles. La sous-commission d'analyse corrigera les erreurs de la façon suivante:

a. S'il y a contradiction entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par les quantités, le prix unitaire fera foi et le prix total sera corrigé, à moins que, de l'avis de la Sous-commission d'analyse, la virgule des décimales du prix unitaire soit manifestement mal placée, auquel cas le prix total indiqué prévaudra et le prix unitaire sera corrigé;

b. Si le total obtenu par addition ou soustraction des sous totaux n'est pas exact, les sous totaux feront foi et le total sera corrigé;

c. S'il y a contradiction entre le prix unitaire indiqué en lettres et en chiffres, c'est le montant en lettre qui fait foi.

32.2. Si le Soumissionnaire ayant présenté l'offre évaluée la moins-disante, n'accepte pas les corrections apportées, son offre sera écartée et sa caution de soumission saisie.

Article 33 : Conversion en une seule monnaie

33.1. Pour faciliter l'évaluation et la comparaison des offres, la sous-commission d'analyse convertira les prix des offres exprimés dans les diverses monnaies dans lesquelles le montant de l'offre est payable en francs CFA.

33.2. La conversion se fera en utilisant le cours vendeur fixé par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), dans les conditions définies par le RPAO.

Article 34: Comparaison des offres

34.1. La Sous-commission d'Analyse comparera toutes les offres substantiellement conformes pour déterminer l'offre évaluée la moins-disante.

34.2. Si l'offre évaluée la moins-disante est jugée anormalement basse ou est fortement déséquilibrée par rapport à l'estimation du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué des travaux à exécuter dans le cadre du Marché, la sous-commission peut à partir du sous-détail de prix fournis par le soumissionnaire pour n'importe quel élément, ou pour tous les éléments du Détail quantitatif et estimatif, vérifier si ces prix sont compatibles avec les méthodes de construction et le calendrier proposé.

34.3 Sur proposition de la sous-commission d'analyse, le Président de la Commission de Passation de marchés peut demander aux soumissionnaires ou aux administrations et organismes compétents des éclaircissements sur les offres.

34.4 Dans le cas où une offre est jugée anormalement basse, la Commission de Passation des Marchés propose au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué, de demander des justificatifs au soumissionnaire concerné.

Au cas où les justificatifs sont jugés inacceptables, ils sont transmis par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics, pour avis, en même temps que la demande d'éclaircissement.

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué tient compte de l'avis de l'organisme chargé de la régulation des marchés publics pour se prononcer.

Article 35 : Préférence accordée aux soumissionnaires nationaux

35.1 Lors de la passation d'un marché dans le cadre d'une consultation internationale, une marge de préférence est accordée, à offres équivalentes et dans l'ordre de priorité, aux soumissions présentées par :

- a) Une personne physique de nationalité camerounaise ou une personne morale de droit camerounais ;
- b) Une entreprise dont le capital est intégralement ou majoritairement détenu par des personnes de nationalité camerounaise ;
- c) Une personne physique ou une personne morale justifiant d'une activité économique sur le territoire du Cameroun ;
- d) Un groupement d'entreprises associant des entreprises camerounaises.

35.2 Les offres sont considérées équivalentes lorsqu'elles ont rempli les conditions techniques

requis.

35.3 Pour les marchés de travaux, la marge de préférence nationale est de dix pour cent (10%).

35.4 La préférence nationale ne peut être appliquée que lorsque le dossier d'appel d'offres le prévoit.

F. Attribution du Marché

Article 36: Attribution

36.1. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué attribuera le marché au Soumissionnaire ayant présenté une offre conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'offres, (disposant des capacités techniques et financières requises pour exécuter le marché de façon satisfaisante) et dont l'offre a été évaluée la moins-disante en considérant le cas échéant les remises proposées.

36.2. Si l'Appel d'Offres porte sur plusieurs lots, l'attribution se fera selon les prescriptions du RPAO.

36.3-Dans tous les cas, toute attribution d'un marché est matérialisée par une décision du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué et notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de sa signature

Toute décision d'attribution d'un marché public par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué est insérée, avec indication de prix et de délai, dans le journal des marchés publics édité par l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ou dans toute autre publication habilitée, notamment dans COLEPS ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le MO dans le DAO.

Article 37 : Droit du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué de déclarer un appel d'offres infructueux ou d'annuler une procédure

37.1. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué se réserve le droit d'annuler un Appel d'Offres ou de déclarer un appel d'offres infructueux après avis de la commission des marchés compétente sans qu'il y ait lieu à réclamation.

Toutefois, lorsque les offres ont déjà été ouvertes, l'annulation est subordonnée à l'accord de l'Autorité chargée des Marchés Publics.

37.2 Le Maître d'Ouvrage ou Maître d'Ouvrage Délégué notifie la décision d'annulation ou celle déclarant l'appel d'offres infructueux, au Président de la Commission de Passation des Marchés, avec copie à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

37.3 En cas d'allotissement, les dispositions prévues aux alinéas ci-dessus sont applicables à chacun des lots.

Article 38 : Notification de l'attribution du marché

38.1 Toute attribution d'un marché est matérialisée par une décision du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué et notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de sa signature. Toute décision d'attribution d'un marché public par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué est insérée, avec indication de montant et de délai d'exécution, dans le journal des marchés publics de l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ou dans toute autre publication habilitée, notamment dans COLEPS.

38.2 Avant l'expiration du délai de validité des offres fixé par le RPAO, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué notifiera à l'attributaire du marché par télécopie confirmée par lettre recommandée ou par tout autre moyen que sa soumission a été retenue. Cette lettre indiquera le montant que le Maître d'ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué paiera au

cocontractant de l'administration au titre de l'exécution des travaux et le délai d'exécution.

Article 39 : Publication des résultats d'attribution du marché et recours

39.1 Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dispose d'un délai de cinq (05) jours ouvrables pour la signature de la décision d'attribution et la publication des résultats à compter de la date de réception de la proposition d'attribution finale de la Commission des Marchés compétente, sauf en cas de suspension de la procédure.

39.2 Dès publication des résultats portant attribution, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué adresse à chaque soumissionnaire qui en fait la demande, un extrait du rapport d'analyse le concernant.

39.3. Après la publication du résultat de l'attribution, les offres non retirées dans un délai maximal de quinze (15) jours seront détruites, sans qu'il y ait lieu à réclamation, à l'exception de l'exemplaire destiné à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics si celle-ci n'a pas été collectée séance tenante. Cette information doit être contenue dans la décision d'attribution

39.4. En cas de recours, il doit être adressé, au Comité d'Arbitrage et de l'Examen des Recours avec copies au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué, au Président de la Commission de passation des marchés concernée, à l'Organisme chargé de la Régulation des Marchés Publics, et à l'Autorité chargée des marchés publics.

Il doit intervenir dans un délai maximum de cinq (05) jours ouvrables après la publication des résultats.

39.5 Ce recours peut donner lieu à la suspension de la procédure à l'appréciation de l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

Article 40: Signature du marché

40.1. Après publication des résultats, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dispose d'un délai de cinq (05) jours ouvrables pour la signature du marché à compter de la date de souscription du projet de marché par l'attributaire.

40.2. Préalablement à la signature du marché dans les conditions visées à l'alinéa ci-dessus, le projet de marché de gré à gré souscrit par l'attributaire est soumis à la Commission de Passation des Marchés compétente pour examen et avis.

40.3. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué notifie le marché à son titulaire dans les cinq (5) jours ouvrables qui suivent la date de sa signature.

40.4. L'attributaire du marché dispose d'un délai de quinze (15) jours ouvrables à compter de la date de publication des résultats pour souscrire le marché ou la lettre-commande. Passé ce délai, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué se réserve le droit d'annuler la décision d'attribution après mise en demeure de l'attributaire restée sans suite. Dans ce cas, le cautionnement de soumission est saisi et le marché est attribué au candidat classé en seconde position.

Article 41: Cautionnement définitif

41.1. Dans les vingt (20) jours calendaires suivant la notification du marché par le Maître d'Ouvrage ou Maître d'Ouvrage Délégué, le cocontractant fournira au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué un cautionnement garantissant l'exécution intégrale des travaux, sous la forme stipulée dans le RPAO, conformément au modèle fourni dans le Dossier d'Appel d'Offres.

41..2. Le cautionnement définitif dont le taux varie entre 2 et 5% du montant TTC du marché, augmenté le cas échéant du montant des avenants, peut être remplacé par la garantie d'une caution d'un établissement bancaire agréé conformément aux textes en vigueur, et émise au

profit du Maître d'ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué ou par une caution personnelle et solidaire.

41.3. Les petites et moyennes entreprises (PME) à capitaux et dirigeants nationaux ainsi que les organisations de la société civile peuvent produire à la place du cautionnement, soit un chèque certifié, soit un chèque de banque, soit une hypothèque légale, soit une caution d'un établissement bancaire ou d'un organisme financier agréé, conformément aux textes en vigueur.

41.4. L'absence de production du cautionnement définitif dans les délais prescrits est susceptible de donner lieu à la résiliation du marché dans les conditions prévues dans le CCAG. Dans ce cas, le cautionnement de soumission est saisi par le Maître d'ouvrage.

pièce n° 3 :
Règlement Particulier
de l'Appel d'Offres
(RPAO)

Réf du RGAO	Description de la disposition du RPAO
A-Généralités	
1.1	Nom et adresse du Maître d’Ouvrage : Directeur Général de la Cameroon Postal Services (CAMPOST) Référence de l’Appel d’Offres : Appel d’Offres National Ouvert N°000025/AONO/CAMPOST/CIPM/2026 DU 30 JUIN 2026 Définition des Fournitures : Le présent Appel d’Offres National Ouvert consiste en la fourniture, l’installation et la mise en service de Quatre (04) routeurs, Treize (13) NG Firewall de catégorie 1, Deux (02) NG Firewall de catégorie 2, Six (06) NG Firewall de catégorie 3, Quatre (04) Switches d’agrégation, Dix-huit (18) Switches LAN, Seize (16) module SFP SFP+, Quarante-huit (48) module SFP RJ45, Trois (03) licences Switch Manager-VM d’un (01) an, Deux (02) licences Firewall & Router Manager-VM d’un (01) an, Une (01) licence Analyzer-VM d’un (01) an. Les caractéristiques des matériels Informatiques et d’exploitation postale sont précisées dans la pièce N°5 du DAO.
1.2.	Délai d’exécution : Le délai prévisionnel de livraison des prestations est de trois (03) mois. Ce délai court à compter de la date de notification de l’ordre de service de livrer les équipements réseaux.
1.4	Nom et Objet de la fourniture : Fourniture, installation et mise en service d’équipements réseaux à la Cameroon Postal Services (CAMPOST). La prestation comporte plusieurs phases : Non Conférence préalable à l’établissement des propositions : Non
1.6	Le Maître d’Ouvrage envisage la nécessité d’assurer une certaine continuité pour les activités en aval : Non
2.	Source de financement : BUDGET DE LA CAMPOST, Exercice 2026 imputation budgétaire : 244400000000 « Achat de Travaux, Matériel et équipements ». Nom du projet : pour la fourniture, l’installation et la mise en service d’équipements réseaux à la CAMPOST.
4.1	L’Appel d’Offres est ouvert.
5.1.	Provenance des matériaux, matériels et fournitures : Exigence des équipements aux normes et standards reconnus.
6.1	La liste des documents permettant d’établir la qualification du soumissionnaire comprend les pièces prévues au point 13 du présent RPAO.
6.2	En cas de groupement d’entreprises, chaque membre du groupement doit présenter un dossier administratif complet, l’attestation de domiciliation bancaire (sauf cas de cotraitance conjointe), la quittance d’achat du DAO, le cautionnement de soumission et la déclaration d’intention de soumissionner prévues au point 13 du RPAO étant uniquement présentés par le mandataire du groupement.
B-Dossier d’Appel d’Offres	
9	Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Cameroon Postal Services (CAMPOST), Cellule de la Gestion des Marchés (SIGAM) sise au 3^{ème} étage de l’immeuble siège, 94 Boulevard du 20 Mai, porte 317 (Tél : 222507263), e-mail : edward.eta@campost.cm, dès publication du présent avis
C-Préparation des Offres	
12.	La langue de soumission est : le Français ou l’Anglais
13	Le soumissionnaire devra produire une offre regroupée en trois (03) volumes et présentée comme suit :

13.1.	Enveloppe A- Volume I : Dossier Administratif A1 Un registre de commerce certifié. A2 Une déclaration d'intention de soumissionner, timbrée (timbre fiscal au tarif en vigueur) pour les soumissionnaires locaux (suivant modèle joint). A3 Une attestation de non faillite délivrée par le Tribunal de Première Instance du lieu de résidence du soumissionnaire. A4 Une attestation de conformité sociale de la CNPS en cours de validité et portant la mention de l'Appel d'Offres.
	A5 Une caution de soumission timbrée conformément à la circulaire n°000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024, égal à quatre millions (4 000 000) de FCFA TTC, accompagnée du récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôts et de Consignations (CDEC), valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres, délivrée par une banque de 1^{er} ordre agréée ou par un organisme ou une institution financière agréé par le Ministère en charge des Finances, d'une durée de validité de cent vingt (120) jours à compter de la date fixée pour le dépôt des offres (suivant modèle joint). A6 Une attestation de domiciliation bancaire délivrée par une banque de 1^{er} ordre agréée par le Ministère en charge des Finances. A7 La quittance d'achat du Dossier d'Appel d'Offres en procédure d'urgence est de deux cent mille (200 000) francs CFA. A8 Une attestation de localisation timbrée au tarif en vigueur et un plan de localisation signé sur l'honneur. A9 Une attestation de la Conformité Fiscale délivrée par les services des Impôts compétents et timbrée au tarif en vigueur. A10 Un certificat de Non-Exclusion (CNE) de la commande publique signé par l'Agence de Régulation des Marchés Publics, EN ORIGINAL. A11 Une copie de l'attestation d'immatriculation unique timbrée au tarif en vigueur ou de la carte de contribuable en cours certifiée. En cas de groupement chaque membre du groupement doit présenter un dossier administratif complet, les pièces A2, A5, A6 et A7 étant uniquement présentées par le mandataire du groupement. Pour les soumissionnaires non installés au Cameroun : Ils seront dispensés de la production des pièces auxquelles ils ne sont pas assujettis, ils devront produire notamment les documents attestant : - qu'ils ne sont pas en état de liquidation judiciaire ou en faillite; - qu'ils ne sont pas frappés de l'une des interdictions ou déchéances prévues par les lois et règlements en vigueur, aussi bien au plan national qu'international; - qu'ils ont souscrit les déclarations prévues par les lois et règlements en vigueur ; - en cas de production d'un cautionnement de soumission émis par un établissement financier étranger, ce dernier est acceptable sous réserve que cet établissement financier désigne un correspondant local habilité par le Ministre chargé des finances qui se porte garant en cas d'appel. NB : Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou

l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent être valides à la date limite originelle de dépôt des offres.

Enveloppe B- Volume II : Offre Technique

b.1. Les renseignements sur les qualifications

Fournir :

- la présentation du soumissionnaire ;
- la preuve d'avoir déjà exécuté au moins deux (02) marchés similaires (fourniture et intégration des équipements réseaux) au cours des cinq (05) dernières années (2021, 2022, 2023, 2024 et 2025), avec les montants desdits marchés, les coordonnées des responsables des projets ou des Maîtres d'Ouvrages ainsi que les documents justificatifs (copies des première et dernière pages des contrats (marchés, bons de commande ou lettres commandes) + PV de réception) ;
- l'agrément du fabricant ou un partenariat avec une entreprise justifiant de l'agrément du fabricant pour la commercialisation des routeurs, firewall et switch proposés ;
- le chiffre d'affaires moyen des cinq (05) dernières années $\geq$ trois cent millions (300 000 000) de FCFA (2021, 2022, 2023, 2024 et 2025) ;
- les documents attestant que le soumissionnaire a la capacité financière nécessaire pour exécuter le marché d'au moins 67 millions de FCFA ;

b.2. Propositions Techniques

- la description détaillée des équipements proposés ;
- les fiches techniques des équipements proposés ;
- la confirmité des fournitures aux spécifications techniques ;
- le délai de livraison $\geq$ 03 (trois) mois ;
- le service après-vente ;
- une déclaration sur l'honneur attestant le non abandon d'un (01) marché au cours des trois (03) dernières années 2023, 2024 et 2025 ;
- La charte d'intégrité ;
- Le document du constructeur ou son représentant justifiant 05 ans de supports et garantie ;
- La déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales.

b.3. Les preuves d'acceptation des conditions du marché

Le soumissionnaire remettra les copies dûment paraphées des documents à caractère administratif et technique régissant le marché, à savoir :

- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) paraphé à chaque page, signé et cacheté à la dernière page avec le nom du signataire ;
- Le Cahier des Spécifications Techniques (CST) paraphé à chaque page, signé et cacheté à la dernière page avec le nom du signataire.

Enveloppe C- Volume III : Offre Financière

c.1. L'original de la lettre de soumission rédigée selon le modèle joint, datée, signée et timbrée au tarif en vigueur ;

c.2. Le Bordereau des Prix Unitaires dûment rempli ;

c.3. Le Détail Quantitatif et Estimatif dûment rempli ;

c.4. Le Sous Détail des Prix Unitaires.

NB :

- **Les soumissionnaires utiliseront à cet effet les pièces et modèles ou formulaires types prévus dans le Dossier d'Appel d'Offres.**

	- Les différentes parties d'un même dossier doivent être séparées par les intercalaires de couleur, aussi bien pour l'original que pour les copies, de manière à faciliter son examen.
14.1	Impôts : Les prix proposés doivent être libellés Toutes taxes comprises de la commande et le régime fiscal et douanier y afférent.
14.2	Les prix du marché « ne seront pas » révisables.
14.3	L'élément dépenses locales doit être libellé dans la monnaie nationale : OUI Le prix libellé en francs CFA comprendra le prix des fournitures, les taxes, le transport, la manutention et toutes autres sujétions.
18.1	La période de validité des offres est de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite de dépôt des offres.
20.1	Montant de la garantie de l'offre : quatre millions (4 000 000) de FCFA demeurera valide pendant trente (30) jours au-delà de la date limite originale de validité des offres.
21	Le soumissionnaire devra fournir l'offre en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies.
22	MODE DE SOUMISSION Le mode de soumission retenu pour cette consultation est hors ligne. <u>Soumission hors ligne</u> Aux fins de la remise des offres, l'adresse du Maître d'Ouvrage à utiliser pour l'envoi des offres est la suivante : Le Directeur Général de la Cameroon Postal Services (CAMPOST), Cellule de la Gestion des Marchés (SIGAM) sise au 3^{ème} étage de l'immeuble siège, 94 Boulevard du 20 Mai, porte 317 (Tél : 222507263, e-mail : edward.eta@campost.cm) et porter la mention : « AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°000025/AONO/CAMPOST/CIPM/2026 DU 30 JUIN 2026 POUR LA FOURNITURE, L'INSTALLATION ET LA MISE EN SERVICE D'EQUIPEMENTS RESEAUX A LA CAMEROON POSTAL SERVICES (CAMPOST) A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »
D-Dépôt des Offres	
24	Les date et heure limites de remise des offres sont les suivantes : Date : 31 juillet 2026 à 13 heures, heure locale
E. OUVERTURE DES PLIS ET EVALUATION DES OFFRES	
27	L'Ouverture des offres aura lieu le 31 juillet 2026 dès 14 heures, heure locale dans la salle de réunion de la Commission Interne de Passation des Marchés sise à l'immeuble siège de la CAMPOST, Boulevard du 20 Mai, 4 ^{ème} étage, porte 414. Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises. Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent être valides au moment du dépôt de l'Offre, datées de moins de trois (03) mois à compter de la date limite originelle d'ouverture des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres. En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, un délai de quarante-huit heures est accordé aux soumissionnaires concernés pour produire ou remplacer la pièce en question.
31	L'évaluation des offres se fera sur la base des critères ci-après : Critères éliminatoires Les critères éliminatoires sont les suivants : - L'absence du cautionnement de soumission timbré avec récépissé de la CDEC ;

- L'absence ou non conformité persistante d'une pièce du Dossier Administratif 48 heures après l'ouverture des plis (excepté le cautionnement de soumission) ;
- La fausse déclaration, substitution ou pièce falsifiée ;
- La non production d'une déclaration sur l'honneur attestant le non abandon d'un (01) marché au cours des trois (03) dernières années 2023, 2024 et 2025 ;
- L'absence de justificatif de l'agrément du fabricant ou d'un partenariat avec le fabricant pour la commercialisation des équipements proposés ;
- La non conformité des profils des experts sollicités ;
- L'absence des preuves d'exécution d'au moins deux (02) marchés sur la fourniture et l'intégration des équipements réseaux similaires au cours des cinq (05) dernières années (2021, 2022, 2023, 2024 et 2025) par le soumissionnaire ;
- L'absence des fiches techniques des équipements proposés ;
- L'absence d'une capacité financière d'au moins 30% du montant du coût prévisionnel, soit au moins 67 millions de Francs CFA ;
- L'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- L'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- L'absence d'un document du constructeur ou de son représentant justifiant de 05 ans de supports et garantie pour les routeurs, firewall et switch ;
- La non satisfaction d'au moins 80% des spécifications techniques des équipements (172 Oui /215) ;
- Le non respect de 80 % des critères et sous critères essentiels (180 Oui/224).

e. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des candidats porteront sur :

- la présentation de l'offre ;
- le chiffre d'affaires moyen des cinq (05) dernières années $\geq$ trois cent millions ;
- la conformité des fournitures aux spécifications techniques ;
- le respect du délai de livraison de trois (03) mois ;
- la disponibilité du service après-vente ;
- le CCAP paraphé page par page, signé et cacheté à la dernière page avec le nom du signataire ;
- le CST paraphé page par page, signé et cacheté à la dernière page avec le nom du signataire.

Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des candidats porteront sur :

LA PRESENTATION DE L'OFFRE

- Document relié avec la spirale.....Oui/non
- Présence dans l'offre des intercalaires de couleur autre que le blanc.....Oui/non
- Respect de l'ordre prescritOui/non

LE CHIFFRE D'AFFAIRES

- Patente au régime du réel.....Oui/non
- Chiffre d'affaires moyen des cinq (05) dernières années 2021, 2022, 2023, 2024 et 2025 $\geq$ trois cent millions (300 000 000) de francs CFA.....Oui/non

LA CONFORMITE DES FOURNITURES AUX SPECIFICATIONS TECHNIQUES DECRITES DANS LE CST

a) Dimensionnement des fournitures

Routeurs

- 18 ports GE RJ45 (dont 1 port MGMT, 1 port HA, 16 ports switch).....Oui/non
- 8 emplacements GE SFP.....Oui/non

- 8 emplacements SFP+ 10GEOui/non
- interfaces accéléréesOui/non
- stockage SSD intégré de 960 GoOui/non
- double alimentationOui/non
- NG Firewall catégorie 1**
- 8 ports GE RJ45.....Oui/non
- 2 ports WAN média partagés 10GE RJ45/SFP+Oui/non
- stockage SSD intégré de 120 Go.Oui/non
- NG Firewall catégorie 2**
- 18x GE RJ45 ports (including 1x MGMT port, 1x HA port, 16x switch ports).....Oui/non
- 8x GE SFP slotsOui/non
- 4x 10GE SFP+ slotsOui/non
- SP5 hardware acceleratedOui/non
- dual AC power suppliesOui/non
- stockage SSD intégré de 480 GoOui/non
- NG Firewall catégorie 3**
- 10x GE RJ45 (including 1x MGMT port, 1x HA port, 8x switch ports)Oui/non
- 4x GE SFP slotsOui/non
- 8x 5GE RJ45Oui/non
- 8x 10GE SFP+ slotsOui/non
- NP7 Lite and CP10 hardware acceleratedOui/non
- stockage SSD intégré de 480 GoOui/non

- Switch d'agrégation**
- Commutateur type Datacenter compatible avec le contrôle de commutateur de couche 2/3 avec 24 ports GE SFPOui/non
- 4 x 10 liaisons montantes GE SFP+Oui/non

- Switch LAN**
- Commutateur PoE+ compatible avec le contrôle de commutateur de couche 2/3 type DataCenter avec 24 ports GE RJ45Oui/non
- 4 x 10 GE SFP+Oui/non
- avec limite automatique de sortie POE maximale de 421 WOui/non

- Module SFP | SFP+**
- 10 GE SFP+ transceiver moduleOui/non
- short range 300mOui/non
- LC connectorOui/non

- Module SFP | RJ45**
- 1 GE SFP transceiver moduleOui/non
- range 100mOui/non
- RJ45 connectorOui/non

Switch Manager Subscription license

- Subscription license for 10 Switch Units managed by Switch Manager VM..Oui/non
- Premium support included 1 year.Oui/non

Firewall and router Manager-VM Subscription License with Support ou son equivalent

- Subscription license for 10 devices / vdoms managed by device Manager VM S-seriesOui/non
- including Premium support 1 year.Oui/non

Analyzer-VM Subscription License with Support ou son équivalent

- 1 year Subscription license for 50 GB/Day Central Logging & AnalyticsOui/non
- Include Premium support, IOC, Security Automation Service and Outbreak Detection ServiceOui/non

b) Caractéristiques techniques des routeurs

- FormatOui/non
- Firewall (IPv4) throughput (1518 / 512 / 64 byte, UDP).....Oui/non
- Firewall (IPv6) throughput (1518 / 512 / 84 byte, UDP).....Oui/non
- Nombre de tunnels SD-WAN/VPN.....Oui/non
- Sessions Concurrents (TCP).....Oui/non
- Nouvelles Connexions par seconde (TCP)..Oui/non
- IPsec VPN Throughput (512 byte).....Oui/non
- Nombre maximum de Tunnels IPsec VPN...Oui/non
- SSL Inspection Throughput (IPS,avg,HTTPS)Oui/non
- SSL VPN ThroughputOui/non
- Utilisateurs SSL VPN (Maximum conseillé).....Oui/non
- Nombre maximum de Politiques Firewall.....Oui/non
- Interfaces Réseau.....Oui/non
- Power Supplies.....Oui/non
- Architecture Réseau.....Oui/non
- Storage.....Oui/non
- Accélération Matérielle.....Oui/non
- Gestion.....Oui/non
- Alimentation.....Oui/non
- Routeur/Parefeu Virtuel.....Oui/non
- Câblage.....Oui/non
- Documetation.....Oui/non
- Garantie et Support.....Oui/non
- Positionnement mondial.....Oui/non

c) Caractéristiques techniques des NG-FIREWALL CATEGORIE 1

- IPv4 Firewall Throughput (1518/512/64-byte, UDP).....Oui/non
- IPv6 Firewall Throughput (1518/512/84-byte, UDP).....Oui/non
- IPsec VPN Throughput (IPsec VPN).....Oui/non
- Firewall Throughput (Packets Per Second).....Oui/non

- NGFW Throughput (Enterprise Mix).....Oui/non
- Threat Protection Throughput (Enterprise Mix).....Oui/non
- Concurrent Sessions (TCP).....Oui/non
- New Sessions/Second (TCP).....Oui/non
- Application ControlThroughput (http, 64K).....Oui/non
- SSL Insepection Throughput (IPS, avg. HTTPS).....Oui/non
- SSL VPN Throughput.....Oui/non
- Concurrent SSL VPN Users (Maximum).....Oui/non
- Firewall Policies (Maximum).....Oui/non
- Virtual Firewall (VDOMs).....Oui/non
- URL Filtering : Categories.....Oui/non
- URL Filtering : URLsOui/non
- Automated IPS Signature UpdatesOui/non
- Third-Party and Open-Source EcosystemOui/non
- VLANs (Maximum)Oui/non
- VLANIF/Interfaces logiques (Maximum)Oui/non
- Interfaces PhysiquesOui/non
- Storage.....Oui/non
- Licence et Support...Oui/non
- Power Supplies.....Oui/non
- Architecture RéseauOui/non
- Accélération MatérielleOui/non
- Gestion.....Oui/non
- AlimentationOui/non
- Parefeu Virtuel.....Oui/non
- Câblage.....Oui/non
- Documentation.....Oui/non
- Garantie et Support...Oui/non
- Positionnement mondialOui/non

d) Caractéristiques techniques des NG-FIREWALL CATEGORIE 2

- Format.....Oui/non
- IPv4 Firewall Throughput (1518/512/64-byte, UDP).....Oui/non
- IPv6 Firewall Throughput (1518/512/84-byte, UDP).....Oui/non
- IPsec VPN Throughput.....Oui/non
- SD-WAN /IPsec VPN Tunnels (Gateway-to-Gateway).....Oui/non
- Firewall Throughput (Packets Per Second)Oui/non
- IIPS Throughput (Enterprise Mix).....Oui/non
- NGFW Throughput (Application Control + IPS).....Oui/non
- Threat Protection Throughput (IPS + AppCtrl + Malware Protection).....Oui/non
- Concurrent Sessions (TCP).....Oui/non
- IPv6 Concurrent Sessions.....Oui/non
- New Sessions /Second (TCP).....Oui/non
- IPsec VPN Throughput (512 byte).....Oui/non
- Maximum IPsec VPN Tunnels (Client-to-Gateway).....Oui/non
- SSL Inspection Throughput (IPS, avg. HTTPS).....Oui/non
- SSL VPN ThroughputOui/non
- Capacité VPN Ipsec.....Oui/non

- Concurrent SSL VPN Users (Maximum conseillé).....Oui/non
- Firewall Policies (Maximum).....Oui/non
- URL Filtering & Web Security.....Oui/non
- Automated Security Updates.....Oui/non
- Écosystème et Intégration Tierce.....Oui/non
- VLANs / Interfaces Logiques.....Oui/non
- Storage.....Oui/non
- Interfaces Physiques.....Oui/non
- Licence et Services.....Oui/non
- Power Supplies.....Oui/non
- Architecture Réseau.....Oui/non
- Accélération Matérielle.....Oui/non
- Gestion.....Oui/non
- Alimentation.....Oui/non
- Parefeu Virtuel.....Oui/non
- Câblage.....Oui/non
- Documentation.....Oui/non
- Garantie et Support.....Oui/non
- Positionnement Mondial.....Oui/non

e) Caractéristiques techniques des NG-FIREWALL CATEGORIE 3

- Format.....Oui/non
- Firewall (IPv4) Throughput (1518/512/64-byte, UDP).....Oui/non
- Firewall (IPv6) Throughput (1518/512/84-byte, UDP).....Oui/non
- Débit SD-WAN Haute Performance.....Oui/non
- Nombre de tunnels SD-WAN/VPN.....Oui/non
- Sessions Concurrentes (TCP).....Oui/non
- Nouvelles Connexions par seconde (TCP).....Oui/non
- Débit Inspection IPS (Enterprise Mix).....Oui/non
- NGFW Throughput (FW + IPS + Application Control).....Oui/non
- Threat Prevention Throughput (FW + IPS + AC + Malware Protection).....Oui/non
- IPsec VPN Throughput (512 byte).....Oui/non
- Nombre maximum de Tunnels IPsec VPN.....Oui/non
- SSL Inspection Throughput (IPS, avg. HTTPS).....Oui/non
- SSL VPN Throughput.....Oui/non
- Utilisateurs SSL VPN (Maximum conseillé).....Oui/non
- Nombre maximum de Politiques FirewallOui/non
- Storage.....Oui/non
- Interfaces Réseau.....Oui/non
- Licence et Support.....Oui/non
- Power Supplies.....Oui/non
- Architecture Réseau.....Oui/non
- Accélération Matérielle.....Oui/non
- Gestion.....Oui/non
- Alimentation.....Oui/non
- Parefeu Virtuel.....Oui/non
- Câblage.....Oui/non
- Documentation.....Oui/non

- Garantie et Support.....Oui/non
- Positionnement Mondial.....Oui/non

f) Caractéristiques techniques des SWITCHES D'AGRÉGATION

- Format.....Oui/non
- Modèle.....Oui/non
- Type.....Oui/non
- Configuration et Performance.....Oui/non
- Fonctionnalités et Routage.....Oui/non
- Alimentation.....Oui/non
- Gestion et Supervision.....Oui/non
- Ventilation.....Oui/non
- Câbles.....Oui/non
- Documentation.....Oui/non
- Garantie et Support.....Oui/non
- Fiabilité (MTBF).....Oui/non
- Positionnement sur le marché mondial.....Oui/non
- Module SFP/SFP +.....Oui/non
- Module SFP/RJ45.....Oui/non

g) Caractéristiques techniques des SWITCHES LAN

- Dimensions (H X W X D).....Oui/non
- Hauteur du châssis.....Oui/non
- Poids du châssis.....Oui/non
- Ports GE Base-T.....Oui/non
- Ports 10GE (SFP+).....Oui/non
- Ports de Stacking dédiés.....Oui/non
- Ports Console (RJ45).....Oui/non
- Port USB.....Oui/non
- Microsegmentation.....Oui/non
- Capacité de communication.....Oui/non
- Débit de transfert (Forwarding).....Oui/non
- Mémoire (DRAM).....Oui/non
- Flash.....Oui/non
- Logiciel et fonctionnalités.....Oui/non
- Type d'alimentation.....Oui/non
- Plage de tension nominale.....Oui/non
- Budget Puissance PoE (PD).....Oui/non
- Système de Dissipation.....Oui/non
- Mode de dissipation.....Oui/non
- Flux air.....Oui/non
- Dissipation thermique Max.....Oui/non
- Température de fonctionnement.....Oui/non
- Température de stockage.....Oui/non
- Humidité relative.....Oui/non
- MTBF (Heures).....Oui/non

	- Disponibilité.....Oui/non - Certifications.....Oui/non - Gestion et Supervision.....Oui/non - Alimentation.....Oui/non - Ventilation.....Oui/non - Câbles.....Oui/non - Documentation de livraison.....Oui/non - Garantie et Support.....Oui/non - Fiabilité (MTBF).....Oui/non - Positionnement sur le marché mondial.....Oui/non h) <u>Caractéristiques techniques de la PLATEFORMES DE MANAGEMENT</u> - SwitchManager Subscription license.....Oui/non - Switch Advanced Features License.....Oui/non - Switch NMS License.....Oui/non - Router or firewall Manager-VM Subscription License with Support.....Oui/non - Analyzer-VM Subscription License with Support.....Oui/non <u>LE RESPECT DE DELAI DE LIVRAISON</u>.....Oui/non <u>LA DISPONIBILITE DU SERVICE APRES-VENTE</u> - Au moins deux (02) coordonnées des points de ventes des pièces de rechange.....Oui/non <u>LES PREUVES D'ACCEPTATION DES CONDITIONS DU MARCHE</u> - CCAP paraphé page par page, signé et cacheté à la dernière page avec le nom du signataire.....Oui/non - CST paraphé page par page, signé et cacheté à la dernière page avec le nom du signataire.....Oui/non
	le RPAO dont les dispositions priment sur celle des autres pièces
33	La monnaie retenue pour la conversion en une seule monnaie est le Franc CFA
F. ATTRIBUTION DU MARCHE	
36.1	Le marché sera attribué au Soumissionnaire dont l'offre aura été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et dont l'offre aura été évaluée la moins disante.
D. CAUTIONNEMENT DEFINITIF	
39	Le taux du cautionnement définitif est de : 5% du montant toutes taxes comprises du marché. Dans un délai de vingt (20) jours à compter de la date de notification du marché par le Maître d'ouvrage, le cocontractant fournira un cautionnement définitif avec récépissé de CDEC suivant le modèle joint au Dossier d'appel d'offres.
40	Principes Ethiques Les Présidents et Membres de commission, les Soumissionnaires et les autres intervenants de la procédure doivent observer en tout temps, les règles d'éthique professionnelle les plus strictes. Ils doivent notamment s'interdire toute corruption ou toute autre forme de manœuvres frauduleuses. En vertu de ce principe, les expressions ci-dessus sont définies de la façon suivante (i) est coupable de “corruption” quiconque offre, donne, sollicite ou accepte directement ou indirectement un quelconque avantage en vue d'influencer l'action d'un agent public au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché ou d'une lettre commande, et (ii) est coupable de “corruption” quiconque fournit, sollicite ou accepte plusieurs offres émises par le même soumissionnaire sous des noms des sociétés différentes et/ou sur des numéros d'enregistrement différents. (iii) se livre à des “manœuvres frauduleuses” quiconque déforme ou dénature des faits afin

	d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un marché ou d'une lettre commande de manière préjudiciable au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué. Les "Manœuvres frauduleuses" comprennent notamment toute entente ou manœuvre collusoire des soumissionnaires (avant ou après la remise de l'offre) visant à maintenir artificiellement les prix des cotations à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu d'une concurrence libre et ouverte, et à priver ainsi le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué des avantages de cette dernière.
--	--

pièce n° 4 :
Cahier des Clauses
Administratives Particulières
(CCAP)

Table des matières

Chapitre I : Généralités

- Article 1 : Objet du marché
- Article 2 : Procédure de Passation du marché
- Article 3 : Attributions et nantisements
- Article 4 : Langue, loi et réglementation applicables
- Article 5 : Normes
- Article 6 : Pièces constitutives du marché
- Article 7 : Textes généraux applicables
- Article 8 : Communication

Chapitre II : Exécutions des prestations

- Article 9 : Consistance des prestations
- Article 10 : Lieu et délais de livraison ou exécution
- Article 11 : Obligations du Maître d’Ouvrage ou Maître d’Ouvrage Délégué
- Article 12 : Ordres de service
- Article 13 : Marchés à tranches
- Article 14 : Matériel et personnel du fournisseur
- Article 15 : Rôles et responsabilités du fournisseur ou du prestataire
- Article 16 : Brevet
- Article 17 : Transport, Assurances et responsabilité civile
- Article 18: Essais et services connexes
- Article 19 : Service après-vente et consommables

Chapitre III : De la réception

- Article 20 : Documents à fournir avant la réception technique
- Article 21 : Réception provisoire
- Article 22 : Documents à fournir après réception provisoire
- Article 23 : Délai de garantie
- Article 24 : Réception définitive

Chapitre IV : Clauses Financières

- Article 25 : Montant du marché
- Article 26 : Garanties ou cautions
- Article 27 : Lieu et mode de paiement
- Article 28 : Variation des prix
- Article 29 : Formules de révision
- Article 30 : Avances
- Article 31: Mode de Paiement
- Article 32: Intérêt moratoires
- Article 33: Pénalités de retard
- Article 34 : Régime fiscal et douanier
- Article 35 : Timbres et enregistrement des marchés

Chapitre V : Dispositions diverses

- Article 36 : Résiliation du marché
- Article 37 : Cas de force majeure
- Article 38 : Différends et litiges

Article 39 : Edition et diffusion du présent marché
Article 40 et dernier : Entrée en vigueur du marché
Cahier des Spécifications Techniques de la fourniture (CST)
Bordereau des Prix Unitaire
Détail Quantitatifs Estimatifs

CHAPITRE I : GENERALITES

Article 1 : Objet du marché

Le présent marché a pour objet la fourniture, l'installation et la mise en service d'équipements réseaux à la Cameroon Postal Services (CAMPOST), suivant les caractéristiques définies dans le Cahier des Spécifications Techniques (CST).

Article 2 : Procédure de passation du marché

Le présent marché est passé par Appel d'Offres National Ouvert

N°000025/AONO/CAMPOST/CIPM/2026 DU 30 JUIN 2026

Article 3 : Attributions et nantissement

3.1. Définitions générales

- Le Maître d'Ouvrage est le Directeur Général de la Cameroon Postal Services (CAMPOST). A ce titre, il signe le marché, ordonne le paiement des prestations, veille à la conservation des originaux des documents y relatifs et procède à la transmission des copies à l'Autorité chargée des marchés publics et à l'organisme chargé de la régulation et au Ministère chargé des Marchés Publics ou son démembrement déconcentré compétent ;
- Le Chef de Service du marché est le Chef de la Cellule de Gestion des Marchés de la Cameroon Postal Services (CAMPOST), ci-après désigné le Chef de Service ; Il s'assure de la bonne exécution des obligations contractuelles. il veille au respect des clauses administratives, techniques et financières et des délais contractuels. Il est responsable de la direction générale de l'exécution des prestations, il arrête toutes les dispositions technico-financières et représente le Maître d'Ouvrage auprès des instances compétentes d'arbitrage des litiges. Il apporte au Maître d'Ouvrage, une assistance générale à caractère administratif, financier et technique aux stades de la définition, de l'élaboration, de l'exécution et de la réception des travaux objet du marché ;
- L'ingénieur du marché est le Directeur des Systèmes d'Information et de la Transformation Digitale de la Cameroon Postal Services (CAMPOST), ci-après désigné l'Ingénieur ; il est accrédité par le Maître d'Ouvrage, pour le suivi de l'exécution du marché sous la supervision du Chef de Service du marché à qui il rend compte ;
- le cocontractant de l'Administration ou le titulaire du marché est la Société_____ ;

3.2. Nantissement

- l'autorité chargée de l'ordonnancement est le Directeur Général de la Cameroon Postal Services (CAMPOST) ;
- l'autorité chargée de la liquidation des dépenses est le Directeur Général de la Cameroon Postal Services (CAMPOST) ;
- l'organisme ou le responsable chargé du paiement est le Directeur Général de la Cameroon Postal Services (CAMPOST) ;
- le responsable compétent pour fournir les renseignements au titre de l'exécution du présent marché est le Directeur des Systèmes d'Information et de la Transformation Digitale de la Cameroon Postal Services (CAMPOST).

Article 4 : Langue, loi et réglementation applicables

4.1. La langue utilisée est le Français ou l'Anglais.

4.2. Le titulaire ou le prestataire s'engage à observer les lois, règlements, ordonnances en vigueur en République du Cameroun, et ce aussi bien dans sa propre organisation que dans la réalisation du marché.

Si au Cameroun, ces règlements, lois et dispositions administratives et fiscales en vigueur à la date de signature du présent marché venaient à être modifiés après la signature du marché, les coûts éventuels qui en découleraient directement seraient pris en compte sans gain ni perte pour chaque partie.

Article 5 : Normes

- 5.1.** Les fournitures livrées en exécution du marché seront conformes aux normes fixées dans le Cahier des Spécifications Techniques (CST), ou dans les clauses techniques particulières le cas échéant, et quand aucune norme applicable n'est mentionnée, la norme faisant autorité en la matière est celle applicable au Cameroun, cette norme sera la norme la plus récemment approuvée par l'autorité compétente.
- 5.2** Le fournisseur étudiera, exécutera et garantira les fournitures et prestations du présent marché en prenant en considération la meilleure pratique de réalisation au Cameroun pour des opérations de technologie similaire.

Article 6 : Pièces constitutives du marché

Les pièces contractuelles constitutives du présent marché sont par ordre de priorité :

1. la lettre de soumission ;
2. la soumission du cocontractant et ses annexes dans toutes les dispositions non contraires au Cahier des Clauses Administratives Particulières et au Cahier des Clauses Techniques Particulières ci-dessous visés ;
3. le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
4. le Cahier des Spécifications Techniques (CST) ;
5. les éléments propres à la détermination du montant du marché, par ordre de priorité : les Bordereaux des Prix Unitaires, l'Etat des Prix Forfaitaires, le Détail ou le Devis Quantitatif et Estimatif, l'éventuelle Décomposition des Prix Forfaitaires et le Sous-Détail des Prix Unitaires ;
6. le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de fournitures mis en vigueur par arrêté n° 033 du 13 février 2007 ;
7. le ou les Cahiers des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés de fournitures.

Article 7 : Textes généraux applicables

Le présent marché est soumis aux textes généraux ci-après :

- 1 la loi n°92/007 du 14 août 1992 portant Code de travail ;
- 2 la loi n° 2015/018 du 21 décembre 2015 régissant l'activité commerciale au Cameroun ;
- 3 la loi n° 2018/011 du 11 juillet 2018 portant Code de la transparence et de bonne
- 4 gouvernance dans la gestion des finances publiques au Cameroun ;
- 5 La loi n°2018/012 du 11 Juillet 2018 portant Régime Financier de l'Etat ;
- 6 La loi n° 2025/012 du 17 Décembre 2025 portant Loi de Finances de la République du Cameroun, pour l'exercice 2026 ;
- 7 Le décret n°2018/355 du 12 Juin 2018 portant règles communes applicables aux marchés des entreprises publiques ;
- 8 Le Décret n°2001/048 du 23 Février 2001 portant organisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des Marchés Publics ;
- 9 La loi N°2010/012 du 21 décembre 2010 relative à la cyber-sécurité et la cybercriminalité au Cameroun,
- 10 La loi N° 2015/006 du 20 avril 2015 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi N°2010/013 du 21 décembre 2010 régissant les communications électroniques au Cameroun ;
- 11 La loi N° 2010/021 du 21 décembre 2010 régissant le commerce électronique au Cameroun ;
- 12 La loi N° 2001/0130 du 23 juil. 2001 instituant le service minimum dans le secteur des télécommunications ;

- 13 La loi-cadre N° 2011/012 du 6 mai 2011 portant protection du consommateur au Cameroun ;
- 14 La loi N°2015/007 du 20 avril 2015 régissant l'activité audiovisuelle au Cameroun ;
- 15 L'Arrêté n°033/CAB/PM du 13 Février 2007 mettant en vigueur les Cahiers des Clauses Administratives Particulières ;
- 16 L'Arrêté n°143/CAB/PM du 29 Août 2007 mettant en vigueur les Dossiers Types d'Appels d'Offres pour les Marchés Publics ;
- 17 L'Arrêté n°093/CAB/PM du 05 Novembre 2002 fixant les montants de la caution de soumission et les frais de Dossiers d'Appels d'Offres ;
- 18 L'Arrêté n°038/CAB/PM du 12 Mai 2014 mettant en vigueur les DAO Types ;
- 19 La Circulaire N°003/CAB/PM du 31 janvier 2011 relative aux modalités de gestion des changements des conditions économiques des marchés publics ;
- 20 La Circulaire N°0001877/C/MINFI du 31 Décembre 2025 portant Instructions relatives à l'Exécution de la Loi de Finances, au Suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'Etat et des Autres Entités Publiques pour l'Exercice 2026 ;
- 21 La Circulaire N°00007/LC/MINMAP/CAB du 20/03/2024 portant instructions relatives à la mise en vigueur des Dossiers Types d'Appel d'Offres (DTAO), des Manuels, Guides et Outils de Facilitations de la Passation, de l'Exécution, du Suivi et du Contrôle et de la Régulation des Marchés Publics, induits par les réformes du système des Marchés Publics ;
- 22 La Résolution n°20260117/CAMPOST/CA du 20 Janvier 2026 portant approbation du plan de passation des marchés de la CAMPOST pour l'exercice 2026 ;
- 23 La lettre-circulaire n°000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024 relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de restitution et de déconsignation des cautionnements sur les Marchés Publics ;
- 24 La Résolution n°20260201/CAMPOST/CA du 22 Janvier 2026 portant désignation du Président de Séance ;
- 25 La Décision n°00001/CAMPOST/PCA (ai) du 06 Février 2019 portant Création, Organisation et Fonctionnement de la Commission Interne de Passation des Marchés de la CAMPOST ;
- 26 La Résolution n°20260204/CAMPOST du 22 Janvier 2026 constatant la composition de la Commission Interne de Passation des Marchés (CIPM) de la CAMPOST ;
- 27 Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux Marchés Publics de fournitures mis en vigueur par ... ;
Les normes en vigueur.

Article 8 : Communication

Toutes les notifications et communications écrites dans le cadre du présent marché devront être faites aux adresses suivantes :

- a. Dans le cas où le fournisseur est le destinataire Madame/Monsieur.....
Passé le délai de 15 jours fixé à l'article 6.1 du CCAG pour faire connaître au Maître d'Ouvrage et au Chef de Service son domicile, les correspondances seront valablement adressées à la Mairie de Yaoundé 1^{er}, Commune dont relèvent les Prestations.
- b. Dans le cas où le Maître d'Ouvrage en est le destinataire, les correspondances seront valablement adressées à Monsieur le Directeur Général de la CAMPOST avec copie adressée dans les mêmes délais, au Chef de Service et à l'Ingénieur du Marché le cas échéant.

Article 9 : Consistance des prestations

Les prestations du présent marché consistent en :

la fourniture, l'installation et la mise en service de Quatre (04) routeurs, Treize (13) NG Firewall de catégorie 1, Deux (02) NG Firewall de catégorie 2, Six (06) NG Firewall de catégorie 3, Quatre (04) Switches d'agrégation, Dix-huit (18) Switches LAN, Seize (16) module SFP|SFP+, Quarante-huit (48) module SFP|RJ45, Trois (03) licences Switch Manager-VM d'un (01) an, Deux (02) licences Firewall & Router Manager-VM d'un (01) an, Une (01) licence Analyzer-VM d'un (01) an à la

Cameroon Postal Services (CAMPOST) suivant les caractéristiques définies dans le Cahier des Spécifications Techniques (CST).

Article 10: Lieu et délai de livraison

10.1 Le lieu de livraison de la fourniture, l'installation et la mise en service de Quatre (04) routeurs, Treize (13) NG Firewall de catégorie 1, Deux (02) NG Firewall de catégorie 2, Six (06) NG Firewall de catégorie 3, Quatre (04) Switches d'agrégation, Dix-huit (18) Switches LAN, Seize (16) module SFP|SFP+, Quarante-huit (48) module SFP|RJ45, Trois (03) licences Switch Manager-VM d'un (01) an, Deux (02) licences Firewall & Router Manager-VM d'un (01) an, Une (01) licence Analyzer-VM d'un (01) an à la Cameroon Postal Services (CAMPOST) suivant les caractéristiques définies dans le Cahier des Spécifications Techniques (CST) est la Direction Générale, immeuble siège à Yaoundé.

10.2 Le délai de livraison pour la fourniture, l'installation et la mise en service de Quatre (04) routeurs, Treize (13) NG Firewall de catégorie 1, Deux (02) NG Firewall de catégorie 2, Six (06) NG Firewall de catégorie 3, Quatre (04) Switches d'agrégation, Dix-huit (18) Switches LAN, Seize (16) module SFP|SFP+, Quarante-huit (48) module SFP|RJ45, Trois (03) licences Switch Manager-VM d'un (01) an, Deux (02) licences Firewall & Router Manager-VM d'un (01) an, Une (01) licence Analyzer-VM d'un (01) an à la Cameroon Postal Services (CAMPOST) suivant les caractéristiques définies dans le Cahier des Spécifications Techniques (CST), objet du présent marché est de _____ mois.

10.3 Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de livrer les matériels.

Article 11 : Obligations du Maître d'Ouvrage

11.1 Le Maître d'ouvrage devra obtenir à ses frais les autorisations, agréments et licences auprès des autorités locales, régionales ou nationales ou des services publics compétents, nécessaires à l'exécution du Marché, et qui relèvent de ses **obligations**.

11.2. Si le cocontractant de l'administration en fait la demande, le Maître d'ouvrage fera tout son possible pour l'aider à obtenir à temps et avec toute la diligence requise auprès des administrations ou services publics locaux, régionaux, nationaux, les permis, autorisations et licences nécessaires à l'exécution du Marché requis par ces organismes pour le cocontractant, ses sous-traitants ou le personnel du cocontractant ou de ses sous-traitants selon les cas.

11.3 Le Maître d'Ouvrage assure au cocontractant protection contre les menaces, outrages, violences, voies de fait, injures ou diffamations dont il peut être victime en raison ou à l'occasion de l'exercice de sa mission.

Article 12 : Ordres de service

Les différents ordres de service seront établis et notifiés dans les conditions suivantes :

12.1. Dès notification du marché au titulaire, le Maître d'Ouvrage dispose d'un délai de quinze (15) jours calendaires pour délivrer l'ordre de service de démarrage des livraisons. Une copie dudit ordre de service est transmise au Ministre en charge des Marchés Publics, à l'Organisme chargé de la Régulation, au Chef de service du marché, à l'Ingénieur du marché, à l'Organisme Payeur et au Maître d'œuvre le cas échéant.

12.2. Les ordres de service ayant une incidence sur le montant et/ou sur le délai sont signés par le Maître d'Ouvrage dans les conditions suivantes :

- i. Lorsqu'un ordre de service est susceptible d'entraîner le dépassement du montant du marché, sa signature est subordonnée aux justificatifs des finances par le Maître d'Ouvrage ;
- ii. En cas de dépassement du montant du marché, les modifications ne peuvent se faire que par voie d'avenant et les prestations supplémentaires ne peuvent être payées qu'après signature de ces dernières par le Maître d'Ouvrage.
- iii. Les ordres de service pour prestations supplémentaires peuvent être signés par le Maître d'Ouvrage et régularisés plus tard par voie d'avenant, tant que leur incidence financière est inférieure à dix pour cent (10) du montant du marché.

Une copie des ordres de service susvisés sera adressée au Chef de service du marché, à l'Ingénieur du marché, à l'Organisme Payeur et au Maître d'œuvre le cas échéant.

- iv. Le visa préalable de l'Organisme Payeur sera éventuellement requis avant la signature de ceux ayant une incidence sur le montant.
- v. En tout état de cause, toute modification touchant aux spécifications techniques ou clauses techniques particulières doit faire l'objet d'une étude préalable sur l'étendue, le coût et les délais du marché.

12.3. Les ordres de service à caractère technique liés au déroulement normal des prestations seront directement signés par le chef de service du marché et notifiés au cocontractant par l'Ingénieur du marché ou le Maître d'œuvre (le cas échéant) avec copie au Ministère chargé des marchés publics, à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

12.4. Les ordres de service valant mise en demeure seront signés par le Maître d'Ouvrage et notifiés au cocontractant par le Chef de service, avec copie au Ministère chargé des Marchés Publics, à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics, à l'Ingénieur et au Maître d'œuvre le cas échéant.

12.5 Les ordres de service de suspension et de reprise des prestations pour cause d'intempéries ou autre cas de force majeure, seront signés par le Maître d'Ouvrage et notifiés au cocontractant par le Chef de Service avec copie au Ministère chargé des Marchés Publics, à l'Organisme chargé de la Régulation, à l'Ingénieur du marché, et au Maître d'œuvre le cas échéant et à l'Organisme Payeur.

12.6 Les ordres de service prescrivant les prestations nécessaires pour remédier aux dysfonctionnements ne relevant pas d'une utilisation normale qui apparaîtraient pendant la période de garantie, seront signés par le Chef de Service, sur proposition de l'Ingénieur et notifiés au cocontractant par l'Ingénieur.

12.7 Le cocontractant dispose d'un délai de quinze (15) jours pour émettre des réserves sur tout ordre de service reçu. Le fait d'émettre des réserves ne dispense pas le cocontractant d'exécuter les ordres de service reçus.

12.8 En cas de groupement d'entreprises, les ordres de service sont adressés au mandataire, qui a seul qualité pour présenter des réserves au nom du groupement qu'il représente.

12.9 Le marché peut comporter des tranches conditionnelles dont l'exécution est subordonnée, pour chacune d'entre elles, à la levée éventuelle de la clause de dénonciation et à la notification au Cocontractant, par ordre de service, de la décision du Maître d'Ouvrage de poursuivre l'exécution desdites tranches. Si cet ordre de service n'a pas été notifié au Cocontractant dans le délai imparti défini à l'article 13 du présent marché, le Maître d'Ouvrage et le Cocontractant sont, à l'expiration de ce délai, déliés de cette obligation pour cette tranche conditionnelle.

12.10 L'ordre de service de démarrage des prestations de la tranche conditionnelle ne peut être notifié qu'après achèvement et réception provisoire de la tranche précédente. Toutefois, au cas où la condition suspensive de l'exécution de la tranche conditionnelle tient à la disponibilité de financement, la notification de l'ordre de service de démarrage est donnée dès lors que la preuve de disponibilité de financement est établie.

Article 13 : Marchés à tranches conditionnelles

Sans Objet

Article 14 : Matériel et personnel du cocontractant

14.1. Représentant du cocontractant

Dès notification du marché et en cas de mandataire, le cocontractant désigne une personne physique qui le représente vis-à-vis de l'Administration pour tout ce qui concerne l'exécution du projet.

Cette personne chargée de la coordination des tâches afférentes aux prestations, doit disposer de pouvoirs suffisants pour prendre sans délai les décisions nécessaires à la bonne marche du projet.

14.2 Législation du travail

Le Cocontractant devra se conformer à la législation du travail en vigueur au Cameroun incluant la législation relative à l'embauche, la santé, la sécurité, la protection sociale, à l'HIMO, au quota de ressources locales à mobiliser.

Le cocontractant devra fournir le logement, l'assistance médicale, la nourriture et les installations sanitaires au personnel vivant dans les bases vie du cocontractant, en se conformant aux exigences des Spécifications se rapportant aux Conditions sociales et sanitaires de la main d'œuvre.

Dans les relations avec son personnel et le personnel de ses sous-traitants, qui seront employés ou participeront à l'exécution du Marché, le cocontractant devra respecter les fêtes nationales, jours fériés légaux, fêtes religieuses ou autres coutumes, ainsi que toutes les lois et toutes les réglementations locales applicables en matière de droit du travail.

Sauf disposition contraire du Marché, si le cocontractant estime nécessaire d'effectuer des prestations de nuit ou pendant les jours fériés afin de respecter les Niveaux de service et le Délai d'achèvement contractuel, et s'il demande son consentement au Maître d'ouvrage à cet effet (si un tel consentement est requis), le Maître d'ouvrage ne devra pas lui refuser ce consentement sans motif valable.

Le cocontractant aura la responsabilité d'obtenir tous les permis et/ou visas nécessaires de la part des autorités compétentes, afin que toute la main-d'œuvre et tout le personnel devant être employés sur le Site puissent entrer et séjourner en situation régulière au Cameroun.

Le cocontractant devra fournir à ses propres frais les moyens nécessaires afin de rapatrier tous les membres de son personnel et du personnel de ses sous-traitants travaillant sur le Site, dans les pays où ils ont été respectivement recrutés pour l'exécution du Marché ; il devra également pourvoir, à ses propres frais, à leur séjour temporaire sur place, entre la date à laquelle ils cesseront d'être employés à l'exécution du Marché et la date programmée pour leur rapatriement.

14. 3. Matériel proposé dans l'offre

Le cocontractant utilisera le matériel approprié proposé dans l'offre pour la bonne exécution des prestations selon les règles de l'art.

Toute modification apportée sera notifiée au Maître d'Ouvrage.

Article 15 : Rôles et responsabilités du fournisseur

15.1 Le cocontractant a pour mission d'exécuter la fourniture des biens sous le contrôle de l'Ingénieur et de remplir ses obligations de façon diligente, efficace et économique, tels que décrits dans les Spécifications techniques ou les clauses techniques, sous le contrôle de l'Ingénieur et ce conformément au présent marché aux règles et normes en vigueur au Cameroun et aux techniques et pratiques généralement acceptées dans le domaine d'activité concerné par le marché. Il est tenu notamment d'effectuer (s'il y a lieu) les essais et analyses, de déterminer, de choisir, d'acheter, et approvisionner tous les outillages, matériaux et fournitures nécessaires pour l'exécution des prestations. Il est tenu d'engager tout le personnel utile spécialisé ou non.

15.2 Le cocontractant est responsable vis-à-vis du Maître d'Ouvrage de la qualité des matériaux et des fournitures utilisées, de leur parfaite adaptation aux besoins du chantier, de la bonne exécution des travaux, des prestations et interventions effectuées par les sous-traitants agréés. Il a l'obligation de se conformer à la législation en vigueur au Cameroun concernant le respect de l'environnement. Il devra exécuter tous les travaux spécifiés dans le CST et aux textes et directives mentionnés dans ladite pièce. Il aura notamment l'obligation de produire une plaque de chantier conformément à la réglementation et d'afficher un règlement intérieur à l'entreprise en prenant en compte les problèmes environnementaux et sociaux.

15.3 Pendant la durée du marché, le cocontractant ne s'engage pas directement ou indirectement, dans des activités professionnelles ou contractuelles susceptibles de compromettre son indépendance par rapport aux missions qui lui sont dévolues.

15.4 En cas de conflit d'intérêt du fait d'un membre de l'équipe de la mission, le cocontractant doit le signaler par écrit au Maître d'Ouvrage et doit remplacer l'expert en question, impliqué dans le projet ou le marché.

Le conflit d'intérêt s'entend de toute situation dans laquelle le cocontractant pourrait tirer des profits directs ou indirects d'un marché passé par le Maître d'Ouvrage auprès de laquelle il est consulté ou toute situation dans laquelle il a des intérêts personnels ou financiers suffisants pour compromettre son impartialité dans l'accomplissement de ses fonctions ou de nature à affecter

défavorablement son jugement.

15.5 Le cocontractant est tenu au secret professionnel vis-à-vis des tiers, sur les informations, renseignements et documents recueillis ou portés à sa connaissance à l'occasion de l'exécution du marché.

A ce titre, les documents établis par le cocontractant au cours de l'exécution du marché ne peuvent être publiés ou communiqués qu'avec l'accord écrit du Maître d'Ouvrage.

Le cocontractant est tenu lors du dépôt du rapport final, de restituer tous les documents empruntés au Maître d'Ouvrage.

15.6 Le cocontractant ainsi que ses associés ou ses sous-traitants s'interdisent pendant la durée du marché, et à son issue pendant six (06) mois de fournir des biens, prestations ou services destinés au Maître d'Ouvrage découlant des prestations ou ayant un rapport étroit avec elles (à l'exception de l'exécution des prestations ou de leur continuation).

Le cocontractant doit prendre en charge des frais professionnels et de la couverture de tous risques de maladie et d'accident dans le cadre de sa mission.

Le cocontractant ne peut pas modifier la composition de l'équipe proposée dans son offre technique sans l'accord écrit au Maître d'Ouvrage.

Pour les entreprises étrangères et à défaut de résider, le Cocontractant aura à maintenir en République du Cameroun pendant la période d'exécution du contrat, un représentant permanent dument mandaté

Article 16 : Brevet

Le fournisseur garantira le Maître d'Ouvrage contre toute réclamation des tiers touchant à la contrefaçon ou à l'exploitation non autorisée d'un brevet, d'une marque ou de droits de création industrielle résultant des prestations ou de l'emploi des fournitures ou de leurs composants.

Article 17 : Transport, assurances et responsabilité civile

17.1. Emballage pour le transport

Le fournisseur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour que les fournitures proposées soient protégées par un emballage soigné et approprié au transport maritime, aérien, ferroviaire ou routier. Le fournisseur doit faire toute diligence pour réparer tous les dégâts éventuellement occasionnés pendant le transport jusqu'au lieu de livraison.

Article 18 : Essais et services connexes

Le cocontractant est tenu d'avoir ses propres ateliers d'essais permettant d'exécuter tous les essais d'identification et de mise en fonctionnement des fournitures définis dans le CST. Lesdits essais dans ces ateliers sont assurés par le personnel et le matériel du cocontractant

Les essais et services connexes concernent :

1. L'opération de mise en œuvre ;
2. La documentation technique à fournir.

Article 19 : Service après-vente et consommables

Le Cocontractant aura à maintenir en République du Cameroun pendant une période d'un (01) an, à compter de la date de réception provisoire :

1. Un représentant permanent dument mandaté ;
2. Des ateliers de réparation, le cas échéant ;
3. Un personnel qualifié capable d'assurer toutes les réparations nécessaires au bon fonctionnement de l'équipement et/ou accessoires qu'il a fournis.

CHAPITRE III : DE LA RECEPTION

Article 20 : Documents à fournir avant la réception technique

Le cocontractant devra dans un délai de dix (10) jours au moins avant la réception provisoire transmettre au Maître d'Ouvrage les documents suivants :

1. La notification ou le bordereau de la livraison ;
2. Les documents relatifs aux équipements fournis ;

3. Le certificat de garantie du fabricant ou du fournisseur agréé pour les équipements ;
4. Le rapport d'installation de certains équipements ;
5. La copie du Cautionnement définitif avec récépissé CDEC.

Article 21 : Réception provisoire

21.1. Opérations préalables à la réception

Avant la réception provisoire, le cocontractant demande par écrit au Maître d'Ouvrage, avec copie à l'ingénieur, l'organisation d'une visite technique préalable à la réception. Cette visite comprend entre autres opérations : la vérification de l'installation effective de la licence et la fourniture des livrables documentaires.

21.1.1 La commission de réception ou un technicien désigné à cet effet, procède aux vérifications en qualité et en quantités, (à préciser soit dans les usines de fabrication et les modalités le cas échéant, ateliers d'essais, magasins ou lieux d'exécution des prestations du cocontractant, ateliers d'essais des structures publics de l'Etat, soit dans les sites des Maître d'Ouvrage).

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé sur le champ et signé par le Maître d'œuvre le cas échéant, l'Ingénieur et le Cocontractant.

21.1.2 Lorsque ces opérations sont effectuées par un technicien, celui-ci établit un procès-verbal portant proposition d'acceptation, de mise à réparer, à bonifier ou de rejet, qui est transmis à la commission pour décision.

21.1.3 La commission de réception technique ou le technicien commis à cette tâche, doit se limiter à vérifier la conformité des spécifications techniques.

En matière de réception technique, la commission prend une des décisions suivantes concernant tout ou partie de la prestation :

- a. Elle accepte en qualité et en quantité la prestation et, dans ce cas, sa décision est immédiatement exécutoire ;
- b. Elle constate que la prestation n'est pas conforme et en prononce le rejet. Toutefois, dans cette hypothèse, elle peut admettre soit que la prestation soit mise en conformité, soit qu'elle fasse l'objet d'une réfaction. Le rejet de la prestation est notifié au Cocontractant par lettre recommandée ou simple lettre contre décharge s'il n'a pas signé le procès-verbal concluant à cette décision.

21.2. Réception Provisoire

Le cocontractant est tenu de faire connaître au Chef de service du marché au plus tard sept (07) jours avant l'expiration du délai contractuel, la date à laquelle il souhaite que soient réceptionnées les fournitures.

La réception provisoire sera prononcée aussitôt après la livraison des fournitures objet du présent marché et les Opérations préalables à la réception.

La Commission après vérification des spécifications techniques et mise en fonctionnement des équipements examine le procès-verbal des opérations préalables à la réception et procède à la réception provisoire des prestations s'il y a lieu.

Pour les marchés comportant plusieurs tranches, le Maître d'Ouvrage procédera à la réception provisoire des fournitures de la tranche considérée. Cette réception conditionnera le début de la tranche conditionnelle suivante.

La visite de réception est sanctionnée par la signature, séance tenante, par tous les participants d'un procès-verbal de réception mentionnant si elle est prononcée ou non et le cas échéant, les réserves à lever, assorties de délais, avant de prononcer ladite réception.

Au cas où la réception n'est pas prononcée, le procès-verbal de réception précise les réserves à lever assorties des délais, avant de prononcer ladite réception. Au cas où la réception n'est pas prononcée le procès-verbal de réception précise les réserves à lever assorties des délais, avant la prononciation de ladite réception.

Pour être valable, le procès-verbal de réception doit être signé par les deux tiers 2/3 au moins des

membres de la commission dont le Président.

21.3. La Commission de réception sera composée ainsi qu'il suit :

La Commission de réception sera composée des membres suivants :

Président : Le Maître d'Ouvrage ou son représentant ;

Rapporteur : L'Ingénieur du marché ;

Membres :

- Le Chef de Service du marché ou son représentant ;
- Le comptable matière du Maître d'Ouvrage conformément à la circulaire portant application de la loi des finances n°2024/013 du 25 Décembre 2024 portant Loi de Finances de la République du Cameroun, pour l'exercice 2025.
- Invité : Le Cocontractant.

Les membres de la commission de réception sont convoqués au moins cinq (05) jours avant la date de réception. Le cocontractant ou le prestataire est convoqué à la réception par courrier au moins cinq (05) jours avant la date de la réception. Il est tenu d'y assister ou de s'y faire représenter. Son absence équivaut à l'acceptation sans réserve des conclusions de la Commission de réception.

21.4. Début de la période de garantie

La période de garantie court à compter de la date de la réception provisoire.

21.5. Prise de possession des fournitures

Toute prise de possession des fournitures doit être précédée d'une réception partielle ou provisoire.

Toutefois, s'il y a urgence, la prise de possession peut intervenir antérieurement à la réception, sous-réserve de l'établissement d'un état des lieux contradictoire.

21.6 : Rejet

Lorsque la Commission juge que les prestations appellent les réserves telles qu'il ne lui apparaît possible d'en prononcer ni la réception partielle ni la réception avec réfaction, le Chef de service du marché notifie une décision motivée de rejet.

Le Cocontractant dispose de quinze (15) jours pour présenter ses observations ; Passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du Chef de service du marché. Si le Cocontractant formule des observations, celui-ci dispose ensuite de quinze (15) jours pour notifier une nouvelle décision, après avis de la Commission de réception, le cas échéant ; à défaut d'une telle notification, le Chef de service du marché est réputé avoir accepté les observations du Cocontractant.

En cas de rejet, le Cocontractant est tenu de rembourser les avances et acomptes déjà perçus.

Article 22 : Documents à fournir après réception provisoire

Le Cocontractant remettra au Maître d'œuvre le cas échéant ou à l'ingénieur du marché dans les trente jours suivant la date de réception provisoire de l'ensemble des prestations les documents ci-après :

1. La notification ou le bordereau de la livraison ;
2. Les documents relatifs aux équipements fournis ;
3. Le certificat de garantie du fabricant ou du fournisseur agréé pour les équipements ;
4. Le rapport d'installation de certains équipements ;
5. La copie du Cautionnement définitif avec récépissé CDEC.

Article 23 : Garantie contractuelle

23.1. Délai de garantie

La durée de garantie est d'un (01) an pour les équipements à compter de la date de réception provisoire des prestations, garantie de constructeur sur les équipements doit être quant à elle de cinq (05) ans au minimum. Le Cocontractant garantit que les équipements livrés en exécution du marché sont authentiques.

23.2. Obligations pendant la période de garantie

Pendant la période de garantie, le Cocontractant doit maintenir à ses frais des équipements en état de fonctionnement, c'est-à-dire assurer dans les cinq (05) jours de la notification de la panne par l'Administration et sur le lieu d'emploi, la remise en état du matériel pour toutes les pannes consécutives à des vices de construction ou à des défauts de fabrication qui apparaissent dans la licence.

Si après réception provisoire, le cocontractant ne s'est pas conformé dans un délai de quinze (15) jours (préoccupation) aux prescriptions d'un ordre de service concernant les réparations ou réfections éventuelles, le Chef de service du marché sera en droit de les faire exécuter par ses propres ouvriers ou par un autre fournisseur et d'en recouvrer le montant aux dépens du cocontractant par déduction sur toutes sommes dues, garantie ou à devoir à ce dernier dans le cadre du marché.

Article 24 : Réception définitive

24.1. La réception définitive s'effectuera dans un délai maximal de quinze (15) jours à compter de l'expiration du délai de garantie.

24.2. La composition de la commission ainsi que la procédure de réception définitive sont les mêmes que celles de la réception provisoire.

24.3- Le marché est clôturé définitivement dans les conditions fixées à l'article 32 alinéa 3 du présent CCAP concernant le Décompte général et définitif

CHAPITRE IV : CLAUSES FINANCIERES

Article 25 : Montant du marché

Le montant du présent marché, tel qu'il ressort du détail estimatif est le prix fixé dans la lettre de soumission tel qu'il ressort du Détail ou devis estimatif ci-joint. Ce montant est de (*en chiffres*) (*en lettres*) francs CFA toutes taxes comprises (TTC) ; soit :

- Montant HTVA : _____ (____) francs CFA ;
- Montant de la TVA : _____ (____) francs CFA
- Montant de l'AIR : ____ (____) francs CFA
- Montant de la TSR, le cas échéant : ----- (____) francs CFA n'est applicable que pour les marchés passés avec les titulaires dont le siège est basé à l'étranger ;
- Net à percevoir = Montant net déduit de tous les impôts et taxes : ____ (____) francs CFA.

Article 26 : Garantie ou cautions

Le cocontractant devra fournir les garanties décrites ci-après émanant d'organismes financiers agréés par le Ministre chargé des finances en faveur du Maître d'Ouvrage dans les délais, pour le montant, selon la manière et sous la forme indiquée ci-après :

26.1. Cautionnement définitif

- a) Le cautionnement définitif sera constitué et transmis au chef du service du marché dans un délai maximum de vingt (20) jours calendaires à compter de la date de notification du marché et en tout cas avant le premier paiement.

Son montant est fixé à 5% du montant TTC du marché augmenté le cas échéant du montant des avenants.

- b) La garantie sera libellée dans la ou les monnaie(s) du Marché, ou dans une monnaie librement convertible satisfaisant le Maître d'ouvrage, et devra suivre l'un des modèles fournis dans le Dossier d'appel d'offres ;
- c) Les modes de substitution du cautionnement prévus conformément à l'article 90 des Règles communes applicables aux marchés des entreprises publiques ;
- d) Le cautionnement définitif sera restitué consécutivement par le Maître d'Ouvrage dans un délai d'un mois suivant la date de réception provisoire des prestations, à la suite d'une mainlevée délivrée par le Maître d'Ouvrage après demande du cocontractant ;
- e) Les petites et moyennes entreprises à capitaux et dirigeants nationaux ainsi que les organisations de la société civile peuvent produire, à la place du cautionnement, soit un chèque certifié, soit

un chèque de banque, soit une hypothèque légale, soit une caution d'un établissement bancaire ou d'un organisme financier agréé conformément aux textes en vigueur.

Article 27 : Lieu et mode de paiement

Les paiements au titre du présent marché seront effectués par virement bancaire au nom du prestataire de la manière suivante :

Pour les règlements en francs CFA, soit (*montant net à mandater en chiffres et en lettres*), par crédit au compte N° _____ ouvert au nom du prestataire _____

a. A la banque _____

b. Pour les règlements en devises, (*le cas échéant*) soit (*montant net à mandater en chiffres et en lettres*), par crédit au compte N° _____ ouvert au nom du prestataire à la banque _____

Article 28 : Variation des prix

28.1. Les prix sont fermes.

a. Les acomptes payés au fournisseur au titre des avances ne sont pas révisables.

b. La révision est « gelée » à l'expiration du délai contractuel, sauf en cas de baisse des prix.

28.2. Modalités d'actualisation des prix

Les modalités d'actualisation des prix sont celles prévues dans le code des marchés publics.

La révision de prix ou leur actualisation en application des clauses contractuelles ne donne pas lieu à la conclusion d'un avenant.

Article 29 : Formules de révision ou d'actualisation des prix

Les prix du bordereau des prix unitaires ne sont pas révisables.

Article 30 : Formules d'actualisation des prix

Sans objet.

Article 31 : Avances

Sans objet.

Article 32- Règlement des marchés de fournitures

32.1. Décompte final

Dans un délai d'un (01) mois, le cocontractant de l'administration doit transmettre le projet au Maître d'Œuvre le cas échéant ou à l'ingénieur après la date de réception provisoire des prestations.

Ce projet de décompte final, une fois rectifié par le Maître d'œuvre ou l'ingénieur et accepté par le Chef de service du marché devient final. Il sert à l'établissement de l'acompte pour solde du marché, établi dans les mêmes conditions que celles définies pour l'établissement des décomptes mensuels.

Le Chef de service dispose d'un (01) mois pour notifier le projet rectifié et accepté au Maître d'Œuvre ou à l'ingénieur.

Le cocontractant de l'administration doit dans un délai maximal d'un mois suivant la date de cette notification, renvoyer le décompte final revêtu de sa signature sans ou avec réserves, ou faire connaître les raisons pour lesquelles il refuse de signer.

Dans le cas où le cocontractant signe avec réserve ou ne signe pas le décompte final, les motifs de ce refus ou de ces réserves doivent être exposés par le cocontractant dans un mémoire récapitulatif de toutes les réclamations dont il revendique le paiement, accompagné des justificatifs nécessaires, et transmis au Maître d'œuvre ou l'Ingénieur dans le même délai que ci-dessus, sous peine de forclusion.

Le règlement du différend intervient alors selon les dispositions du code des marchés publics et du CCAG en vigueur.

32.2. Décompte général et définitif

Le délai dont dispose le Chef de service ou le Maître d'Œuvre pour établir le décompte général et définitif au cocontractant de l'administration après la réception définitive est d'un (01) mois.

A la fin de la période de garantie qui donne lieu à la réception définitive des fournitures, le Chef de

service dresse le décompte général et définitif du marché qu'il fait signer contradictoirement par le cocontractant et le Maître d'Ouvrage. Ce décompte comprend :

- Le décompte final,
- Le solde,
- La récapitulation des acomptes mensuels.

La signature du décompte général et définitif sans réserve par le cocontractant, lie définitivement les parties et met fin au marché et libère le cocontractant et le maître d'ouvrage de toutes leurs obligations, sauf en ce qui concerne les intérêts moratoires.

Le délai dont dispose le cocontractant pour renvoyer le décompte général et définitif revêtu de sa signature est à la réception provisoire.

Les délais et les modalités de signature ainsi que de gestion des désaccords sont les mêmes que ceux du décompte final.

Article 33 : Intérêts moratoires

Les intérêts moratoires éventuels sont payés par état des sommes dues conformément à la réglementation en vigueur.

Article 34 : Pénalités

A. Pénalités de retard

34.1. En cas de dépassement du délai contractuel imputable au titulaire du marché, il lui est appliqué une pénalité de retard, dont le montant est fixé comme suit :

- a. Un deux millièmes (1/2000^e) du montant TTC du marché de base et de ses avenants éventuels par jour calendaire de retard du premier au trentième jour au-delà du délai contractuel fixé par le marché ;
- b. Un millième (1/1000^e) du montant TTC du marché de base et de ses avenants éventuels par jour calendaire de retard au-delà du trentième jour.

34.2. Pour les marchés à tranches conditionnels, les délais et montant à prendre en compte sont ceux de la tranche considérée.

B Pénalités particulières

34.3 Indépendamment des pénalités pour dépassement du délai contractuel, le cocontractant est passible des pénalités particulières suivantes pour inobservation des dispositions du contrat, entre autres :

- Remise tardive du cautionnement définitif 0,05% du montant TTC du marché ;
- Autres à préciser par le Maître d'ouvrage.

34.4 En tout état de cause, le montant cumulé des pénalités (retard et particulière) ne saurait excéder dix pour cent (10%) du montant TTC du marché de base *et de ses avenants éventuels* sous peine de résiliation.

Toute remise de pénalités ne peut intervenir qu'après avis de l'organisme chargé de la régulation des marchés publics requis par le Maître d'Ouvrage.

Article 35 Règlement en cas de groupement d'entreprises et de sous-traitance

35.1. En cas de groupement solidaire d'entreprises les paiements sont effectués dans le compte indiqué dans la soumission, soit au nom du mandataire.

En cas de groupement conjoint, les paiements seront effectués dans les différents comptes des cotraitants.

35.2. Tout paiement d'acompte pour des prestations réalisées par des sous-traitants, est subordonné à l'exécution des prestations prévues dans le marché, et réceptionnés sous réserve de la preuve de leur paiement par le co-contractant de l'Administration aux sous-traitants.

L'Entreprise principale dispose d'un délai maximal de trente (30) jours ouvrables à compter de la date de rémunération de la facture des prestations exécutées et réceptionnées pour effectuer le paiement du sous-traitant.

En cas de non-paiement d'un sous-traitant pour des prestations déjà rémunérées par le Maître d'Ouvrage, ce dernier peut prendre à l'encontre du titulaire du marché des mesures coercitives,

notamment le paiement direct du sous-traitant.

Article 36 : Régime fiscal et douanier

Le marché est soumis au régime fiscal et douanier en vigueur dans la république du Cameroun. Le marché est conclu tout taxes comprises, conformément à la loi **n°2023/019 du 19 décembre 2023** Portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2024 et au Code Général des Impôts qui définissent les modalités de mise en œuvre du régime fiscal des Marchés Publics.

La fiscalité applicable au présent marché comporte notamment :

- Des impôts et taxes relatifs aux bénéfices industriels et commerciaux, y compris l'AIR qui constitue un précompte sur l'impôt des sociétés;
- Des droits d'enregistrement calculés conformément aux stipulations du code des impôts;
- Des droits et taxes attachés à la réalisation des prestations prévues par le marché:
 - Des droits et taxes d'entrée sur le territoire camerounais (droits de douanes, TVA, taxe informatique);
 - Des droits et taxes communaux,
 - Des droits et taxes relatifs aux prélèvements des matériaux et d'eau.

Ces éléments doivent être intégrés dans les charges que le cocontractant impute sur ses coûts d'intervention et constituer l'un des éléments des sous-détails des prix hors taxes.

Le prix TTC s'entend TVA incluse.

Sauf mention spécifique contraire figurant au Marché, le cocontractant devra supporter et payer tous droits, taxes, impôts et charges lui incombant ainsi qu'à ses sous-traitants.

Article 37 : Timbres et enregistrement des marchés

Huit (08) exemplaires originaux du marché seront timbrés et enregistrés par les soins et aux frais du fournisseur, conformément à la réglementation en vigueur au Cameroun.

CHAPITRE V : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 38 : Résiliation du marché

38.1 Le marché est résilié de plein droit dans l'un des cas suivants :

- a. Décès du titulaire du marché. Dans ce cas, le Maître d'Ouvrage peut, s'il y a lieu, autoriser que soient acceptées les propositions présentées par les ayant droits pour la continuation des prestations ;
- b. Faillite du titulaire du marché. Dans ce cas, le Maître d'Ouvrage peut accepter s'il y a lieu, des propositions qui peuvent être présentées par les créanciers pour la continuation des prestations ;
- c. Liquidation judiciaire, si le co-contractant de l'Administration n'est pas autorisé par le tribunal à continuer l'exploitation de son entreprise ;
- d. En cas de sous-traitance, de cotraitance ou de sous-commande sans autorisation préalable du Maître d'Ouvrage;
- e. Défaillance du cocontractant de l'Administration dûment notifiée à ce dernier par le Maître d'Ouvrage par ordre de service valant mise en demeure et la carence constatée ;
- f. Non-respect de la législation ou de la réglementation du travail ;
- g. Variation importante des prix dans les conditions définies par le cahier des clauses administratives générales, suite à la modification des conditions économiques ou des quantités initiales du marché ;
- h. Manœuvres frauduleuses et corruption dûment constatées.

38.2 Le marché peut également être résilié dans les conditions stipulées dans le CCAG, notamment dans l'un des cas suivants :

- a. Retard dans les prestations entraînant des pénalités au-delà de 10% du montant des prestations ;
- b. Refus de la reprise des prestations non conformes ;
- c. Ajournement ou interruption prolongée décidée par le Maître d'Ouvrage ;

- d. Non-paiement persistant des prestations ;
- e. Motif d'intérêt général.

38.3 Le marché peut également être résilié dans les conditions stipulées dans le CCAG, notamment dans l'un des cas suivants :

- a. En cas de force majeure et après avis de l'Autorité chargée des marchés des Entreprises Publiques en l'absence de toute responsabilité du cocontractant de l'administration sans préjudice des indemnités auxquelles ce dernier peut prétendre ;
- b. Non-paiement persistant des prestations
- c. Motif d'intérêt général.

Article 39 : Cas de force majeure

Le titulaire du marché ne sera pas tenu responsable des retards imputables à un cas de force majeure. Dans un tel cas, le titulaire du marché avertira le Maître d'ouvrage par écrit, dans les cinq (05) jours suivant l'apparition du cas de force majeure et il donnera une estimation des retards en résultant. Chaque fois qu'un cas de force majeure provoquera un retard, le titulaire du marché aura droit, si le Maître d'ouvrage le juge réel, à une prorogation des délais.

Aux fins du présent marché, la « force majeure » désigne les dispositions du CCAG et certaines situations particulières le cas échéant.

Les cas de force majeure seront constatés conformément aux dispositions de l'article 94 du CCAG. Il appartient au Maître d'Ouvrage d'apprécier le caractère de force majeure et les justificatifs fournis. Dans le cas où l'entrepreneur invoquerait le cas de force majeure relevant des conditions météorologiques, les seuils en deçà desquels aucune réclamation ne sera admise sont :

- Pluie : 200 millimètres en 24 heures ;
- Vent : 40 mètres par seconde ;
- Crue : la crue de fréquence décennale.

Article 40 : Différends et litiges

Les différends ou litiges nés de l'exécution du présent marché peuvent faire l'objet d'un règlement à l'amiable. Lorsqu'aucune solution amiable ne peut être apportée au différend, celui-ci est porté devant la juridiction Camerounaise compétente, sous réserve des dispositions suivantes :

Article 41 : Edition et diffusion du présent marché

La rédaction ou la mise en forme des documents constitutifs du marché sont assurées par le Maître d'Ouvrage. La reproduction de vingt (20) exemplaires du présent marché à faire souscrire par le cocontractant est à la charge du Maître d'Ouvrage.

Article 42 et dernier : Validité et Entrée en vigueur du marché

Le présent marché ne deviendra définitif qu'après sa signature par le Maître d'Ouvrage. Il entrera en vigueur dès sa notification au cocontractant.

PIECE N° 5
LE CAHIER DES SPECIFICATIONS TECHNIQUES (CST)
POUR LA FOURNITURE DE MATERIELS INFORMATIQUES ET D'EXPLOITATION POSTALE (ORDINATEURS, ONDULEURS, BALANCES PESES LETTRES ELECTRONIQUE LA C

LE CAHIER DES SPECIFICATIONS TECHNIQUES POUR LA FOURNITURE, L'INSTALLATION ET LA MISE EN SERVICE D'EQUIPEMENTS RESEAUX A LA CAMEROON POSTAL SERVICES (CAMPOST)

I. Contexte du projet et Justificatifs

La CAMPOST, grâce à son infrastructure ePost, est devenue un support majeur du développement de l'économie numérique et de la transformation digitale au Cameroun. Cette infrastructure, qui permet d'offrir des services en ligne, est composée d'équipements de divers types parmi lesquels des ceux des réseaux et Télécommunications dont certains en voie d'obsolescence ont besoin d'être remplacés et mis à niveau. Le processus d'achat de ces équipements nécessite plusieurs semaines, voire des mois, il ne faut donc pas attendre qu'ils arrêtent complètement de fonctionner avant de chercher à en acquérir de nouveaux, au risque d'assister à des perturbations ou à un arrêt prolongé des services. Le présent projet vise le remplacement de certains de ces équipements parmi les plus critiques.

II. Objectif général

L'objectif principal est de désigner un fournisseur qualifié pour fournir, livrer, installer, configurer et mettre en service des équipements réseau modernes afin de garantir :

- Haute disponibilité et performance du réseau.
- Sécurité renforcée contre les accès non autorisés et les cybermenaces.
- Capacité d'adaptation à la croissance future.

III. Objectifs spécifiques

De façon spécifique, il sera question de fournir **Quatre (04)** routeurs, **Treize (13)** NG Firewall de catégorie 1, **Deux (02)** NG Firewall de catégorie 2, **Six (06)** NG Firewall de catégorie 3, **Quatre (04)** Switches d'agrégation, **Dix-huit (18)** Switches LAN, **Seize (16)** module SFP|SFP+, **Quarante-huit (48)** module SFP|RJ45, **Trois (03)** licences Switch Manager-VM d'un (01) an, **Deux (02)** licences Firewall & Router Manager-VM d'un (01) an, **Une (01)** licence Analyzer-VM d'un (01) an.

Une partie des équipements seront installés et mis en service en remplacement de certains déjà en mauvais état dans le réseau de la CAMPOST, une autre partie sera stockée pour pallier aux urgences en cas de panne grave.

IV. Présentation des équipements existants à remplacer.

Les équipements que la CAMPOST souhaite remplacer sont ceux cités dans le tableau ci-dessous. Certains le seront dans le cadre du présent projet, d'autres seront remplacés ultérieurement par les Ingénieurs de la CAMPOST avec l'assistance du prestataire pendant la période de garantie.

Période de garantie:				
N°	Équipements	Qé	Nbre de ports	Taux d'occupation
SWITCH D'AGRÉGATION (04)				
1	Huawei S9306 LAN-1	1	96 Giga RJ45 & 48 Giga FO	09 Eth, 18 FO
2	Huawei S9306 LAN-2	1		05 Eth, 19 FO
3	Huawei S9306 Internet-1	1		08 Eth, 17 FO
4	Huawei S9306 Internet-2	1		07 Eth, 16 FO
FIREWALL (21)				
1	Huawei -E8000-8080	02	12 Giga	06
2	Huawei E1000 internet	02	12 FO, 08 Eth	04 FO, 02 Eth
3	Huawei E1000 PIS	02	04 FO, 04 Eth	02 FO, 02 Eth

N°	Équipements	Qé	Nbre de ports	Taux d'occupation
SWITCH D'AGRÉGATION (04)				
1	Huawei S9306 LAN-1	1	96 Giga RJ45 & 48 Giga FO	09 Eth, 18 FO
2	Huawei S9306 LAN-2	1		05 Eth, 19 FO
3	Huawei S9306 Internet-1	1		08 Eth, 17 FO
4	Huawei S9306 Internet-2	1		07 Eth, 16 FO
4	Huawei E1000 Banking	02	16 Eth, 04 FO	09 Eth, 04 FO
5	Huawei E200	13	02 Eth, 02 FO	02Eth/FO
ROUTEURS (04)				
1	Huawei Quidway NetEngine 40 ^E -int-01	2	16 FO	09
2	Huawei Quidway NetEngine 40 ^E -int-02		16 FO	10
3	Huawei Quidway NetEngine 40 ^E -lan-01	2	08 FO	07
4	Huawei Quidway NetEngine 40 ^E -lan-01		08 FO	06

V. Etendu des travaux

Le soumissionnaire retenu devra effectuer les tâches suivantes :

- **Fourniture et livraison** : Acquérir et livrer le matériel et licences ;
- **Installation et configuration** : Installer et configurer deux exemplaires de chaque type d'équipements (Routeurs, Firewall, Commutateurs) dans la ville de Yaoundé ;
- **Intégration** : Intégrer tous les exemplaires d'équipements installés dans le réseau existant ;
- **Tests et mise en service** : Effectuer des tests pour s'assurer que tous les systèmes fonctionnent conformément aux spécifications ;
- **Licences** : installer et activer les licences des plateformes Switch Manager, Analyzer-VM, et Firewall and router Manager-VM ;
- **Documentation** : Fournir la documentation relative à l'installation réalisée, les schémas de réseau et les manuels d'utilisation.
- **Formation** : Dispenser une formation aux ingénieurs sur les équipements acquis.

1. Spécifications techniques des fournitures et livraisons

Les équipements à fournir doivent être conformes aux exigences décrites dans les tableaux ci-dessous :

A. QUANTITÉ ET DIMENSIONNEMENT DES FOURNITURES

N°	Type d'équipement	Qté	Dimensionnement des ports à fournir et autres	Observations
1	Routeurs	04	18 ports GE RJ45 (dont 1 port MGMT, 1 port HA, 16 ports switch), 8 emplacements GE SFP, 8 emplacements SFP+ 10GE, interfaces accélérées, stockage SSD intégré de 960 Go, double alimentation	Pour remplacer les routeurs Quidway NetEngine 40E de Yaoundé
2	NG Firewall catégorie 1	13	8 ports GE RJ45, 2 ports WAN média partagés 10GE RJ45/SFP+, stockage SSD intégré de 120 Go.	Pour remplacer les Firewall E200
3	NG Firewall catégorie 2	02	18x GE RJ45 ports (including 1x MGMT port, 1x HA port, 16x switch ports), 8x GE SFP slots, 4x 10GE SFP+ slots, SP5 hardware accelerated, dual AC power supplies, stockage	Pour remplacer les Firewall E8080 internet

			SSD intégré de 480 Go.	
4	NG Firewall catégorie 3	06	10x GE RJ45 (including 1x MGMT port, 1x HA port, 8x switch ports), 4x GE SFP slots, 8x 5GE RJ45, 8x 10GE SFP+ slots, NP7 Lite and CP10 hardware accelerated, stockage SSD intégré de 480 Go.	Pour remplacer les Firewall E1000 internet
5	Switch agrégation	04	Commutateur type Datacenter compatible avec le contrôle de commutateur de couche 2/3 avec 24 ports GE SFP, 4 x 10 liaisons montantes GE SFP+	Pour remplacer les Switch S9306
6	Switch LAN	18	Commutateur PoE+ compatible avec le contrôle de commutateur de couche 2/3 type DataCenter avec 24 ports GE RJ45, 4 x 10 GE SFP+, avec limite automatique de sortie POE maximale de 421 W	Pour remplacer les autres Switchs
7	Module SFP SFP+	16	10 GE SFP+ transceiver module, short range 300m, LC connector,	
8	Module SFP RJ45	48	1 GE SFP transceiver module, range 100m, RJ45 connector	
9	Switch Manager Subscription license	3	Subscription license for 10 Switch Units managed by Switch Manager VM. Premium support included 1 year.	
10	Firewall and router Manager-VM Subscription License with Support ou son équivalent	2	Subscription license for 10 devices / vdoms managed by device Manager VM S-series, including Premium support 1 year.	
11	Analyzer-VM Subscription License with Support ou son équivalent	1	1 year Subscription license for 50 GB/Day Central Logging & Analytics. Include Premium support, IOC, Security Automation Service and Outbreak Detection Service.	

B. CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DES ROUTEURS

Rubrique	Valeur (Spécifications cibles)
Format	Rackable 1 U
Firewall (IPv4) Throughput (1518 / 512 / 64 byte, UDP)	79.5 / 78.5 / 70 Gbps
Firewall (IPv6) Throughput (1518 / 512 / 84 byte, UDP)	79.5 / 78.5 / 70 Gbps

Nombre de tunnels SD-WAN / VPN	Jusqu'à 2 000 tunnels Gateway-to-Gateway
Sessions Concurrentes (TCP)	7 800 000 (Optimisées pour un traitement ultra-faible latence)
Nouvelles Connexions par seconde (TCP)	400000
IPsec VPN Throughput (512 byte)	35 Gbps
Nombre maximum de Tunnels IPsec VPN	2 000 (Gateway-to-Gateway) / 16 000 (Client-to-Gateway)
SSL Inspection Throughput (IPS, avg. HTTPS)	7 Gbps (Performance exceptionnelle sur le trafic chiffré)
SSL VPN Throughput	3 Gbps
Utilisateurs SSL VPN (Maximum conseillé)	Jusqu'à 5 000 utilisateurs concurrents
Nombre maximum de Politiques Firewall	10 000 (Configurables avec segmentation avancée)
Interfaces Réseau	8x 10GE SFP+ , 8x GE SFP, 18 x GE RJ45
Power Supplies	Dual AC PS
Architecture Réseau	Support de lien Logique pour la gestion centralisée de 96 switches et 512 points d'accès.
Storage	960 GB
Accélération Matérielle *	Présence de processeurs de sécurité dédiés (type ASIC / SP5 ou équivalent) pour l'accélération du trafic réseau et du déchiffrement SSL sans impacter le CPU principal.
Gestion *	Interface d'administration Web intuitive, support de la ligne de commande (CLI), et capacité de gestion centralisée via plateforme locale ou cloud.
Alimentation *	Double alimentation redondante intégrée (AC) pour une haute disponibilité.
Routeur/Parefeu Virtuel *	Support de la fonctionnalité : ≥ 25
Câblage	Cordons d'alimentation aux normes européennes et kit de montage en rack inclus.
Documentation	Documentation technique et guides d'installation en français ou en anglais.
Garantie et Support *	≥ 5 ans de garantie constructeur y compris remplacement matériel en cas de panne avec support technique 24/7 (Type FortiCare ou équivalent).
Positionnement mondial *	Leader du Gartner Magic Quadrant pour hybrid mesh firewall 2024 et 2025 pour les NG-Firewall

C. CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DES NG-FIREWALL

CATÉGORIE 1

Rubrique	Description
----------	-------------

IPv4 Firewall Throughput (1518/512/64-byte, UDP)	28 / 28 / 27.9 Gbps
IPv6 Firewall Throughput (1518/512/84-byte, UDP)	28 / 28 / 27.9 Gbps
IPsec VPN Throughput (IPsec VPN)	25 Gbps (Accélération matérielle native via SP5)
Firewall Throughput (Packets Per Second)	41.8 Mpps
NGFW Throughput (Enterprise Mix)	2.5 Gbps
Threat Protection Throughput (Enterprise Mix)	2.2 Gbps
Concurrent Sessions (TCP)	3000000
New Sessions/Second (TCP)	124000
Application Control Throughput (HTTP, 64K)	6.7 Gbps
SSL Inspection Throughput (IPS, avg. HTTPS)	2.6 Gbps
SSL VPN Throughput	1.4 Gbps
Concurrent SSL VPN Users (Maximum)	Jusqu'à 200
Firewall Policies (Maximum)	5000
Virtual Firewalls (VDOMs)	10 (Inclus par défaut)
URL Filtering: Categories	Plus de 90 catégories de sécurité et de filtrage.
URL Filtering: URLs	Base de données de filtrage dynamique avec plus de 90 catégories et centaines de millions de domaines
Automated IPS Signature Updates	Mise à jour automatique en temps réel des signatures IPS et Malware via les services de renseignement (IA et Machine Learning).
Third-Party and Open-Source Ecosystem	Open APIs (REST), connecteurs SDN, SNMP v1/v2c/v3, SSH, Syslog.
VLANs (Maximum)	4094
VLANIF / Interfaces logiques (Maximum)	4094
Interfaces Physiques	8x GE RJ45, 2x 10GE Shared Port Pairs.
Storage	1 x 120 GB SSD
Licence et Support	Licence de Sécurité 1 an (IPS, Anti-malware, Web/Video Filtering, Support 24/7).
Power Supplies	Single AC PS, dual inputs

Architecture Réseau	Support de lien logique pour la gestion centralisée de 24 switches et 96 points d'accès.
Accélération Matérielle *	Présence de processeurs de sécurité dédiés (type ASIC / SP5 ou équivalent) pour l'accélération du trafic réseau et du déchiffrement SSL sans impacter le CPU principal.
Gestion *	Interface d'administration Web intuitive, support de la ligne de commande (CLI), et capacité de gestion centralisée via plateforme locale ou cloud.
Alimentation *	Double alimentation redondante intégrée (AC) pour une haute disponibilité.
Parefeu Virtuel *	Support de la fonctionnalité : ≥ 10
Câblage	Cordons d'alimentation aux normes européennes et kit de montage en rack inclus.
Documentation	Documentation technique et guides d'installation en français ou en anglais.
Garantie et Support *	≥ 5 ans de garantie constructeur y compris remplacement matériel en cas de panne avec support technique 24/7 (Type FortiCare ou équivalent).
Positionnement mondial *	Leader du Gartner Magic Quadrant pour hybrid mesh firewall 2024 et 2025 pour les NG-Firewall

D. CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DES NG-FIREWALL

CATÉGORIE 2

Item	Description
Format	Rackable 1 U
IPv4 Firewall Throughput (1518 / 512 / 64-byte, UDP)	39 / 39 / 35 Gbps
IPv6 Firewall Throughput (1518 / 512 / 84-byte, UDP)	39 / 39 / 35 Gbps
IPsec VPN Throughput	35 Gbps (Accéléré par puce ASIC SP5)
SD-WAN / IPsec VPN Tunnels (Gateway-to-Gateway)	2000
Firewall Throughput (Packets Per Second)	42 Mpps
IPS Throughput (Enterprise Mix)	5.3 Gbps
NGFW Throughput (Application Control + IPS)	3.9 Gbps (Enterprise Mix)
Threat Protection Throughput (IPS + AppCtrl + Malware Protection)	3.1 Gbps (Enterprise Mix)
Concurrent Sessions (TCP)	3000000
IPv6 Concurrent Sessions	3000000
New Sessions/Second (TCP)	140000
IPsec VPN Throughput (512 byte)	35 Gbps
Maximum IPsec VPN Tunnels (Client-to-Gateway)	16000
SSL Inspection Throughput (IPS,	4.7 Gbps

avg. HTTPS)	
SSL VPN Throughput	1,5 Gbps
Capacité VPN Ipsec	35 Gbps de débit agrégé.
Concurrent SSL VPN Users (Maximum conseillé)	Jusqu'à 500
Firewall Policies (Maximum)	10000
URL Filtering & Web Security	Base de données de filtrage dynamique avec plus de 90 catégories et centaines de millions de domaines
Automated Security Updates	Mise à jour automatique en temps réel des signatures IPS et Malware via les services de renseignement (IA et Machine Learning).
Écosystème et Intégration Tierce	Intégration native à la Fabrique de sécurité. Support complet des API REST, connecteurs SDN, SNMP, SSH, Syslog et écosystème d'automatisation (Fabric Connectors).
VLANs / Interfaces Logiques	Supporte jusqu'à 4094 IDs VLAN et interfaces logiques.
Storage	1 x 480 GB SSD
Interfaces Physiques	18x GE RJ45, 8x GE SFP, 4x 10GE SFP+
Licence et Services	Licence de sécurité pour 1 an incluant : IPS, Antivirus, Contrôle d'applications, Filtrage Web & Vidéo, Antispam et support Premium 24/7.
Power Supplies	Dual AC PS
Architecture Réseau	Support de lien Logique pour la gestion centralisée de 48 switches et 128 points d'accès.
Accélération Matérielle *	Présence de processeurs de sécurité dédiés (type ASIC / SP5 ou équivalent) pour l'accélération du trafic réseau et du déchiffrement SSL sans impacter le CPU principal.
Gestion *	Interface d'administration Web intuitive, support de la ligne de commande (CLI), et capacité de gestion centralisée via plateforme locale ou cloud.
Alimentation *	Double alimentation redondante intégrée (AC) pour une haute disponibilité.
Parefeu Virtuel *	Support de la fonctionnalité : ≥ 10
Câblage	Cordons d'alimentation aux normes européennes et kit de montage en rack inclus.
Documentation	Documentation technique et guides d'installation en français ou en anglais.
Garantie et Support *	≥ 1 an de garantie constructeur avec support technique 24/7 et accès aux mises à jour de sécurité.
Positionnement mondial *	Leader du Gartner Magic Quadrant pour hybrid mesh firewall 2024 et 2025 pour les NG-Firewall

E. CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DES NG-FIREWALL

CATÉGORIE 3

Rubrique	Valeur (Spécifications cibles)
Format	Rackable 1 U

Firewall (IPv4) Throughput (1518 / 512 / 64 byte, UDP)	39 / 39 / 35 Gbps
Firewall (IPv6) Throughput (1518 / 512 / 84 byte, UDP)	39 / 39 / 35 Gbps
Débit SD-WAN Haute Performance	17 Gbps (Optimisé par processeur dédié SP5)
Nombre de tunnels SD-WAN / VPN	Jusqu'à 2 500 tunnels Gateway-to-Gateway
Sessions Concurrentes (TCP)	11 000 000 (Optimisées pour un traitement ultra-faible latence)
Nouvelles Connexions par seconde (TCP)	280000
Débit Inspection IPS (Enterprise Mix)	8 Gbps
NGFW Throughput (FW + IPS + Application Control)	7 Gbps (Enterprise Mix)
Threat Prevention Throughput (FW + IPS + AC + Malware Protection)	6.4 Gbps (Enterprise Mix)
IPsec VPN Throughput (512 byte)	35 Gbps
Nombre maximum de Tunnels IPsec VPN	2 000 (Gateway-to-Gateway) / 16 000 (Client-to-Gateway)
SSL Inspection Throughput (IPS, avg. HTTPS)	7 Gbps (Performance exceptionnelle sur le trafic chiffré)
SSL VPN Throughput	3 Gbps
Utilisateurs SSL VPN (Maximum conseillé)	Jusqu'à 5 000 utilisateurs concurrents
Nombre maximum de Politiques Firewall	10 000 (Configurables avec segmentation avancée)
Storage	1 x 480 GB SSD
Interfaces Réseau	8x ports GE RJ45, 8x ports GE SFP, 8x ports 5/2.5/GE RJ45, 4x ports 10/GE SFP+
Licence et Support	Licence de sécurité de 1 an incluant : IPS, Advanced Malware Protection, filtrage Web et Vidéo, Antispam et support Premium 24/7.
Power Supplies	Dual AC PS
Architecture Réseau	Support de lien Logique pour la gestion centralisée de 64 switches et 256 points d'accès.
Accélération Matérielle *	Présence de processeurs de sécurité dédiés (type ASIC / SP5 ou équivalent) pour l'accélération du trafic réseau et du déchiffrement SSL sans impacter le CPU principal.
Gestion *	Interface d'administration Web intuitive, support de la ligne de commande (CLI), et capacité de gestion centralisée via plateforme locale ou cloud.
Alimentation *	Double alimentation redondante intégrée (AC) pour une haute disponibilité.
Parefeu Virtuel *	Support de la fonctionnalité : ≥ 25

Câblage	Cordons d'alimentation aux normes européennes et kit de montage en rack inclus.
Documentation	Documentation technique et guides d'installation en français ou en anglais.
Garantie et Support *	≥ 1 an de garantie constructeur avec support technique 24/7 et accès aux mises à jour de sécurité.
Positionnement mondial *	Leader du Gartner Magic Quadrant pour hybrid mesh firewall 2024 et 2025 pour les NG-Firewall

F. CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DES SWITCHES D'AGRÉGATION

Description	Caractéristiques techniques
Format	Rackable 1 U
Modèle	Switch 24 Port SFP
Type *	Commutateur de distribution Full Fibre (SFP) avec routage de niveau 3 avancé.
Configuration et Performance *	Architecture haute densité fibre comprenant : • 24x ports SFP 1GE (pour liaisons vers commutateurs d'accès ou serveurs). • 4x ports SFP+ 10GE (Liaisons montantes / Uplinks haut débit). • 1x port de management RJ45 dédié. • Capacité de commutation : ≥ 128 Gbps. • Taux de transfert : ≥ 190 Mpps (millions de paquets par seconde). • Latence : < 1.5 µs (microsecondes).
Fonctionnalités et Routage *	Inclusion de la licence de routage avancé permettant : • Routage dynamique : OSPF, BGP, RIP (v1/v2), et routage statique. • Support du protocole PIM (Multicast). • Support VRRP (Virtual Router Redundancy Protocol). • Routage Avancé (Layer 3) : Support complet des protocoles de routage dynamique (BGP, OSPF, ISIS, RIP) et du routage statique. • Virtualisation : Support du stacking virtuel (MCLAG) pour une haute disponibilité sans boucle. • Sécurité : Intégration native dans la "Security Fabric" pour une gestion simplifiée et une sécurisation granulaire des ports. Prise en charge de la sécurité des ports (802.1x), segmentation réseau et QoS avancée. • Mode Managé : Capacité d'être administré de façon centralisée par un contrôleur de sécurité ou de manière autonome. Microsegmentation supportée
Alimentation *	Double alimentation modulaire redondante remplaçable à chaud (Hot-swappable) pour une disponibilité maximale.
Gestion et Supervision	Administration unifiée via une console d'administration ou une solution NMS, incluant l'intégration native via un lien logique pour une visibilité de bout en bout, licence fournies
Ventilation	• Ventilation redondante (N+1) remplaçable à chaud avec flux d'air optimisé.
Câbles	Cordons d'alimentation aux normes européennes.
Documentation	Documentation technique complète en français ou anglais.
Garantie et Support *	5 ans de support technique avancé 24/7 incluant le remplacement de matériel, les mises à jour logicielles et l'accès aux experts techniques (Type FortiCare ou équivalent).

Fiabilité (MTBF) *	Supérieure à 10 ans
Positionnement sur le marché mondial *	Leader 2024 et 2025 du « Gartner® Magic Quadrant pour l'infrastructure LAN filaire et sans fil des entreprises
Module SFP SFP+ *	10 GE SFP+ transceiver module, short range 300m, LC connector,
Module SFP RJ45	1 GE SFP transceiver module, range 100m, RJ45 connector

G. CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DES SWITCHES LAN

Item	Description
Dimensions (H x W x D)	44 mm x 440 mm x 310 mm
Hauteur du châssis	1 U
Poids du châssis	5.77 kg
Ports GE Base-T	24 (Full PoE+ Support)
Ports 10GE (SFP+)	4
Ports de Stacking dédiés	Support du Stacking virtuel via liens 10GE
Port Console (RJ45)	Supporté
Port USB	Supporté (1x USB Port)
Microsegmentation	Supporté
Capacité de commutation	128 Gbps
Débit de transfert (Forwarding)	190 Mpps
Mémoire (DRAM)	512 MB
Flash	64 MB
Logiciel et fonctionnalités *	• Système d'exploitation unifié avec support des API et de la programmabilité. • Fonctionnalités : Support complet de la couche 2 et routage statique de couche 3, QoS avancée .Prise en charge de la sécurité des ports (802.1x), segmentation réseau et QoS avancée. • Mode Managé : Capacité d'être administré de façon centralisée par un contrôleur de sécurité ou de manière autonome. Micro segmentation supportée
Type d'alimentation	Alimentation AC intégrée (Redondance externe possible)
Plage de tension nominale	100 V AC à 240 V AC, 50/60 Hz
Budget Puissance PoE (PD)	421 W (Supporte jusqu'à 24 ports PoE+ 802.3at)
Système de Dissipation	
Mode de dissipation	Refroidissement par air forcé avec ventilateurs intelligents
Flux d'air	Aspiration latérale et évacuation arrière
Dissipation thermique Max	117.2 BTU/h (Pleine charge PoE)
Température de fonctionnement	0°C à 50°C
Température de stockage	-40°C à +70°C
Humidité relative	5% à 95% (sans condensation)

MTBF (Heures)	> 10 ans
Disponibilité	> 99.999%
Certifications	FCC, CE, RCM, VCCI, BSMI, UL, CB, RoHS2
Gestion et Supervision	Administration unifiée via une console d'administration ou une solution NMS, incluant l'intégration native via un lien logique pour une visibilité de bout en bout, licence fournies
Alimentation *	Alimentation redondante pour assurer la haute disponibilité (support pour système d'alimentation externe ou modulaire).
Ventilation	Système de refroidissement actif par ventilateurs.
Câbles	Cordon d'alimentation Européen
Documentations de livraison	Document en français
Garantie et Support *	5 ans de garantie de base avec support technique 24/7, accès aux mises à jour logicielles et remplacement de matériel (Type FortiCare ou équivalent).
Fiabilité (MTBF) *	Supérieure à 10 ans
Positionnement sur le marché mondial *	Leader 2024 et 2025 du « Gartner® Magic Quadrant pour l'infrastructure LAN filaire et sans fil des entreprises

H. PLATEFORMES DE MANAGEMENT

Management and License	SwitchManager Subscription license	1 year Subscription license for 10 Switch Units managed by Switch Manager VM. Premium support included
	Switch Advanced Features License	SW License for aggregation Switches to activate Advanced Features
	Switch NMS License	1 year NMS Network Management Software subscription license for 10 managed devices. Premium support included.
	Router or firewall Manager-VM Subscription License with Support	1 year Subscription license for 10 devices/vdoms managed by Manager VM S-series, including Premium support.
	Analyzer-VM Subscription License with Support	Subscription license for 50 GB/Day Central Logging & Analytics. Include Premium support, IOC, Security Automation Service and Outbreak Detection Service.

2. Installation et configuration

Le prestataire devra procéder à l'installation et la configuration d'au moins deux (02) équipements de chaque type. Le reste d'équipements sera testé et mis en stock par la CAMPOST pour pallier aux cas d'urgence.

Pendant la période de garantie et en cas de besoin, le prestataire devra assister les Ingénieurs de la CAMPOST à l'installation et la mise en service des équipements fournis dans le cadre du présent marché et mis en stock.

3. Intégration dans le réseau existant

Le prestataire devra intégrer dans le réseau existant, tous les équipements installés et configurés.

4. Test et mise en service

Le prestataire devra avant la réception provisoire tester tous les équipements livrés et mettre en service tous les équipements installés, configurés et intégrés au réseau existant. Un procès-verbal des tests devra être signé par toutes les parties prenantes.

5. Licences

Le prestataire devra installer et activer toutes les licences des plateformes fournies : les licences Switch Manager, Analyzer-VM, et Firewall and router Manager-VM.

6. Formation et transfert des compétences

Avant de commencer les installations, le prestataire effectuera au profit de dix (10) Ingénieurs de la CAMPOST et pendant cinq (05) jours au Datacenter de la CAMPOST, une formation approfondie en vue de permettre l'exploitation en toute autonomie par les Ingénieurs de la CAMPOST des routeurs, Firewalls et Switchs fournis. Il devra en outre effectuer un transfert de compétences aux ingénieurs de la CAMPOST dans toutes les phases du projet. La formation devra au minimum porter sur les deux modules (« **Administration des solutions de sécurité réseau** » et « **Administration des Infrastructure de communication réseau** ») présentés dans les tableaux ci-dessous :

A. ADMINISTRATION DES SOLUTIONS DE SÉCURITÉ RÉSEAU

Rubrique	Description
Intitulé de la formation	Administration et exploitation d'une solution de sécurité réseau (pare-feu nouvelle génération)
Objectif général	Permettre aux participants d'acquérir les compétences nécessaires pour déployer, configurer, administrer et superviser une solution de sécurité réseau dans un environnement professionnel.
Objectifs opérationnels	▪ Configurer une solution de sécurité réseau ▪ Mettre en œuvre des politiques de filtrage et du NAT ▪ Déployer des mécanismes de protection avancée (IPS, antivirus, filtrage web, contrôle applicatif) ▪ Configurer des VPN IPsec site à site ▪ Mettre en place la haute disponibilité et le SD-WAN ▪ Analyser les journaux et diagnostiquer les incidents
Public cible	Administrateurs systèmes et réseaux, ingénieurs réseaux, techniciens d'exploitation, responsables sécurité des systèmes d'information
Prérequis	Connaissances de base en réseaux TCP/IP, notions de routage et d'administration systèmes
Durée	3 jours (25 heures)
Modalités pédagogiques	Formation alternant exposés théoriques, démonstrations techniques et travaux pratiques en laboratoire
Méthodes pédagogiques	▪ Présentation interactive ▪ Études de cas ▪ Travaux pratiques sur plateforme technique ▪ Mise en situation et scénarios réels
Moyens techniques	Supports pédagogiques numériques, plateforme de laboratoire virtualisée, environnement de simulation réseau
Modalités	Exercices pratiques, validation des acquis en fin de formation,

d'évaluation	questionnaire d'évaluation
Livrables	Support de formation, documentation technique, attestation de formation
Profil du formateur	Expert en réseaux et sécurité informatique disposant d'une expérience opérationnelle et pédagogique significative

B. ADMINISTRATION DES INFRASTRUCTURES DE COMMUTATION RÉSEAU

Rubrique	Description
Intitulé de la formation	Administration et exploitation des infrastructures de commutation réseau
Objectif général	Permettre aux participants de maîtriser le déploiement, la configuration et la supervision des commutateurs réseau dans une infrastructure d'entreprise.
Objectifs opérationnels	• Comprendre le fonctionnement de la commutation Ethernet • Configurer des VLAN et des architectures de couche 2 • Mettre en œuvre STP/RSTP/MSTP • Déployer l'agrégation de liens et la redondance • Mettre en place des mécanismes de sécurité de couche 2 • Superviser et dépanner une infrastructure de commutation
Public cible	Administrateurs réseaux, ingénieurs réseaux, techniciens d'exploitation informatique
Prérequis	Connaissances de base en réseaux TCP/IP et concepts de commutation
Durée	2 jours (20 heures)
Modalités pédagogiques	Formation combinant théorie, démonstrations techniques et travaux pratiques
Méthodes pédagogiques	• Présentation interactive • Travaux pratiques sur environnement réseau • Études de cas réels
Moyens techniques	Plateforme de laboratoire réseau, supports pédagogiques numériques
Modalités d'évaluation	Exercices pratiques, validation des acquis en fin de formation
Livrables	Support pédagogique, documentation technique, attestation de formation
Profil du formateur	Formateur spécialisé en réseaux informatiques avec expérience en exploitation d'infrastructures de commutation

7. hors champ

Les éléments suivants ne sont pas inclus dans le champ d'application de la présente demande de propositions (DP) :

- travaux en rapport avec les modules électriques.
- Configuration des périphériques terminaux (PC, tablettes, etc.) des utilisateurs finaux.
- Gestion des contrats de service FAI existants.
- Câblage physique du réseau.

VI. Considérations clés relatives aux termes de référence

- **Qualité des équipements** : s'assurer que les équipements ne sont pas en fin de support dans les 5 ans ou en fin de production dans les 2 ans.
- **Visite du site** : Une attestation de visite effective du site délivrée la le DSI.

- **Compatibilité** : les nouveaux équipements doivent être compatibles avec l'infrastructure existante.

VII. *Résultats attendus*

Les résultats attendus de cette mission sont :

- tous les équipements livrés et testés ;
- deux exemplaires de chaque type d'équipements installés dans la ville de Yaoundé et configurés ;
- les exemplaires d'équipements installés sont intégrés dans le réseau existant ;
- tous les équipements intégrés au réseau existant sont mis en service ;
- la documentation nécessaire à l'administration et l'exploitation est fournie ;
- les ingénieurs de la CAMPOST formés et transfert de compétence effectif ;
- les licences des plateformes Switch-Manager (03), Analyzer-VM (02), et Firewall and router Manager-VM (01) sont installées et activées.

VIII. *Les Livrables*

Le prestataire devra produire les livrables ci-après :

1. **Livrables matériels et logiciels**

- **Fourniture d'équipements** : PV de livraison et de test de tout le matériel neuf et en bon état de fonctionnement :
 - 04 Routeurs ;
 - 13 NG Firewall de catégorie 1 ;
 - 02 NG Firewall de catégorie 2 ;
 - 06 NG Firewall de catégorie 3 ;
 - 04 Switches d'agrégation ;
 - 18 Switches LAN ;
 - 16 Modules SFP|SFP+ ;
 - 18 Modules SFP|RJ45.
- **Licences et abonnements pour un an : document d'accord** des licences :
 - 03 Licences Switch Manager-VM ;
 - 02 Licences Firewall & Router Manager-VM ;
 - 01 Licence Analyzer-VM.
- **Garantie** : fournir les documents du constructeur ou de son représentant justifiant de 05 ans de supports et garantie pour les routeurs, firewall et switch.

2. **Services de mise en œuvre et services techniques**

- **Planning de mise en œuvre du projet** : Un calendrier détaillé décrivant les échéanciers, les étapes clés de l'installation et les équipes de projet.
- **Installation et configuration** : Rapport d'installation, de configuration, d'activation des licences, d'intégration, de test et de mise en service des exemplaires des équipements.

3. **Documentation**

Manuels et guides : Manuel d'administration et d'exploitation de chaque type d'équipement et guides de dépannage.

4. **Tests, formation et clôture**

- **Rapport de test et d'acceptation** : rapport validant la fonctionnalité des équipements par le biais de tests (par exemple, tests de performance, tests de basculement pour une haute disponibilité).
- **Transfert de connaissances/Formation** : Rapports de formation d'au moins dix (10) Ingénieurs.

- **Rapport de clôture de projet** : Document d'acceptation officiel signé par les deux parties confirmant l'achèvement du projet.

5. *Durée des licences*

Le soumissionnaire devra indiquer dans son offre la durée de la licence de chaque solution proposée à la CAMPOST. Cette durée doit être au minimum d'un (01) an pour chaque licence fournie.

6. *Garantie et Maintenance/Support*

- Le soumissionnaire devra indiquer dans son offre, sous forme de projet de contrat de maintenance, la durée et les modalités de la maintenance et du support de chaque équipement livré. Cette durée devra être d'un (01) an minimum à compter de la date de réception provisoire. Le support visera non seulement la résolution des incidents et la mise à jour des solutions fournies, mais aussi l'assistance permanente aux Ingénieurs de la CAMPOST pour une exploitation optimale et en tout autonomie des solutions proposées.
- Le soumissionnaire décrira dans son offre les modalités (durée, conditions, ...) de la garantie de bon fonctionnement des équipements proposés. La durée de cette garantie est d'un (01) an au minimum, à compter de la date de la réception provisoire.
- La garantie du constructeur sur les équipements proposés doit être quant à elle de cinq (05) ans au minimum.

IX. *Délai d'exécution du projet*

Le délai d'exécution de ce projet est de **quatre-vingt-dix (90) jours** à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrer.

X. *Expertise requise*

La mission sera confiée à un cabinet de droit camerounais ayant une compétence avérée et justifiant d'au moins deux (02) références similaires (fourniture et intégration des équipements proposés,) durant les cinq (05) dernières années dans la fourniture et l'intégration des infrastructures de Télécommunications et informatiques (joindre copie des Marchés, Contrats ou Bon de commandes ainsi que les PV de réception provisoires ou définitives correspondants).

En outre, il devra justifier d'un agrément ou d'un partenariat avec le fabricant pour la commercialisation des équipements qu'il propose.

Le prestataire devra justifier un chiffre d'affaires moyen supérieur ou égal à trois cent millions (**300 000.000) francs CFA** au cours des cinq (05) dernières années.

L'équipe du prestataire devra être composée d'experts confirmés ayant au moins les profils ci-dessous (joindre CV + photocopie des diplômes et/ou certifications) :

- ✓ **Un (01) Chef de projet** : Niveau Bac + 5 minimum dans le domaine des TIC, ayant au moins 10 années d'expérience avec au moins deux (02) références en tant que Chef de projet au cours des cinq (05) dernières années.
- ✓ **Un (01) Expert Intégrateur sénior** : Niveau Bac + 5 dans le domaine des TIC, certifié NSE7 (Enterprise Firewall Administrator) ou équivalent, ou CCIE security ou équivalent, ayant au moins trois (03) années d'expérience dans l'intégration des produits de sécurisation des réseaux.
- ✓ **Un (01) Expert Intégrateur** : Bac + 3 dans le domaine des TIC, certifié NSE4 & NSE5 (FortiSwitch Administrator et FortiOS Administrator), ou CCNP (routing and switching) ou équivalent ayant au moins cinq (03) années d'expérience dans l'intégration des produits de sécurisation des réseaux ;

Le consultant indiquera de manière claire et précise la composition de son équipe.

XI. Critères d'évaluation

1. Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires sont :

- a. Absence de justificatif de l'agrément ou d'un partenariat avec le fabricant pour la commercialisation des équipements proposés.
- b. Absence de la fiche technique des équipements proposés ;
- c. Références du soumissionnaire insuffisantes ;
- d. Qualifications des experts insuffisantes ;
- e. Existence de plus d'un (01) marché en cours d'exécution par le soumissionnaire à la CAMPOST à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres ;
- f. Absence d'engagement à fournir 05 ans de support et garantie constructeur pour tous les routeurs, firewall et switch ;
- g. Non satisfaction d'au moins 80% des spécifications techniques des équipements ;
- h. Non respect de 80 % des critères et sous critères essentiels.

2. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des candidats porteront sur :

- a. Le chiffre d'affaires,
- b. La conformité des fournitures aux spécifications techniques,
- c. Le service après-vente.

XII. Coût

Le coût du projet est estimé à **deux cent millions (200 000 000) FCFA.**

N°	DESCRIPTION	QTE	PU	PT
1	Routeurs	4		
2	NG Firewall de catégorie 1	13		
3	NG Firewall de catégorie 2	2		
4	NG Firewall de catégorie 3	6		
5	Switches d'agrégation	4		
6	Switches LAN	18		
7	modules SFP SFP+	16		
8	modules SFP RJ45	48		
9	licences Switch Manager-VM	3		
10	licences Firewall & Router Manager-VM	2		
11	licence Analyzer-VM	1		
12	Installation, configuration, intégration, test et de mise en service	1		
13	Formations de dix (10) Ingénieurs	1		
TOTAL				

pièce n° 6 :

Cadre du Bordereau des Prix Unitaires et des Prix Forfaitaires

Offres suivant : l'incoterm DAP

Date : _____ [insérer la date (jour, mois, année) de remise de l'offre]

Monnaie de l'offre : _____ [en conformité avec l'article 14 du RGAO] AO N°: _____ du _____ [insérer les références de l'Appel d'Offres]

Variante N° : _____ [insérer le numéro d'identification si cette offre est proposée pour une variante]

1	2	3	4	5	6	7	8	
Article No.	Désignation des Fournitures	Pays d'origine	Délai de livraison selon définition de l'incoterm DAP	Quantité (Nombre d'unités)	Prix unitaire DAP en chiffres ____ en conformité avec les articles 3 et 14 du RGAO	Prix DAP en lettre	Prix total (col 5x6)	
		[insérer le pays d'origine]	[insérer la date de livraison offerte]	[insérer la quantité et l'identification de l'unité de mesure]	[insérer le prix unitaire DAP pour l'article]	[insérer le prix DAP pour l'article]	[insérer le prix total pour l'article]	
1	Routers			04				
2	NG Firewall de catégorie 1			13				
3	NG Firewall de catégorie 2			02				
4	NG Firewall de catégorie 3			06				
5	Switches d'agrégation			04				
6	Switches LAN			18				
7	Modules SFP/SFP+			16				
8	Modules SFPRJ45			48				
9	Licences Switch Manager-VM			03				
10	Licences Switch & Router Manager-VM			02				

11	Licence Analyzer-VM			01				
12	Installation, configuration, intégration, test et de mise en service			01				
13	Formation de 10 personnels en vue de la prise en main des équipements			FF				

Nom du Soumissionnaire *[insérer le nom du Soumissionnaire]*

Signature *[insérer signature]*,

Date *[insérer la date]*

pièce n° 7 :
Cadre du Détail Estimatif

Cadre du Détail Quantitatif et Estimatif

N°	Désignation	Unité	Qté	PU	PTHTVA
FOURNITURE, L'INSTALLATION ET LA MISE EN SERVICE D'EQUIPEMENTS RESEAUX A LA CAMEROON POSTAL SERVICES (CAMPOST)					
1	Routers	U	04		
2	NG Firewall de catégorie 1	U	13		
3	NG Firewall de catégorie 2	U	02		
4	NG Firewall de catégorie 3	U	06		
5	Switches d'agrégation	U	04		
6	Switches LAN	U	18		
7	Modules SFP/SFP+		16		
8	Modules SFPRJ45		48		
9	Licences Switch Manager-VM		03		
10	Licences Switch & Router Manager-VM		02		
11	Licence Analyzer-VM		01		
12	Installation, configuration,, intégration, test et de mise en service		01		
13	Formation de 10 personnels en vue de la prise en main des équipements	FF	01		
Total HTVA					
TVA					
AIR					
Total TTC					

Nom du Soumissionnaire.....[insérer le nom du Soumissionnaire]

Signature.....[insérer la signature],

Date.....[insérer la date]

pièce n° 8 :
Cadre du Sous Détail
des Prix Unitaires

Cadre du Sous-Détail des Prix Unitaires des Fournitures importées

N°	Désignation	Coût d'achat EXW (1)	Transport (International et local) + assurance (2)	Coût commande (3) = 1 + 2	Cout droit de douanes (4)	Frais de livraison (5)	Autres services connexes (6)	Marge (7)	Prix unitaire HTVA (8)=3+4+5+6 +7
1	Routers								
2	NG Firewall de catégorie 1								
3	NG Firewall de catégorie 2								
4	NG Firewall de catégorie 3								
5	Switches d'agrégation								
6	Switches LAN								
7	Modules SFP/SFP+								
8	Modules SFPRJ45								
9	Licences Switch Manager-VM								
10	Licences Switch & Router Manager-VM								
11	Licence Analyzer-VM								
12	Installation, configuration,, intégration, test et de mise en service								
13	Formation de 10 personnels en vue de la prise en main des équipements								

Nom du Soumissionnaire *[insérer le nom du Soumissionnaire]*

Signature *[insérer signature]*,

Date *[insérer la date]*

pièce n° 9 :
Modèle de marché



MARCHE N° _____/M/CAMPOST/CIPM/2026 DU _____ PASSE
APRES APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N°000025/AONO/CAMPOST/CIPM/2026 DU 30 JUIN 2026
POUR LA FOURNITURE, L'INSTALLATION ET LA MISE EN SERVICE
D'EQUIPEMENTS RESEAUX A LA CAMEROON POSTAL SERVICES (CAMPOST)

TITULAIRE DU MARCHE : _____

B.P: ____ à ____, Tel ____ Fax : ____

N° R.C : ____ A à ____

N° Contribuable : ____

OBJET DU MARCHE :

LIEU DE LIVRAISON : A LA DIRECTION GENERALE DE LA CAMPOST

MONTANT DU MARCHE :

TTC	
HTVA	
TVA	
AIR	
Net à mandater	

DELAI DE LIVRAISON : _____ mois

FINANCEMENT: BUDGET DE LA CAMPOST, EXERCICE 2026

IMPUTATION BUDGETAIRE : 244400000000 «ACHAT DE TRAVAUX ,MATERIEL
ET EQUIPEMENTS»

SOUSCRIT, LE _____

SIGNE, LE _____

NOTIFIE, LE _____

ENREGISTRE, LE _____

Entre :

- Cameroon Postal Services en abrégé "CAMPOST"

BP 14411 YAOUNDE TEL : 222 50 7501/02 FAX : 222 22 86 48 94 BOULEVARD DU 20 MAI

Représenté par son Directeur Général,

Ci-après dénommé :

« LE MAÎTRE D'OUVRAGE »,

D'une part,

Et

ETS

N° R.C :

N° Contribuable :

Compte Bancaire: N°

Représentée par son Directeur Général, **Monsieur**
ci-après dénommé,

«LE COCONTRACTANT »

D'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

SOMMAIRE

Titre I	:	Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
Titre II	:	Cahier des Spécifications Techniques de la fourniture (CST)
Titre III	:	Bordereau des Prix Unitaires (BPU) et forfaitaires
Titre IV	:	Détail ou Devis Estimatif (DE)

**PAGE_____ET DERNIERE DU MARCHE N° _____/M/CAMPOST/CIPM/2026
DU_____ PASSE APRES APPEL D’OFFRES NATIONAL OUVERT N
N°000025/AONO/CAMPOST/CIPM/2026 DU 30 JUIN 2026
POUR LA FOURNITURE, L’INSTALLATION ET LA MISE EN SERVICE
D’EQUIPEMENTS RESEAUX A LA CAMEROON POSTAL SERVICES (CAMPOST)**

TITULAIRE :

DELAI D’EXECUTION : _____ JOURS.

MONTANT EN FCFA :

TTC	
HTVA	
T.V.A.	
IR	
NET A MANDATER	

Lu et accepté par le cocontractant

Yaoundé, le

Signé par le Maître d’Ouvrage,

Yaoundé, le

Enregistrement

pièce n° 10 :

Formulaires et modèles à utiliser

Note relative aux modèles de pièces à utiliser

Le Soumissionnaire devra compléter et présenter dans son offre, le Modèle de soumission en conformité avec les dispositions contenues dans le Dossier d'appel d'offres.

Il doit fournir une caution de soumission en utilisant le modèle présenté dans cette pièce. Le projet de marché doit inclure toutes les corrections ou les modifications apportées à l'offre retenue résultant des corrections des erreurs, conformément à l'Article 30.2 du RGAO, de l'actualisation du prix en application, le cas échéant, de l'Article 11.4 du RGAO du fait de la durée de l'évaluation des offres, du choix d'une offre alternative, de l'acceptation de variations jugées acceptables ou tout autre modification mutuellement acceptable et permise par le Dossier d'Appel d'Offres, tel qu'un changement dans le personnel clé, de sous-traitant, du programme d'exécution des prestations, etc.

Les modèles de Cautionnement définitif et de caution d'avance de démarrage ne doivent pas être remplis au moment de la préparation des offres. Seul le Soumissionnaire retenu sera invité à fournir le Cautionnement définitif et la caution d'avance de démarrage, le cas échéant, en conformité avec le modèle présenté dans cette pièce. Tout manquement par le fournisseur ou le prestataire à ses obligations au titre du présent marché, est constitutif d'une cause de saisie du Cautionnement définitif sous réserve que ledit manquement ait été établi par le Maître d'œuvre/ Maître d'ouvrage ou Maître d'ouvrage délégué. Dès l'appel dudit cautionnement, le garant est tenu de s'exécuter sans aucune forme de procédure.

Table des modèles

Annexe n° 1 : Modèle de soumission
Annexe n° 2 : Modèle de cautionnement de soumission
Annexe n° 3 : Modèle de cautionnement définitif
Annexe n° 4 : Modèle de cautionnement d'avance de démarrage
Annexe n° 5 : Modèle de cautionnement de bonne exécution (retenue de garantie)
Annexe n° 6 : Modèle d'autorisation du fabricant
Annexen°7 : Modèle du planning de livraison
Annexen°8 : Modèle de formulaire de liste de personnel à mobiliser
Annexen°9 : Modèle de fiche de prestations susceptibles d'être sous-traitées commandées
Annexen°10 : Modèle de lettre de soumission de la proposition technique
Annexen°11 : Modèle de CV du personnel
Annexen°12 : Modèle de déclaration d'intention de soumissionner

ANNEXE N° 1 : MODÈLE DE SOUMISSION

Je, soussigné _____ [indiquer le nom et la qualité du signataire] représentant la société, l'entreprise ou le groupement ⁽⁸⁾ _____ dont le siège social est à _____ inscrite au registre du commerce de _____ sous le n° _____

Après avoir pris connaissance de toutes les pièces figurant ou mentionnées au dossier d'Appel d'Offres y compris les additifs, N° _____ [rappeler l'objet de l'Appel d'Offres]

Me soumetts et m'engage à livrer les fournitures ou à exécuter les prestations conformément au dossier d'Appel d'Offres, moyennant les prix que j'ai établi moi-même sur la base des bordereaux de prix et quantités, lesquels prix font ressortir le montant de l'offre pour le lot n° _____ à _____ [en chiffres et en lettres] francs CFA Hors TVA, et à _____ francs CFA Toutes Taxes Comprises. [en chiffres et en lettres]

- M'engage à exécuter les prestations dans un délai de _____ mois
- M'engage en outre à maintenir mon offre dans le délai _____ jours [indiquer la durée de validité, en principe 90 jours] à compter de la date limite de remise des offres
- Adhère entièrement à la charte d'intégrité et à la déclaration d'engagement environnemental et social jointes aux présents DAO.

Les rabais offerts et les modalités d'application desdits rabais sont les suivants :

Le Maître d'Ouvrage se libérera des sommes dues par lui au titre du présent marché en faisant donner crédit au compte n° _____ ouvert au nom de _____ auprès de la banque _____ Agence de _____ Avant signature du marché, la présente soumission acceptée par vous vaudra engagement entre nous.

Fait à _____ le _____
Signature :

Nom du signataire : _____

En qualité de : _____ dûment autorisé
à signer les soumissions pour et au nom de ⁽⁹⁾

⁽⁸⁾ Supprimer la mention inutile

⁽⁹⁾ Annexer la lettre de pouvoirs

ANNEXE N° 2 : MODÈLE DE CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Organisme financier : _____

Référence de la Caution : N° _____

Adressée à *[indiquer le Maître d'Ouvrage et son adresse]* Cameroun, ci-dessous désigné « le Maître d'Ouvrage »

Attendu que le Fournisseur ou le prestataire _____, ci-dessous désigné « le soumissionnaire », a soumis son offre en date du _____ pour *[rappeler l'objet de l'appel d'offres]*, ci-dessous désignée « l'offre », et pour laquelle il doit joindre un cautionnement provisoire équivalant à *[indiquer le montant]* francs CFA,

Nous _____ *[nom et adresse de la banque]*, représentée par _____ *[noms des signataires]*, ci-dessous désignée « la banque », déclarons garantir le paiement au Maître d'Ouvrage de la somme maximale de *[indiquer le montant]* Francs CFA, que la banque s'engage à régler intégralement au Maître d'Ouvrage

, s'obligeant elle-même, ses successeurs et assignataires.

Les conditions de cette obligation sont les suivantes :

Si le soumissionnaire retire son offre pendant la période de validité prévue dans le dossier d'appel d'offres ;

Ou

Si le soumissionnaire, s'étant vu notifié l'attribution du marché par le Maître d'Ouvrage pendant la période de validité :

- omet ou refuse de souscrire le marché, alors qu'il est requis de le faire ;
- omet ou refuse de fournir le cautionnement définitif du marché comme prévu dans ledit marché.

Nous nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage un montant allant jusqu'au maximum de la somme stipulée ci-dessus, dès réception de sa première demande écrite, sans que le Maître d'Ouvrage soit tenu de justifier sa demande, étant entendu toutefois que dans sa demande le Maître d'Ouvrage notera que le montant qu'il réclame lui est dû parce que l'une ou l'autre des conditions ci-dessus, ou toutes les deux, sont remplies, et qu'il spécifiera quelle(s) condition(s) a(ont) joué.

La présente caution entre en vigueur dès la date limite fixée par le Maître d'Ouvrage pour la remise des offres. Elle demeurera valable jusqu'au trentième jour inclus suivant la fin du délai de validité des offres. Toute demande du Maître d'Ouvrage tendant à la faire jouer devra parvenir à la banque, par lettre recommandée avec accusé de réception, avant la fin de cette période de validité.

Le présent cautionnement est soumis pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux du Cameroun seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque

Fait à _____, le _____.
[Signature de la banque]

[NB : ce cautionnement doit être acquitté à la main par la banque]

ANNEXEN°3 : MODÈLE DE CAUTIONNEMENT DÉFINITIF

Organisme financier : _____

Référence de la Caution : N° _____

Adressée à *[indiquer le Maître d'Ouvrage et son adresse]* Cameroun, ci-dessous désigné « le Maître d'Ouvrage »

Attendu que _____ *[nom et adresse du fournisseur ou du prestataire]*, ci-dessous désigné « le Fournisseur ou du prestataire », s'est engagé, en exécution du marché désigné « le marché », à réaliser *[indiquer la nature des fournitures et services connexes]*

Attendu qu'il est stipulé dans le marché que le Fournisseur remettra au Maître d'Ouvrage un cautionnement définitif, d'un montant égal à *[indiquer le pourcentage compris entre 2 et 5 %]* du montant de la tranche du marché correspondant, comme garantie de l'exécution de ses obligations de bonne fin conformément aux conditions du marché,

Attendu que nous avons convenu de donner au Fournisseur ce cautionnement,

Nous, _____ *[nom et adresse de banque]*, représentée par _____ *[noms des signataires]*,

ci-dessous désignée « l'organisme financier », nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage, dans un délai maximum de huit (08) semaines, sur simple demande écrite de celui-ci déclarant que le Fournisseur ou le prestataire n'a pas satisfait à ses engagements contractuels au titre du marché, sans pouvoir différer le paiement ni soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, toute somme jusqu'à concurrence de la somme de _____ *[en chiffres et en lettres]*.

Nous convenons qu'aucun changement ou additif ou aucune autre modification au marché ne nous libérera d'une obligation quelconque nous incombant en vertu du présent cautionnement définitif et nous dérogeons par la présente à la notification de toute modification, additif ou changement.

Le présent cautionnement définitif prend effet à compter de sa signature et dès notification du marché. La caution sera libérée dans un délai (indiquer le délai) à compter de la date de réception provisoire des fournitures.

Après le délai susvisé, la caution devient sans objet et doit nous être automatiquement retournée sans aucune forme de procédure.

Toute demande de paiement formulée par le Maître d'Ouvrage au titre de la présente garantie doit être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, parvenue à la banque pendant la période de validité du présent engagement.

Le présent cautionnement définitif est soumis pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux camerounais seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par l'Organisme financier

_____, le _____
[Signature de la banque]

ANNEXEN°4 : MODÈLE DE CAUTIONNEMENT D'AVANCE DE DÉMARRAGE

Organisme financier : _____

Référence du Cautionnement : N° _____

Adressée [indiquer le Maître d'Ouvrage]

[Adresse du Maître d'Ouvrage]

Ci-dessous désigné « le Maître d'Ouvrage »

Nous soussignés (organisme financier, adresse), déclarons par la présente garantir, pour le compte de : _____ [le titulaire], au profit de _____ Maître d'Ouvrage [Adresse du Maître d'Ouvrage] (« le bénéficiaire »)

Le paiement, sans contestation et dès réception de la première demande écrite du bénéficiaire, déclarant que _____ [le titulaire] ne s'est pas acquitté de ses obligations, relatives au remboursement de l'avance de démarrage selon les conditions du marché _____ du _____ relatif aux fournitures et services connexes [indiquer l'objet et les références de l'appel d'offres et le lot, éventuellement], de la somme totale maximum correspondant à l'avance de quarante 40% du montant Toutes Taxes Comprises du marché n° _____, payable dès la notification de l'ordre de service correspondant, soit _____ francs CFA

La présente garantie entrera en vigueur et prendra effet dès réception des parts respectives de cette avance sur les comptes de _____ [le titulaire] ouverts auprès de la banque _____ sous le n° _____.

Elle restera en vigueur jusqu'au remboursement de l'avance conformément à la procédure fixée par le CCAP. Toutefois, le montant du cautionnement sera réduit proportionnellement au remboursement de l'avance au fur et à mesure de son remboursement.

La loi et la juridiction applicables à la garantie sont celles de la République du Cameroun.

Signé et authentifié par l'organisme financier

Fait à _____, le _____.

[Signature de l'organisme financier]

ANNEXEN°5 : MODÈLE DE CAUTIONNEMENT DE BONNE EXÉCUTION EN REMPLACEMENT DE LA RETENUE DE GARANTIE

Organisme financier : _____

Référence du Cautionnement : N° _____

Adressée [indiquer le Maître d'Ouvrage]

[Adresse du Maître d'Ouvrage]

Ci-dessous désigné « le Maître d'Ouvrage »

Attendu que _____ nom et adresse du fournisseur ou du prestataire], ci-dessous désigné « le Fournisseur », s'est engagé, en exécution du marché, livrer les fournitures de [indiquer l'objet des prestations]

Attendu qu'il est stipulé dans le marché que la retenue de garantie fixée à [pourcentage inférieur à 10% à préciser] du montant TTC du marché peut être remplacée par une caution solidaire,

Attendu que nous avons convenu de donner au Fournisseur ce cautionnement,

Nous, _____ adresse organisme financier], représentée par _____ noms des signataires], et ci-dessous désignée « organisme financier »,

Dès lors, nous affirmons par les présentes que nous nous portons garants et responsables à l'égard du Maître d'Ouvrage, au nom du Fournisseur ou du prestataire, pour un montant maximum de _____ [en chiffres et en lettres], correspondant à [pourcentage inférieur à 10% à préciser] du montant du marché ⁽¹⁰⁾

Et nous nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage, dans un délai maximum de huit (08) semaines, sur simple demande écrite de celui-ci déclarant que le Fournisseur n'a pas satisfait à ses engagements contractuels ou qu'il se trouve débiteur du Maître d'Ouvrage au titre du marché modifié le cas échéant par ses avenants, sans pouvoir différer le paiement ni soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, toute (s) somme (s) dans les limites du montant égal à [pourcentage inférieur à 10% à préciser] du montant cumulé des prestations figurant dans le décompte définitif, sans que le Maître d'Ouvrage ait à prouver ou à donner les raisons ni le motif de sa demande du montant de la somme indiquée ci-dessus.

Nous convenons qu'aucun changement ou additif ou aucune autre modification au marché ne nous libérera d'une obligation quelconque nous incombant en vertu de la présente garantie et nous dérogeons par la présente à la notification de toute modification, additif ou changement.

La présente garantie entre en vigueur dès sa signature. Elle sera libérée dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception définitive des prestations, et sur mainlevée délivrée par le Maître d'Ouvrage.

Toute demande de paiement formulée par le Maître d'Ouvrage au titre de la présente garantie devra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, parvenue à la banque pendant la période de validité du présent engagement.

La présente caution est soumise pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux camerounais seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par l'organisme financier

Fait à _____, le _____

[Signature de l'Organisme financier]

⁽¹⁰⁾ Cas où la caution est établie une fois au démarrage des prestations et couvre la totalité de la garantie, soit 10% du marché.

ANNEXE N°6 : MODÈLE D'ATTESTATION OU D'AUTORISATION DU FABRICANT

[Le Soumissionnaire exige du Fabricant qu'il prépare cette lettre conformément aux indications ci-après. Cette lettre doit être à l'entête du Fabricant et doit être signée par une personne dûment habilitée à signer des documents qui engagent le Fabricant. Le Soumissionnaire inclut cette lettre dans son offre, si exigé dans les RPAO.]

Date *[insérer la date (jour, mois, année) de remise de l'offre]* AON° ____ du ____ : *[insérer les références de l'Appel d'Offres]* Variante N° : *[insérer le numéro d'identification si cette offre est proposée pour une variante]*

A : *[insérer le nom complet du Maître d'Ouvrage]*

Je soussigné (nom et adresse complète du fabricant)

Atteste que la société (nom et adresse complète) est habilitée à commercialiser nos produits (ou le cas échéant) dispose d'un agrément.

Nous confirmons toutes nos garanties et nous nous portons garants pour les fournitures offertes.

Signature

En date du.....

Jour de.....

ANNEXE N° 7 : CADRE DU PLANNING DE LIVRAISON

Note sur la présentation des plannings

Les quantités, les rendements journaliers, la durée d'exécution des prestations et les ralentissements voire, les interruptions, devront ressortir clairement des plannings.

Le planning financier qui découle du planning des prestations devra indiquer mois par mois, les et montants prévisionnels des décomptes de prestations par poste et cumulés, en tenant compte de l'incidence des saisons de pluies, pour la solution de base et éventuellement la solution variante.

[Les cadres des plannings à préparer et insérer dans le Dossier d'Appel d'Offres par le Maître d'Ouvrage]

N. Préciser la nature de l'activité

	[Mois ou semaines à compter du début de la mission]												
	1 e r	2 e	3 e	4 e	5 e	6 e	7 e	8 e	9 e	1 0 e	1 1 e	1 2 e	
Activité (tâche)													

ANNEXEN°8 : MODÈLE DE LISTE DU PERSONNEL À MOBILISER DANS LE CADRE DES SERVICES CONNEXES

1. Personnel technique /de gestion

Nom	Expérience	Poste	Attributions

2. Personnel d'appui (siège et local)

Nom	Expérience	Poste	Attributions

ANNEXEN°9 : MODÈLE DE FICHE DE PRESTATIONS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE SOUS-TRAITÉES COMMANDÉES

N°	Désignation des Fournitures	Quantité (Nombre d'unités)
	<i>[Insérer la désignation des Fournitures]</i>	<i>[insérer la quantité des articles à fournir]</i>

N° Service	Désignation du Service	Unité de mesure
<i>[insérer le numéro du Service]</i>	<i>[insérer la désignation du service]</i>	<i>[unité de mesure]</i>

ANNEXEN°10 : LETTRE DE SOUMISSION DE LA PROPOSITION TECHNIQUE

[Lieu, date]

À : *[Nom et adresse du maître d'ouvrage]*

Madame/Monsieur,

Nous, soussignés, [titre à préciser], avons l'honneur, conformément à votre DAO N°du.....relatif à....., de vous soumettre ci-joint, notre proposition technique pour la fourniture objet dudit DAO.

Au cas où cette proposition retiendrait votre attention, nous sommes entièrement disposés, sur la base du personnel proposé à entamer des négociations pour la meilleure conduite du projet.

Aussi, prenons-nous un ferme engagement pour le respect scrupuleux du contenu de ladite proposition technique, sous réserve des modifications éventuelles qui résulteraient des négociations du contrat.

Veillez agréer, Madame/Monsieur....., l'expression de notre parfaite considération./-

Signature du représentant

habilité : Nom et titre du

signataire :

Nom du

Candidat :

Adresse :

ANNEXEN°12 : MODÈLE DE CURRICULUM VITAE (CV) DU PERSONNEL SPÉCIALISÉ PROPOSÉ

Poste :
..... Nom du Candidat :
.....
..... Nom de l'employé :
..... Profession :
.....
..... Diplômes :
.....
.. Date de naissance :
..... Nombre d'années d'emploi par le
Candidat : Nationalité : Affiliation à des
associations/groupements professionnels :

Attributions spécifiques :
.....
.....
.....

Principales qualifications :

[En une demi-page environ, donner un aperçu des aspects de la formation et de l'expérience de l'employé les plus utiles

à ses attributions dans le cadre de la mission. Indiquer le niveau des responsabilités exercées par lui/elle lors de missions antérieures, en en précisant la date et le lieu.]

Formation :

[En un quart de page environ, résumer les études universitaires et autres études spécialisées de l'employé, en indiquant les noms et adresses des écoles ou universités fréquentées, avec les dates de fréquentation, ainsi que les diplômes obtenus.]

Pièces Annexes :

- Copie certifiée conforme du diplôme le plus élevé et éventuellement une attestation de l'ordre du corps de métier
- Attestation de disponibilité

Expérience professionnelle :

[En deux pages environ, dresser la liste des emplois exercés par l'employé depuis la fin de ses études par ordre chronologique inverse, en commençant par son poste actuel. Pour chacun, indiquer les dates, nom de l'employeur, titre du poste occupé et lieu de travail. Pour les dix dernières années, préciser en outre le type d'activité exercée et, le cas échéant, le nom de clients susceptibles de fournir des références.]

.....
.....

Connaissances informatiques :

[Indiquer, le niveau de connaissance]

.....
.....

Langues :

[Indiquer, pour chacune, le niveau de connaissance : médiocre/moyen/ bon/excellent, en ce qui concerne la langue lue/écrite/ parlée.]

.....
.....

Attestation :

Je, soussigné, certifie, en toute conscience, que les renseignements ci-dessus rendent fidèlement compte de ma situation, de mes qualifications et de mon expérience.

.....
..... Date :

[Signature de l'employé et du représentant habilité du consultant]

Jour/mois/année

Nom de l'employé :
.....

Nom du représentant habilité :
.....

ANNEXE N° 12 : DÉCLARATION D'INTENTION DE SOUMISSIONNER

Je soussigné,

Nationalité :

Domicile :

Fonction :

En vertu de mes pouvoirs de Directeur Général, après avoir pris connaissance du Dossier d'Appel d'Offres National n°*[indiquer la nature de la prestation]*.

Déclare par la présente, l'intention de soumissionner pour cet Appel d'Offres.

Fait à _____ le _____

Signature, nom et cachet du soumissionnaire

**Annexe N° 13 : Déclaration sur l'honneur du non-abandon d'un Marché
Public au cours des trois (03) dernières années**

Je soussigné € Mr/Mme (01) _____
Directeur Général de (02) _____
RC° N° _____
Carte de Contribuable N° _____ Tél : _____
Email : _____

Déclare sur l'honneur qu'à la date de signature ci-dessous, notre Entreprise non seulement n'a pas abandonné de marché au cours des trois (03) dernières années, mais aussi, ne figure pas sur la liste des Entreprises défaillantes annuellement établie par le Ministère des Marchés Publics.

La présente déclaration est établie pour servir et valoir ce que de droit./

Fait à _____ le _____

- (01) Nom, Prénoms,
(02) Raison sociale

pièce n° 11

Pièce n°1 : Charte d'intégrité

INTITULE DE L'APPEL D'OFFRES : _____.

LE « SOUMISSIONNAIRE »

**A
MONSIEUR LE « MAÎTRE D'OUVRAGE »**

1. Nous reconnaissons et attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement et de nos sous-traitants n'est, dans l'un des cas suivants :
 - 1.1) être en état ou avoir fait l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, judiciaire, de cessation d'activité ou être dans toute situation analogue résultat d'une procédure de même nature ;
 - 1.2) avoir fait l'objet d'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée pour délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché ;
 - 1.3) en matière professionnelle, avoir commis au cours des cinq dernières années une faute grave à l'occasion de la passation ou de l'exécution d'un marché ;
 - 1.4) n'avoir pas rempli nos obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale ou nos obligations relatives au paiement des impôts selon les dispositions légales ;
 - 1.5) figurer sur les listes de sanctions financières adoptées par les Nations Unies et tout autre Partenaire Technique et Financier, le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché ;
 - 1.6) s'être rendu coupable de fausses déclarations en fournissant les renseignements exigés dans le cadre du processus de passation du Marché.
2. Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement et de nos sous-traitants n'est, dans l'une des situations de conflit d'intérêt suivantes :
 - 2.1) actionnaire contrôlant le Maître d'Ouvrage ou filiale contrôlées par le Maître d'Ouvrage, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'Autorité chargée des marchés publics et résolu à sa satisfaction ;
 - 2.2) avoir des relations d'affaires ou familiales avec un membre de services du Maître d'Ouvrage impliqué dans le processus de sélection ou le contrôle du marché en résultant, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'Autorité chargée des marchés publics et résolu à sa satisfaction ;
 - 2.3) contrôler ou être contrôlé par un autre soumissionnaire, être placé sous le contrôle de la même entreprise qu'un autre soumissionnaire, recevoir d'un autre soumissionnaire ou attribuer à un autre soumissionnaire directement ou indirectement des subventions, avoir le même représentant légal qu'un autre soumissionnaire, entretenir directement ou indirectement des contacts avec un autre soumissionnaire nous permettant d'avoir et de donner accès aux informations contenues dans nos offres respectives, de les influencer, ou d'influencer les décisions du Maître d'Ouvrage ;
 - 2.4) être engagé pour une mission de conseil qui, par sa nature, risque de s'avérer incompatible avec nos missions pour le compte du Maître d'Ouvrage ;
 - 2.5) dans le cas d'une procédure ayant pour objet la passation d'un marché de travaux ou de fournitures :
- N) avoir préparé nous-mêmes ou avoir été associés à un consultant qui a préparé des spécifications, plan, calculs et autres documents utilisés dans le cadre du processus de mise en concurrence considérée ;
 - ii) être nous-mêmes ou l'une des firmes auxquelles nous sommes affiliées, recrutés, ou devant l'être, par le Maître d'Ouvrage pour effectuer la supervision où le contrôle des travaux dans le cadre du Marché.
3. Si nous sommes un établissement public ou une entreprise publique, nous attestons que nous jouissons d'une autonomie juridique et financière et que nous sommes gérés selon les règles du droit commercial.
4. Nous nous engageons à communiquer sans délai au Maître d'Ouvrage, qui en informera l'Autorité chargée des Marchés Publics, tout changement de situation au regard des points 1 à 3 qui précèdent.

5. Dans le cadre de la passation et de l'exécution du Marché :
- 5.1) Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas de manœuvres déloyales (actions ou omission) destinée à tromper délibérément autrui, à lui dissimuler intentionnellement des éléments, à surprendre ou vicier son consentement ou à lui faire contourner des obligations légales ou réglementaires et/ou violer ses règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.
 - 5.2) Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas de manœuvres déloyales (actions ou omission) contraires à nos obligations légales ou réglementaires et/ou violer ses règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.
 - 5.3) Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettrons, offrirons ou accorderons pas directement ou indirectement, à (i) toute personne détenant un mandat législatif, exécutif, administratif ou judiciaire au sein de l'Etat, qu'elle ait été nommée ou élue, à titre permanent ou non, qu'elle soit rémunérée ou non et quel que soit son niveau hiérarchique, (ii) toute autre personne qui exerce une fonction publique, y compris pour un organisme public ou une entreprise publique, ou qui fournit un service public, ou (iii) toute autre personne définie comme agent public dans l'Etat, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte dans l'exercice de ses fonctions officielles.
 - 5.4) Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettrons, offrirons ou accorderons pas directement ou indirectement, à toute personne qui dirige une entité du secteur privé ou travaille pour une telle entité, en quelque qualité que ce soit, un avantage indu de toute nature, pour elle-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu'elle accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte de violation de ses obligations légales contractuelles ou professionnelles.
 - 5.5) Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettrons pas d'acte susceptible d'influencer le processus de passation du Marché au détriment du Maître d'Ouvrage et notamment, aucune pratique anticoncurrentielle ayant pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence, notamment en tendant à limiter l'accès au Marché ou de libre exercice de la concurrence par d'autres entreprises.
6. Nous-mêmes, les membres de notre groupement et nos sous-traitants autorisons, le Maître d'ouvrage à examiner les documents et pièces comptables relatifs à la passation et l'exécution du Marché et à les soumettre pour vérification aux auditeurs désignés par l'ARMP.

Nom__

Signature_____

Dûment habilité à signer l'offre pour et au nom de : _____

En date du ____

jour de

pièce n° 12

Pièce n°12 : Engagement social et environnemental

INTITULE DE L'APPEL D'OFFRES : _____

Le « SOUMISSIONNAIRE »
A
MONSIEUR LE « **Maître**

d'Ouvrage»

Dans le cadre de la passation et de l'exécution du Marché :

- 11) Nous nous engageons à respecter et à faire respecter par les membres de notre groupement, l'ensemble de nos sous-traitants les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OI) et les conventions internationales pour la protection de l'environnement en cohérence avec les lois et règlement applicables au Cameroun.
- 2) En outre, nous nous engageons également à mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux, dans la notice d'impact environnemental et social fournie par le Maître d'Ouvrage.
- 3) Nous-mêmes, les membres de notre groupement et nos sous-traitants autorisons, le Maître d'ouvrage à examiner les documents et pièces comptables relatifs à la passation et l'exécution du Marché et à les soumettre pour vérification aux auditeurs désignés par l'ARMP.

Nom :

Signature :_____

Dûment habilité à signer l'offre pour et au nom de :

En date du

Jour de

Visa de maturité ou Justificatif des études préalables

N. Joindre l'étude préalable :

N. Indiquer :

- 2.1. La date ;
- 2.2. Le nom du maître d'œuvre public ou privé l'ayant réalisé ;
- 2.3. Les références du marché, si maîtrise d'œuvre privée l'ayant réalisé ;
- 2.4. Description des études : (pour les projets de moindre envergure une note de présentation peut être rédigée sous forme d'études préalable à condition de bien ressortir la détermination des coûts et spécifications techniques).

N.B 1/ Pour les prestations de moindre envergure, le Maître d'Ouvrage ou Maître d'Ouvrage Délégué peut fournir un calcul justificatif des quantités du DAO.

2/ Le président de la commission des marchés peut avant de se prononcer, solliciter l'avis d'un expert sur la qualité des études réalisées

GRILLE DE NOTATION

L'évaluation des offres techniques sera faite suivant le système binaire (oui/non) sur la base des critères essentiels généraux et techniques ci-dessous :

A- CRITERES ELIMINATOIRES

Les critères éliminatoires sont :

- absence du cautionnement de soumission timbré avec récépissé de la CDEC ;
- absence ou non conformité persistante d'une pièce du Dossier Administratif 48 heures après l'ouverture des plis (excepté le cautionnement de soumission) ;
- fausse déclaration, substitution ou pièce falsifiée ;
- non production d'une déclaration sur l'honneur attestant le non abandon d'un (01) marché au cours des trois (03) dernières années 2023, 2024 et 2025 ;
- absence de justificatif de l'agrément du fabricant ou d'un partenariat avec le fabricant pour la commercialisation des équipements proposés ;
- non conformité des profils des experts sollicités ;
- absence des preuves d'exécution d'au moins deux (02) marchés sur la fourniture et intégration des équipements proposés au cours de cinq (05) dernières années par le soumissionnaire ;
- absence des fiches techniques des équipements proposés ;
- absence d'une capacité financière d'au moins 30% du montant du coût prévisionnel, soit au moins 60 millions de Francs CFA ;
- absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- absence d'engagement à fournir 05 ans de support et garantie constructeur pour tous les routeurs, firewall et switch ;
- non satisfaction d'au moins 80% des spécifications techniques des équipements (172 Oui /215) ;
- non respect de 80 % des critères et sous critères essentiels (180 Oui/224).

N°	B- CRITERES ESSENTIELS	Notation		Observations
		Oui	Non	
1	PRESENTATION DE L'OFFRE			
	Document relié avec la spirale			
	Présence dans l'offre des intercalaires de couleur autre que le blanc			
	Ordre prescrit respecté			
2	CHIFFRE D'AFFAIRES			
	Le chiffre d'affaires moyen des cinq (05) dernières années 2020 , 2021, 2022, 2023 et 2024 $\geq$ trois cent millions (300 000 000) de FCFA			
	Patente au régime du réel			
3	LA CONFORMITE DE L'OFFRE AUX SPECIFICATIONS TECHNIQUES DEFINIES DANS LE CAHIER DES SPECIFICATIONS TECHNIQUES (CST)			
	a) Dimensionnement des fournitures			
	Routeurs			
	18 ports GE RJ45 (dont 1 port MGMT, 1 port HA, 16 ports switch)			
	8 emplacements GE SFP			
	8 emplacements SFP+ 10GE			
	interfaces accélérées			
	stockage SSD intégré de 960 Go			
	double alimentation			

N°	B- CRITERES ESSENTIELS	Notation		Observations
		Oui	Non	
	NG Firewall catégorie 1			
	8 ports GE RJ45			
	2 ports WAN média partagés 10GE RJ45/SFP+			
	stockage SSD intégré de 120 Go			
	NG Firewall catégorie 2			
	18x GE RJ45 ports (including 1x MGMT port, 1x HA port, 16x switch ports)			
	8x GE SFP slots			
	4x 10GE SFP+ slots			
	SP5 hardware accelerated			
	dual AC power supplies			
	stockage SSD intégré de 480 Go			
	NG Firewall catégorie 3			
	10x GE RJ45 (including 1x MGMT port, 1x HA port, 8x switch ports)			
	4x GE SFP slots			
	8x 5GE RJ45			
	8x 10GE SFP+ slots			
	NP7 Lite and CP10 hardware accelerated			
	stockage SSD intégré de 480 Go			
	Switch d'agrégation			
	Commutateur type Datacenter compatible avec le contrôle de commutateur de couche 2/3 avec 24 ports GE SFP			
	4 x 10 liaisons montantes GE SFP+			
	Switch LAN			
	Commutateur PoE+ compatible avec le contrôle de commutateur de couche 2/3 type DataCenter avec 24 ports GE RJ45			
	4 x 10 GE SFP+			
	avec limite automatique de sortie POE maximale de 421 W			
	Module SFP SFP+			
	10 GE SFP+ transceiver module			
	short range 300m			
	LC connector			
	Module SFP RJ45			
	1 GE SFP transceiver module			
	range 100m			
	RJ45 connector			
	Switch Manager Subscription license			
	Subscription license for 10 Switch Units managed by Switch Manager VM			
	Premium support included 1 year			
	Firewall and router Manager-VM Subscription License with Support ou son equivalent			
	Subscription license for 10 devices / vdoms managed by device Manager VM S-series			
	including Premium support 1 year			
	Analyzer-VM Subscription License with Support ou son équivalent			
	1 year Subscription license for 50 GB/Day Central Logging & Analytics			

N°	B- CRITERES ESSENTIELS	Notation		Observations
		Oui	Non	
	Include Premium support, IOC, Security Automation Service and Outbreak Detection Service			
	b) Caractéristiques techniques des routeurs			
	Format : Rackable 1 U			
	Firewall (IPv4) throughput : 79.5/78.5/70 Gbps			
	Firewall (IPv6) throughput : 79.5/78.5/70 Gbps			
	Nombre de tunnels SD-WAN/VPN : jusqu'à 2000 tunnels Gateway-to-Gateway			
	Sessions Concurrentes (TCP) : 7 800 000 (Optimisées pour un traitement ultra-faible latence)			
	Nouvelles Connexions par seconde (TCP) : 400000			
	IPsec VPN Throughput (512 byte) : 35 Gbps			
	Nombre maximum de Tunnels IPsec VPN : 2000 (Gateway-to-Gateway)/16000 (Client-to-Gateway)			
	SSL InspectionThroughput (IPS,avg.HTTPS) : 7Gbps (performance exceptionnelle sur le trafic chiffré)			
	SSL VPN Throughput : 3 Gbps			
	Utilisateurs SSL VPN (Maximum conseillé): Jusqu'à 5000 utilisateurs concurrents			
	Nombre maximum de Politiques Firewall: 10000 (Configurables avec segmentation avancée)			
	Interfaces Réseau : 8x 10GE SFP+, 8x GE SFP, 18 x GE RJ45			
	Power Supplies : Dual AC PS			
	Architecture Réseau : Support de lien Logique pour la gestion centralisée de 96 switches et 512 points d'accès			
	Stotrage : 960 GB			
	Accélération Matérielle : Présence de processeurs de sécurité dédiés (type ASIC/SP5 ou équivalent) pour l'accélération du trafic réseau et du déchiffrement SSL sans impacter le CPU principal			
	Gestion : Interface d'administration Web intuitive, support de la ligne de commande (CLI), et capacité de gestion centralisée via plateforme locale ou cloud			
	Alimentation : Double alimentation redondante intégrée (AC) pour une haute disponibilité			
	Routeur/Parefeu Virtuel : Support de la fonctionnalité : ≥ 25			
	Câblage : Cordons d'alimentation aux normes européennes et kit de montage en rack inclus			
	Documentation : Documentation technique et guides d'installation en français ou en anglais			
	Garantie et Support : ≥ 5 ans de garantie constructeur y compris remplacement matériel en cas de panne avec support technique 24/7 (Type FortiCare ou équivalent)			
	Positionnement mondial : Leader du Gartner Magic Quadrant pour hybrid mesh firewall 2024 et 2025 pour les NG-Firewall			
	c) Caractéristiques techniques des NG-FIREWALL CATEGORIE 1			
	IPv4 Firewall Throughput (1518/512/64-byte, UDP) : 28/28/27.9 Gbps			
	IPv6 Firewall Throughput (1518/512/84-byte,UDP) : 28/28/27.9 Gbps			
	IPsec VPN Throughput (IPsec VPN) : 25 Gbps (Accélération matérielle native			

N°	B- CRITERES ESSENTIELS	Notation		Observations
		Oui	Non	
	via SP5)			
	Firewall Throughput (Packets Pers Second) : 41.8 Mpps			
	NGFW Throughput (Enterprise Mix) : 2.5 Gbps			
	Threat Protection Throughput (Enterprise Mix) : 2.2 Gbps			
	Concurrent Sessions (TCP) : 3000000			
	New Sessions/Second (TCP) : 124000			
	Application ControlThroughput (HTTP, 64K) : 6.7 Gbps			
	SSL Inspection Throughput (IPS, avg.HTTPS) : 2.6 Gbps			
	SSL VPN Throughput : 1.4 Gbps			
	Concurrent SSL VPN Users (Maximum) : Jusqu'à 200			
	Firewall Policies (Maximum) : 5000			
	Virtual Firewalls (VDOMs) : 10 (Inclus par défaut)			
	URL Filtering : Catégories : Plus de 90 catégories de sécurité et de filtrage			
	URL Filtering : URLs : Base de données de filtrage dynamique avec plus de 90 catégories et certaines de millions de domaines			
	Automated IPS Signature Updates : Mise à jour automatique en temps réel des signatures IPS et Malware via les services de renseignement (IA et machine Learning)			
	Third -Party and Open-Source Ecosystem : Open APIs (REST), connecteurs SDN, SNMP v1/v2c/v3, SSH, Syslog			
	VLANs (Maximum) : 4094			
	VLANIF/Interfaces logiques (Maximum) : 4094			
	Interfaces Physiques : 8x GERJ45, 2x 10GE Shared Port Pairs			
	Storage : 1 x 120 GB SSD			
	Licence et Support : Licence de Sécurité 1 an (IPS, Anti-malware, Web/Video Filtering, Support 24/7)			
	Power Supplies : Single AC PS, dual inputs			
	Architecture Réseau : Support de lien logique pour la gestion centralisée de 24 switches et 96 points d'accès			
	Accélération Matérielle : Présence de processeurs de sécurité dédiés (type ASIC/SP5 ou équivalent) pour l'accélération du trafic réseau et du déchiffrement SSL sans impacter le CPU principal			
	Gestion : Interface d'administration Web intuitive, support de la ligne de commande (CLI), et capacité de gestion centralisée via plateforme locale ou cloud			
	Alimentation : Double alimentation redondante intégrée (AC) pour une haute disponibilité			
	Parefeu Virtuel : Support de la fonctionnalité : ≥ 10			
	Câblage : Cordons d'alimentation aux normes européennes et kit de montage en rack inclus			
	Documentation : Documentation technique et guides d'installation en français ou en anglais			
	Garantie et Support : ≥ 5 ans de garantie constructeur y compris remplacement matériel en cas de panne avec support technique 24/7 (Type FortiCare ou équivalent)			
	Positionnement mondial : Leader du Gartner Magic Quadrant pour hybrid mesh firewall 2024 et 2025 pour les NG-Firewall			

N°	B- CRITERES ESSENTIELS	Notation		Observations
		Oui	Non	
	d) Caractéristiques techniques des NG-FIREWALL CATEGORIE 2			
	Format : Rackable 1U			
	IPv4 Firewall Throughput (1518/512/64-byte , UDP) : 39/39/35 Gbps			
	IPv6 Firewall Throughput (1518/512/84-byte, UDP) : 39/39/35 Gbps			
	IPsec VPN Throughput : 35 Gbps (Accéléré par puce ASIC SP5)			
	IPsec VPN Throughput SD-WAN/IPsec VPN Tunnels (Gateway-to-Gateway) : 2000			
	Firewall Throughput (Packets Per Second) : 42 Mpps			
	IPS Throughput (Enterprise mix) : 5.3 Gbps			
	NGFW Throughput (Application Control + IPS) : 3.9 Gbps (Enterprise Mix)			
	Threat Protection Throughput (IPS + AppCtrl + Malware Protection) : 3.1 Gbps (Enterprise Mix)			
	Concurrent Sessions (TCP) : 3000000			
	IPv6 Concurrent Sessions : 3000000			
	New Sessions/Second (TCP) : 140000			
	IPsec VPN Throughput (512 byte) : 35 Gbps			
	Maximum IPsec VPN Tunnels (Client-to-Gateway) : 16000			
	SSL Inspection Throughput (IPS, avg. HTTPS) : 4.7 Gbps			
	SSL VPN Throughput : 1.5 Gbps			
	Capacité VPN Ipsec : 35 Gbps de débit agrégé			
	Concurrent SSL VPN Users (Maximum conseillé) : Jusqu'à 500			
	Firewall Policies (Maximum) : 10000			
	URL Filtering & Web Security : Base de données de filtrage dynamique avec plus de 90 catégories et centaines de millions de domaines			
	Automated Security Updates : Mise à jour automatique en temps réel des signatures IPS et Malware via les services de renseignement (IA et Machine Learning)			
	Écosystème et Intégration Tierce : Intégration native à la Fabrique de sécurité. Support complet des API REST, connecteurs SDN, SNMP, SSH, Syslog et écosystème d'automatisation (Fabric Connectors)			
	VLANs/Interfaces Logiques : Supporte jusqu'à 4094 IDs VLAN et interfaces logiques			
	Storage : 1 x 480 GB SSD			
	Interfaces Physiques : 18x GE JR45, 8x GE SFP, 4x 10GE SFP+			
	Licence et Services : Licence de sécurité pour 1 an incluant : IPS, Antivirus, Contrôle d'applications, Filtrage Web & Vidéo, Antispam et support Premium 24/7			
	Power Supplies : Dual AC PS			
	Architecture Réseau : Support de lien Logique pour la gestion centralisée de 48 switches et 128 points d'accès			
	Accélération Matérielle : Présence de processeurs de sécurité dédiés (type ASIC/SP5 ou équivalent) pour accélération du trafic réseau et du déchiffrement SSL sans impacter le CPU principal			
	Gestion : Interface d'administration Web intuitive, support de la ligne de commande (CLI), et capacité de gestion centralisée via plateforme locale ou cloud			
	Alimentation : Double alimentation redondante intégrée (AC) pour une haute			

N°	B- CRITERES ESSENTIELS	Notation		Observations
		Oui	Non	
	disponibilité			
	Parefeu Virtuel : Support de la fonctionnalité : ≥ 10			
	Câblage : Cordons d'alimentation aux normes européennes et kit de montage en rack inclus			
	Documentation : Documentation technique et guides d'installation en français ou en anglais			
	Garantie et Support : ≥ 1 an de garantie constructeur avec support technique 24/7 et accès aux mises à jour de sécurité			
	Positionnement mondial : Leader du Gartner Magic Quadrant pour hybrid mesh firewall 2024 et 2025 pour les NG-Firewall			
	e) Caractéristiques techniques des NG-FIREWALL CATEGORIE 3			
	Format : Rackable 1U			
	Firewall (IPv4) Throughput (1518/512/64byte, UDP) : 39/39/35 Gbps			
	Firewall (IPv6) Throughput (1518/512/84byte, UDP) : 39/39/35 Gbps			
	Débit SD-WAN Haute performance : 17 Gbps (Optimisé par processeur dédiée SP5)			
	Nombre de tunnels SD-WAN/VPN : Jusqu'à 2500 tunnels Gateway-to-Gateway			
	Session Concurrentes (TCP) : 11 000 000 (optimisées pour un traitement ultra-faible latence)			
	Nouvelles Connexions par seconde (TCP) : 280000			
	Débit Inspection IPS (Enterprise Mix) : 8 Gbps			
	NGFW Throughput (FW+IPS+Application Control) : 7 Gbps (Enterprise Mix)			
	Threat Prevention Throughput (FW+IPS+AC+Malware Protection): 6.4 Gbps (Enterprise Mix)			
	IPsec VPN Throughput (512 byte) : 35 Gbps			
	Nombre maximum de Tunnels IPsec VPN : 2000 (Gateway-to-Gateway)/16000 (Client-to-Gateway)			
	SSL Inspection Throughput (IPS, avg. HTTPS) : 7 Gbps (Performance exceptionnelle sur le trafic chiffré)			
	SSL VPN Throughput : 3 Gbps			
	Utilisateurs SSL VPN (Maximum conseillé) : Jusqu'à 5000 utilisateurs concurrents			
	Nombre maximum de Politiques Firewall : 10000 (Configurables avec segmentation avancée)			
	Storage : 1 x 480 GB SSD			
	Interfaces Réseau : 8x ports GERJ45, 8x ports GE SFP, 8x ports 5/2.5/GE RJ45, 4x ports 10/GE SFP+			
	Licence et Support : Licence de sécurité de 1 an incluant : IPS, Advanced Malware Protection, filtrage Web et Vidéo, Antispam et support Premium 24/7			
	Power Supplies: Dual AC PS			
	Architecture Réseau : Support de lien Logique pour la gestion centralisée de 64 switches et 256 points d'accès			
	Accélération Matérielle : Présence de processeurs de sécurité dédiés (type ASIC/SP5 ou équivalent) pour l'accélération du trafic réseau et du déchiffrement SSL sans impacter le CPU principal			
	Gestion : Interface administration Web intuitive, support de la ligne de			

N°	B- CRITERES ESSENTIELS	Notation		Observations
		Oui	Non	
	commande (CLI), et capacité de gestion centralisée via plateforme locale ou cloud			
	Alimentation : Double alimentation redondante intégrée (AC) pour une haute disponibilité			
	Parefeu Virtuel : Support de la fonctionnalité : ≥ 25			
	Câblage : Cordons d'alimentation aux normes européennes et kit de montage en rack inclus			
	Documentation : Documentation technique et guides d'installation en français ou en anglais			
	Garantie et Support : ≥ 1 an de garantie constructeur avec support technique 24/7 et accès aux mises à jour de sécurité			
	Poisitionnement mondial : Leader du Gartner Magic Quadrant pour hybrid mesh firewall 2024 et 2025 poyur les NG-Firewall			
	f) Caractéristiques techniques des SWITCHES D'AGRÉGATION			
	Format : Rackable 1 U			
	Modèle : Switch 24 Port SFP			
	Type : Commutateur de distribution Full Fibre (SFP) avec routage de niveau 3 avancé			
	Configuration et performance : Architecture haute densité fibre comprenant			
	Fonctionnalités et Routage : Inclusion de la licence de routage avancé permettant			
	Alimentation : Double alimentation modulaire redondante remplaçable à chaud (Hot-swappable) pour une disponibilité maximale			
	Gestion et Supervision : Administration unifiée via une console d'administration ou une solution NMS, incluant l'intégration native via un lien logique pour une visibilité de bout en bout, licence fournies			
	Ventilation : Ventilation redondante (N + 1) remplaçable à chaud avec flux d'air optimisé			
	Câbles : Cordons d'alimentation aux normes européennes			
	Documentation : Documentation technique complète en français ou anglais			
	Garantie et Support : 5 ans de support technique avancé 24/7 incluant le remplacement de matériel, les mises à jour logicielle et l'accès aux experts techniques (Type FortiCare ou équivalent)			
	Fiabilité (MTBF) : Supérieure à 10 ans			
	Positionnement sur le marché mondial : Leader 2024 et 2025 du « Gartner® Magic Quadrant pour l'infrastructure LAN filaire et sans fil des entreprises			
	Module SFP/SFP + : 10 GE SFP + transceiver module, short range 300 m, LC connector,			
	Module SFP/RJ45 : 1 GE SFP transceiver module, range 100 m, RJ45 connector			
	g) Caractéristiques techniques des SWITCHES LAN			
	Dimension (H x W x D) ; 44 mm x 440mm x 310mm			
	Hauteur du châssis : 1 U			
	Poids du châssis : 5.77 Kg			
	Ports GE Base-T : 24 (Full PoE + Support)			
	Ports 10GE (SFP+) : 4			
	Ports de Stacking dédiés : Support du Stacking virtuel via liens 10GE			

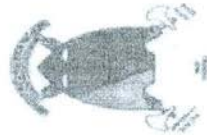
N°	B- CRITERES ESSENTIELS	Notation		Observations
		Oui	Non	
	Port Console (RJ45) : Supporté			
	Port USB : Supporté (1x USB Port)			
	Microsegmentation : Supporté			
	Capacité de commutation : 128 Gbps			
	Débit de transfert (Forwarding) : 190Mpps			
	Mémoire (DRAM) : 512 MB			
	Flash : 64 MB			
	Logiciel et fonctionnalités : Système d'exploitation unifié avec support des API et de la programmabilité			
	Type d'alimentation : Alimentation AC intégrée (Redondance externe possible)			
	Plage de tension nominale : 100 V AC à 240 V AC, 50/60 Hz			
	Budget Puissance PoE (PD) : 421 W (Supporte jusqu'à 24 ports Poe + 802.3at)			
	Système de Dissipation			
	Mode de dissipation : Refroidissement par air forcé avec ventilateurs intelligents			
	Flux d'air : Aspiration latérale et évacuation arrière			
	Dissipation thermique Max : 117.2 BTU/h (Pleine charge PoE)			
	Température de fonctionnement : 0°C à 50°C			
	Température de stockage : -40°C à +70°C			
	Humidité relative : 5% à 95% (sans condensation)			
	MTBF (Heures) : > 10 ans			
	Disponibilité : > 99.999%			
	Certifications : FCC, CE, RCM, VCCI, BSMI, UL, CB, RoHS2			
	Gestion et Supervision : Administration unifiée via une console d'administration ou une solution NMS			
	Alimentation : Alimentation redondante pour assurer la haute disponibilité			
	Ventilation : Système de refroidissement actif par ventilateurs			
	Câbles : Cordon d'alimentation Européen			
	Documentation de livraison : Document en français			
	Garantie et Support : 5 ans de garantie de base avec support technique 24/7 accès aux mises à jour logicielles et remplacement de matériel			
	Fiabilité (MTBF) : Supérieure à 10ans			
	Positionnement sur le marché mondial : Leader 2024 et 2025 du Gartner® Magic Quadrant pour l'infrastructure LAN filaire et sans fil des entreprises			
	h) Caractéristiques techniques de la PLATEFORMES DE MANAGEMENT			
	SwitchManager Subscription license			
	Switch Advanced Features License			
	Switch NMS License			
	Router or firewall Manager-VM Subscription License with Support			
	Analyzer-VM Subscription License with Support			
4	LE RESPECT DE DELAI DE LIVRAISON ≤ QUATRE (04) MOIS			
5	SERVICE APRES VENTES			
	Au moins deux (02) coordonnées de points de vente des pièces de rechange			
6	CCAP paraphé page par page, signé et cacheté à la dernière page avec le nom du signataire			
7	CST paraphé page par page, signé et cacheté à la dernière page avec le nom du signataire			

80% des critères et sous critères essentiels est de : 180 OUI sur 224

pièce n° 13

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Nouveau-Boulevard
MINISTERE DES FINANCES
SECRETAIRAT GENERAL
DIRECTION GENERALE DE TRÉSOR
DE LA COOPERATION FINANCIERE ET MONETAIRE
DIRECTION DE LA COOPERATION FINANCIERE ET
MONETAIRE
Sous-direction de la monnaie et des établissements
de crédit

SERVICE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT



**LISTE DES BANQUES ET COMPAGNIES D'ASSURANCES AGREES ET HABILEES
A EMISSIONNER DES CAUTIONS DANS LE CADRE DES MARCHES PUBLICS EN 2023**

MINISTRE DES FINANCES
SECRETAIRAT GENERAL
DIRECTION GENERALE DE TRÉSOR
FINANCIAL AND MONETARY COOPERATION
DIRECTION DE LA COOPERATION
FINANCIERE ET MONETAIRE
Sous-direction de la monnaie et des établissements
de crédit

I) BANQUES

1. Access Bank Cameroon, B.P. 6 000, Yaoundé;
2. Afriland First Bank (AFB), B.P. 11 834, Yaoundé;
3. Banco Nacional de Guinea Ecuatorial (BANCOE), Yaoundé;
4. Banque Atlantique Cameroun (BACAM), B.P. 2 933, Douala;
5. Banque Camerounaise des Petits et Moyennes Entreprises (BC-PME), B.P. 12 962, Douala;
6. Banque Gabonaise pour le Financement International (BGFIBANK), B.P. 660, Douala;
7. Banque Internationale du Cameroun pour l'Economie et le Crédit (BICEC), B.P. 1 925, Douala;
8. Citibank Cameroun, B.P. 4 571, Douala;
9. Commercial Bank-Cameroun (CBC), B.P. 4 004, Douala;
10. Crédit Comptable d'Afrique-Bank (CCA-BANK), B.P. 30 388, Yaoundé;
11. Ecobank Cameroun (ECOBANK), B.P. 552, Douala;
12. La Régionale Bank, B.P. 30 145, Yaoundé;
13. National Financial Credit-Bank (NFC-Bank), B.P. 6 578, Yaoundé;
14. Société Commerciale de Banque-Cameroun (SCB-Cameroun), B.P. 303, Douala;
15. Société Générale Cameroun (SGC), B.P. 1 012, Douala;
16. Standard Chartered Bank Cameroun (SCBC), B.P. 1 784, Douala;

II) COMPAGNIES D'ASSURANCES

17. Union Bank of Cameroon (UBC), B.P. 15 589, Douala
18. United Bank for Africa (UBA), B.P. 2 008, Douala;
1. ACTIVA Assurances, B.P. 12 970, Douala;
2. AREA Assurances S.A., B.P. 15 584 Douala;
3. ATLANTIQUE Assurances Cameroun IARDI, B.P. 3 073, Douala;
4. CHIMAS Assurances S.A., B.P. 109, Douala;
5. CPA S.A., B.P. 54, Douala;
6. NSIA Assurances S.A., B.P. 2 759, Douala;
7. PRO ASSUR S.A., B.P. 5 903, Douala;
8. Prudential Beneficial General Insurance, B.P. 2 378, Douala;
9. ROYAL ONYX Insurance Co., B.P. 12 230, Douala;
10. SAAR S.A., 1011, Douala;
11. SAMLAM Assurances Cameroun, B.P. 12 125, Douala;
12. ZENTHE Insurance, B.P. 1 540, Douala;

Pour le Ministre des Finances
Le Ministre Délégué
Yaoundé Abdoulaye